



République du Niger
Fraternité-Travail-Progress



**Programme des Nations Unies
Pour le Développement**

Rapport National sur le Développement Humain Niger 2009

La sécurité alimentaire dans un pays sahélien



Avant-propos

L'humanité qui aspire à une réduction des disparités actuelles entre les êtres humains, les communautés et les nations, et à une amélioration générale des conditions de vie des populations, se doit de réfléchir sur les grandes préoccupations du moment, en mettant en place des actions sur la base des constats établis à la lumière des analyses des phénomènes en présence.

L'une des préoccupations de l'heure dans la sous-région ouest-africaine, particulièrement dans les pays du sahel, est sans nul doute la sécurité alimentaire des populations, tant il est vrai que les habitants de cette partie de la planète, se trouvent confrontés de manière récurrente aux performances incertaines de la pluviométrie, causées notamment par les changements et les variabilités climatiques induits par les actions de l'homme sur l'environnement et la forte pression démographique dégradant les ressources naturelles.

A cet égard, l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD7) trouve tout son fondement en suggérant d'intégrer les principes de développement humain durable dans les politiques nationales de développement et d'inverser les tendances actuelles à la déperdition des ressources environnementales. L'axe 3 de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) du Niger prône pour sa part, la maîtrise de la croissance démographique, une des conditions nécessaires pour un développement économique et social du pays.

Ces axes de développement fondés sur la gestion rationnelle des ressources de l'environnement pour une sécurisation des générations présentes et futures sur le plan alimentaire et sanitaire, offrent un cadre

opportun de mieux-être des populations pour le Niger qui, depuis plusieurs années figure parmi les nations à plus faible Indice de Développement Humain (IDH). On constate toutefois avec une note de satisfaction, une amélioration de l'IDH national au niveau du dernier Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH2007/2008). Cela a valu au pays de gagner trois places dans le concert des nations.

Le présent rapport entre dans le cadre du processus d'élaboration du Rapport National sur le Développement Humain du Niger (RNDH2009) au titre de l'année 2009. Il permettra d'apprécier depuis la publication du RMDH2007/2008, le niveau de développement atteint par les différentes régions et approfondir davantage la problématique du développement humain en mettant l'accent sur la sécurité alimentaire.

Le Rapport National sur le Développement Humain, a été élaboré par une équipe technique multisectorielle composée aussi bien des experts de l'Observatoire National de la Pauvreté et du Développement Humain Durable (ONAPAD) de l'Institut National de la Statistique, que de cadres de services techniques ministériels, avec l'appui de deux (2) consultants nationaux recrutés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), à travers le Programme Bonne Gouvernance et Croissance mieux répartie (PBGCR). Le RNDH2009, permettra d'apprécier le niveau de développement humain atteint au niveau des différentes régions du Niger, en se basant également sur d'autres indicateurs en dehors de l'IDH, pour affiner davantage l'analyse et la compréhension de toutes les dimensions du développement humain durable.

A cet égard, conformément aux étapes recommandées par le Bureau du Rapport Mondial sur le Développement Humain, l'équipe pays a procédé à la mise en place d'un cadre de pilotage interministériel, d'une équipe technique de rédaction du rapport et d'un comité de validation interne au niveau de l'Institut National de la Statistique (INS).

Ce document est le fruit de plus de six (6) mois de travail qui ont permis à l'équipe technique de disposer d'un rapport provisoire qui a été soumis à un atelier technique d'enrichissement, puis à un atelier national de validation pour disposer du sixième Rapport National sur le Développement Humain du Niger.

Khardiata Lo N'Diaye
Représentant Résident du PNUD Niger

Le Rapport National sur le Développement Humain du Niger, au titre de l'année 2009 est destiné à analyser la problématique liée à la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire d'un pays sahélien type comme le Niger, en faisant notamment le lien avec les dimensions du développement humain.

D'où l'impérieuse nécessité de mobiliser nos efforts sur la base des constats faits et des pistes de solutions identifiées, pour aider notre chère nation à combattre efficacement la pauvreté et tous ses maux, dans la perspective de prétendre à un développement humain durable.

Ali Mahaman Lamine Zeine
Ministre de l'Economie et des Finances

AVERTISSEMENT

Le Rapport National sur le Développement Humain (RNDH2009) est le résultat de plus de six (6) mois de travail effectué selon un processus participatif qui prend en compte, les propositions d'enrichissement des cadres centraux et des cadres régionaux (Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, Ministère de l'Education Nationale, Cellule Crise Alimentaire, etc.), du Programme Bonne Gouvernance et Croissance mieux Répartie de l'EACG, du PNUD, des Agences des Nations Unies et des partenaires bi et multilatéraux. Les informations relatives aux dimensions de la sécurité alimentaire et du développement humain, ont été recueillies sur la base des enquêtes nationales et sur le plan qualitatif, à travers les échanges avec les régionaux pendant les ateliers régionaux.

Le processus d'élaboration de ce sixième rapport sur le développement humain au Niger, a été coordonné et animé par l'équipe de l'Observatoire National de la Pauvreté et du Développement Humain Durable (ONAPAD) de l'Institut National de la Statistique (INS). L'équipe de rédaction a bénéficié des conseils techniques de la Division Stratégie du PNUD, par l'entremise de messieurs Théodore M'patswenumugabo, Souleman Boukar, et Traoré Abdramane.

La revue finale du RNDH2009, a été assurée par l'Equipe Appui Conseil en Gouvernance (EACG) et la Division Stratégie du PNUD.

Le Rapport a été élaboré avec l'appui financier du PNUD.

Sigles et abréviations

BDRN	BANQUE DE DEVELOPPEMENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER
BM	BANQUE MONDIALE
CC/SAP	CELLULE DE COORDINATION DU SYSTEME D'ALERTE PRECOCE
CCA	CELLULE CRISE ALIMENTAIRE
CEA	COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
CEDEAO	COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
CILSS	COMITE INTER ETATS DE LUTTE CONTRE LA SECHERESSE AU SAHEL
CNCA	CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE
CNE	CAISSE NATIONALE D'EPARGNE
CNEDD	CONSEIL NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE
CNSA	COMITE NATIONALE DU SYSTEME D'ALERTE PRECOCE
CRENAM	CENTRE DE RECUPERATION NUTRITIONNELLE AMBULATOIRE EN CHARGE DE LA MALNUTRITION MODEREE
CRENAS	CENTRE DE RECUPERATION NUTRITIVE AMBULATOIRE EN CHARGE DE LA MALNUTRITION SEVERE
CRENI	CENTRE DE RECUPERATION NUTRITIVE INTENSIVE
CUN	COMMUNAUTE URBAINE DE NIAMEY
DNPGCA	DISPOSITIF NATIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DE LA CRISE ALIMENTAIRE
DSA	DIRECTION DES STATISTIQUES AGRICOLES
EACG	EQUIPE APPUI CONSEIL EN GOUVERNANCE
EDSN	ENQUETE DEMOGRAPHIQUE ET DE SANTE ET A INDICATEURS MULTIPLES
ENBC	ENQUETE NATIONALE SUR LE BUDGET ET LA CONSOMMATION
EPER	ENQUETE PREVISION ET ESTIMATION DES RECOLTES
FAO	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
FCFA	FRANC DE LA COMMUNAUTE FINANCIERE AFRICAINE
FEWS Net	FAMINE EARLY WARNING SYSTEME NETWORK
FFW	FOOD FOR WORK
FMI	FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
GES	GAZ A EFFET DE SERRE
IDH	INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN
IMC	INDICE DE MASSE CORPORELLE
INS	INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
IPF	INDICE DE PARTICIPATION FEMININE
IPH	INDICATEUR DE PAUVRETE HUMAINE
IPPTE	INITIATIVE DES PAYS PAUVRES TRES ENDETTES
ISDH	INDICE SEXO SPECIFIQUE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN
IST/VIH	INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES ET LE VIH SIDA
MDA	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE
MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
MEN	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
MICS	ENQUETE A INDICATEURS MULTIPLES
MSP	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
OCDE	ORGANISATION POUR LA COOPERATION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
OMD	OBJECTIF DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT
OMS	ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE
ONAPAD	OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETE ET DU DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE
ONG	ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

OPVN	OFFICE DES PRODUITS VIVRIERS DU NIGER
PAM	PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
PAS	PROGRAMME D'AJUSTEMENT STRUCTUREL
PCI	PROGRAMME DE COMPARAISON INTERNATIONALE
PDDE	PROGRAMME DECENNAL DU DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION
PIB	PRODUIT INTERIEUR BRUT
PDDA	PROGRAMME DETAILLE DE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE AFRICAINE
PNAN	PLAN NATIONAL D'ACTION POUR LA NUTRITION
PNUD	PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
PPA	PARITE DU POUVOIR D'ACHAT
PBGCR	PROGRAMME BONNE GOUVERNANCE ET CROISSANCE MIEUX REPARTIE
PSPR	PROGRAMME SPECIAL DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
QUIBB	QUESTIONNAIRE UNIFIE DES INDICATEURS DE BASE DU BIEN ETRE
RGAC	RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE ET DU CHEPTEL
RGP/H	RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT
RMDH	RAPPORT MONDIAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN
RNDH	RAPPORT NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN
SAP	SYSTEME D'ALERTE PRECOCE
SDR	STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT RURAL
SDRP	STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT ACCELERE ET DE REDUCTION DE LA PAUVRETE
SEEN	SOCIETE D'EXPLOITATION DES EAUX DU NIGER
SICIAV	SYSTEME D'INFORMATION ET DE CARTOGRAPHIE SUR L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA VULNERABILITE
SIMA	SYSTEME D'INFORMATIONS SUR LES MARCHES AGRICOLES
SIMB	SYSTEME D'INFORMATIONS SUR LES MARCHES A BETAIL
SNDS	STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE
SP/SRP	SECRETARIAT PERMANENT DE LA STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE
SPEN	SOCIETE DES PATRIMOINES DES EAUX DU NIGER
TBS	TAUX BRUT DE SCOLARISATION
UEMOA	UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST-AFRICAINE
UNESCO	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE
UNFPA	FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION
UNICEF	FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
USA	UNITED STATES OF AMERICA
VAM	VULNERABILITY ASSESSMENT MAPPING
ZD	ZONE DE DENOMBREMENT

TABLE DES MATIERES

<i>Avant-propos</i>	2
<i>Sigles et abréviations</i>	5
<i>Liste des tableaux</i>	9
<i>Liste des graphiques</i>	10
<i>Liste des encadrés</i>	11
<i>Résumé exécutif</i>	12
<i>Introduction</i>	24
Chapitre 1 : concepts et instruments de mesure de la sécurité alimentaire et du développement humain	27
1.1. Sécurité alimentaire	27
1.1.1. Définition de la sécurité alimentaire	27
1.1.2. Disponibilité	28
1.1.3. Accessibilité	28
1.1.4. Utilisation	28
1.1.5. Insécurité alimentaire	28
1.1.6. La vulnérabilité alimentaire	29
1.1.7. Indicateurs de mesure de la sécurité alimentaire	29
1.2. Mesure du développement humain	30
1.2.1. L'indice sexospécifique du développement humain	30
1.2.2. L'indice de participation des femmes	31
1.2.3. L'indice de pauvreté humaine	31
1.2.4. Calcul de l'indicateur de développement humain (IDH)	32
1.2.5. Le calcul de l'ISDH	34
1.3. Evaluation de la qualité des données	34
Chapitre 2 : analyse de la sécurité alimentaire au Niger.	36
2.1. La problématique de la sécurité alimentaire au Niger.	36
2.2. Les contraintes à la production alimentaire au Niger.	37
2.2.1. Les contraintes physiques	37
2.2.2. Les contraintes socio-économiques	38
2.2.3. Les contraintes technologiques	39
2.2.4. Les contraintes de la production animale	39
2.3. Disponibilité et accès aux produits alimentaires au Niger	39
2.3.1. Analyse de la productivité agricole et de l'élevage	40
2.3.2. Situation des importations, de la demande et de l'aide alimentaire	45
2.3.3. Canaux de commercialisation des produits alimentaires	46
2.3.4. Evolution des prix des céréales, rôle de l'Etat et régulation des marchés	47
2.4. Stratégies de survie des ménages face à une pénurie alimentaire	49
3.1. Analyse de l'Indicateur du Développement Humain (IDH)	55
3.2. Sécurité alimentaire et pauvreté	58
3.3. Sécurité alimentaire, revenu et croissance économique	61
3.3.1. Evolution du pouvoir d'achat des ménages nigériens et effets sur la demande en produits alimentaires	61
3.3.2. Evolution en 2008 des prix des denrées alimentaires et effets sur la demande en produits alimentaires	65

3.4. Nutrition, santé et sécurité alimentaire	71
3.4.1. Habitude et consommation alimentaire au Niger	73
3.4.2. Sous nutrition chez la femme et l'enfant	74
3.4.3. Faible Poids à la naissance	75
3.4.4. Déficiences en micronutriments	76
3.4.5. Principales Causes de la dégradation de l'état sanitaire et nutritionnel	77
3.4.6. Interactions sécurité alimentaire, santé et développement humain	78
3.5. Sécurité alimentaire et éducation	80
3.5.1. La Scolarisation	81
3.5.2. Alphabétisation des adultes	84
3.5.3. Taux de scolarisation tous niveaux confondus	84
3.5.4. Liens entre insécurité alimentaire et éducation	85
3.5.5. L'éducation réduit le risque lié à l'insécurité alimentaire	85
3.5.6. L'insécurité alimentaire agit sur le niveau d'instruction des enfants	86
3.6. Sécurité alimentaire, environnement, irrigation	87
3.6.1. Ressources terres	87
3.6.2. Ressources forêts et faunes	87
3.6.3. Ressources hydriques et approvisionnement en eau	88
3.6.4. Environnement urbain, atmosphérique et cadre de vie	90
3.6.5. Environnement et sécurité alimentaire	91
3.6.6. Sécurité alimentaire et irrigation	93
3.7. Sécurité alimentaire, genre et développement	94
3.7.1. L'Indicateur sexospécifique du Développement Humain (ISDH)	94
3.7.2. Ecart entre IDH et ISDH	97
3.7.3. Indicateur de pauvreté humaine (IPH)	99
3.7.4. Indicateur de Participation de la Femme (IPF)	101
3.7.5. Liens entre l'autonomisation de la femme et la sécurité alimentaire des ménages	103
3.8. Sécurité alimentaire, revenu et emploi	104
Conclusions	108
Recommandations	111
▪ Références bibliographiques	114
Annexes : Equipe de rédaction du RNDH2009, Outils de collecte de données qualitatives, Note méthodologique et Calculs des indicateurs de développement humain régionaux	116
Annexe 1 : Equipe de rédaction du RNDH2009	117
Annexe 2 : Outils de collecte de données qualitatives dans les régions	118
Annexe 3 : Données pour l'estimation de l'indice de revenu	123
Annexe 4 : Données pour l'estimation de l'indice du niveau d'instruction	124
Annexe 5 : Données pour l'estimation de l'indice d'espérance de vie	125
Annexe 6 : Estimation des Indices de Développement Humain par région, par sexe et selon les dimensions de l'IDH	126
Annexe 7 : Estimation des Indices sexospécifiques de Développement Humain par région, par sexe et selon les dimensions de l'IDH	127
Annexe 8 : Estimation de l'Indice de Participation Féminine et de l'Indicateur de Pauvreté Humaine	128

Liste des tableaux

Tableau 1: Evolution de l'effectif du cheptel _____	44
Tableau 2: Evolution de l'IDH national et des IDH régionaux depuis 1996 _____	55
Tableau 3: Répartition des départements à insécurité alimentaire élevée et taux de pauvreté des régions d'appartenance _____	59
Tableau 4: Revenus PPA par sexe et par région en dollars US _____	63
Tableau 5: Evolution de la structure du PIB de 1997 à 2007 _____	67
Tableau 6: Evolution de la prévalence de la sous-nutrition globale _____	75
Tableau 7: Espérance de vie et taux de mortalité infantile des régions en 2006 _____	78
Tableau 8: Evolution du Taux Brut de Scolarisation primaire de 2001 à 2008 _____	83
Tableau 9: Evolution de l'ISDH de 1996 à 2007 par région _____	96
Tableau 10: Ecart entre l'IDH et l'ISDH par région _____	98
Tableau 11: Indicateurs et mesure de l'IPH-1 de 2007 _____	100
Tableau 12: Indicateurs socioéconomiques de pays à faible développement humain (2005) _____	122

Liste des graphiques

Graphique 1: Contributions moyennes des productions et des superficies des cultures de 2001 à 2007	41
Graphique 2: Evolution du rendement du riz (En kilo/ha)	42
Graphique 3: Evolution des rendements des principales cultures au Niger	42
Graphique 4: Part du Niger dans la production céréalière totale (Niger et Nigéria)	44
Graphique 5: Structure des importations de 2007 par grands groupes	46
Graphique 6: Evolution des importations céréalières (niveaux et variations)	46
Graphique 7: Evolution des prix annuels moyens du kg des principales céréales	48
Graphique 8: Evolution des quantités pluviométriques moyennes enregistrées par 11 stations principales du Niger (En millimètres)	49
Graphique 9: Valeur moyenne de l'Indice de Stratégie de Survie par région	52
Graphique 10: IDH régionaux en 2007/08 au Niger	56
Graphique 11: Evolution de l'IDH national de 1996 à 2007/08	57
Graphique 12: Evolution comparée de la scolarisation des deux dernières décennies au Niger	58
Graphique 13: Evolution récente 2007-2008 du prix au kg des céréales et projections 2009-2010	66
Graphique 14 : Evolution comparée du PIB global et du PIB primaire	69
Graphique 15: Evolution du TBS du primaire	84
Graphique 16: TBS par région en 2007	84
Graphique 17: Taux de scolarisation combiné par région	85
Graphique 18: Sécurité alimentaire et niveau d'instruction du	85
Graphique 19: Tendances évolutives de la production et de la demande en bois-énergie au Niger	88
Graphique 20: Evolution du nombre de plants produits sur les superficies aménagées des forêts	93
Graphique 21: Evolution de la quantité de bois-énergie consommée (en tonne)	93
Graphique 22: Part de la production irriguée dans la production agricole totale	94
Graphique 23: Evolution de l'indicateur de pauvreté humaine (En %)	100
Graphique 24: Evolution de l'Indice de Participation Féminine	103
Graphique 25: Part de la population agricole active dans la population active totale	105
Graphique 26: Corrélations Emploi, Revenu, Sécurité alimentaire	106

Liste des encadrés

<i>Encadré 1: Méthode de calcul d'un Indice de Stratégie de Survie (ISS)</i>	51
<i>Encadré 2: Suivi de la Déclaration de Maputo au Niger</i>	54
<i>Encadré 3: Les systèmes financiers décentralisés</i>	64
<i>Encadré 4: Réponses apportées par le Niger sur la hausse des prix des produits alimentaires et l'amélioration des revenus des producteurs agricoles</i>	66
<i>Encadré 5: Activités génératrices de revenus des régions du Niger: Tahoua, Tillabéry, Dosso</i>	68
<i>Encadré 6: Activités génératrices de revenus des régions du Niger: Zinder, Diffa, Maradi</i>	70
<i>Encadré 7: Les dispositifs de prévention des crises alimentaires au Niger</i>	77
<i>Encadré 8: Réalisations sur le plan alimentaire et nutritionnel</i>	79
<i>Encadré 9: Réalisations des partenaires au développement</i>	80
<i>Encadré 10: Quelques réalisations dans le domaine de l'environnement</i>	91
<i>Encadré 11: Quelques mesures envisagées en matière d'irrigation par l'Etat</i>	95
<i>Encadré 12: Politique de promotion de la femme au Niger</i>	97
<i>Encadré 13: Quelques activités réalisées par les femmes en saison sèche au Niger</i>	99

Résumé exécutif

Le sixième Rapport National sur le Développement Humain (RNDH2009) du Niger a été élaboré à partir des informations collectées dans les différentes régions du pays, et à partir des données quantitatives issues des enquêtes nationales réalisées par l'Institut National de la Statistique (INS) et d'autres sources, notamment des études relatives à la thématique retenue au titre de l'année 2008, sur la sécurité alimentaire et la pauvreté.

Le thème central pour ce rapport 2009, est : « la sécurité alimentaire dans un pays sahélien ». Le Niger est en effet un pays caractérisé par un contexte climatique et un environnement difficile. Cela constitue une menace permanente sur la disponibilité, les possibilités d'accès à l'alimentation et son utilisation au niveau de la population.

Dans le processus participatif et consensuel d'élaboration de ce rapport, un cadre de pilotage interministériel, a été mis en place pour proposer des orientations nécessaires à l'équipe de rédaction coordonnée par l'Observatoire National de la Pauvreté et du Développement Humain Durable (ONAPAD) de l'INS. La problématique de la sécurité alimentaire et du développement humain, a été analysée sur la base de trois parties essentielles : les dimensions du développement humain et de la sécurité alimentaire, la situation de la sécurité alimentaire et enfin les liens entre la sécurité alimentaire et le développement humain. Enfin, des recommandations pertinentes issues des constats majeurs ont été formulées, pour aider les autorités nationales à trouver des stratégies adéquates d'atténuation des risques de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations, pour leur

garantir des conditions de vie favorables pour leur développement.

Problématique de la sécurité alimentaire et du développement humain

La sécurité alimentaire doit être perçue à partir de trois dimensions essentielles relatives à l'alimentation : l'accessibilité, la disponibilité et l'utilisation. Il s'agit d'un long processus par lequel, les populations mettent en place un système de prévention de toutes les pénuries alimentaires engendrées par une production insuffisante créant des situations d'indisponibilité, ou d'un manque de ressources ou de capital engendrant une faible accessibilité aux denrées alimentaires. Ce sont de telles privations qui occasionnent une insécurité sanitaire, alimentaire et nutritionnelle portant préjudice aux conditions de vie des populations.

La sécurité alimentaire renvoie au Niger, à une situation dans laquelle le disponible alimentaire par habitant reste encore limité, la quantité nutritionnelle de la consommation est souvent insuffisante, et l'accès à l'alimentation n'est pas toujours assuré chez les couches défavorisées.

Par rapport à la dimension disponibilité alimentaire au Niger, on constate que la hausse de la production est beaucoup plus liée à l'extension des superficies cultivées qu'à une progression normale des rendements, un processus qui conduit finalement à une saturation de l'espace cultivable. En effet, contrairement à certains pays de la sous-région ouest-Africaine, des techniques performantes de production tardent à s'installer dans les systèmes agricoles traditionnels et l'intensification

agricole qu'elles devraient engendrer, ne pourrait pas être réalisée par défaut de marchés incitatifs et rémunérateurs.

Et pourtant, le combat contre l'insécurité alimentaire, repose à la fois sur la préservation de la ressource terre et sur la modernisation du système agro-pastoral fondé traditionnellement sur des activités de subsistance. Une condition nécessaire pour garantir une bonne sécurité alimentaire est la production alimentaire. Celle-ci est cependant soumise à de nombreuses contraintes qui la rendent très aléatoire au Niger.

Selon le PNUD, les chances de succès d'un développement humain durable passe nécessairement par des actions correctrices portant directement sur l'homme et son environnement. Ainsi, cinq piliers ont été identifiés pour le développement humain durable. Il s'agit de : l'éradication de la pauvreté, la création d'emplois durables, la promotion de la femme, la préservation de l'environnement et la bonne gouvernance. On constate alors que chaque pilier est aussi un déterminant de la sécurité alimentaire dans une communauté.

Le Produit Intérieur Brut du Niger, est marqué par une forte prédominance des activités agricoles et sylvopastorales justifiant la forte contribution du secteur primaire dans l'économie nationale. En effet, au titre de l'année 2008, selon les Comptes Economiques de la Nation, le secteur primaire représente 47,3% du PIB aux coûts des facteurs. A cet effet, ce secteur est déterminant pour une accélération du rythme de la croissance économique et offrir les conditions d'un développement humain durable. Le dynamisme du secteur primaire qui occupe la majorité des actifs du pays, est toutefois conditionné par les possibilités offertes aux citoyens d'un pays de tirer le maximum de profits des ressources de l'environnement, tout en garantissant la préservation du capital terre au profit des générations futures. C'est cela qui justifie la

pertinence d'un axe de la Stratégie de Développement Rural (SDR) qui vise à réduire de manière drastique la pauvreté en milieu rural agricole.

Au-delà des aléas climatiques, le Niger est victime de l'action destructrice de l'homme sur l'environnement qui a pour impact négatif de contribuer aux changements et variabilités climatiques aux conséquences néfastes sur l'équilibre de l'écosystème ou la préservation de la biodiversité. Dans la majorité des régions du pays, le phénomène de la coupe abusive du bois destiné à l'énergie domestique ne cesse de prendre de l'ampleur, au grand dam des autorités chargées de préserver les forêts. Les Energies Renouvelables comme le gaz, sont en effet très faiblement utilisées par les ménages en raison de leurs difficultés d'accès et parfois de disponibilité même en milieu urbain. Cette situation n'est malheureusement pas favorable à une préservation de la ressource forestière. Les changements climatiques induits par la pression négative sur l'environnement pour leur part, font baisser les rendements des cultures et entraînent une baisse des quantités produites, une détérioration de l'écosystème non favorable à un développement humain durable. Ces facteurs expliquent la présence constatée par moment dans les pays sahéliens, du spectre de la sécheresse et de l'insécurité alimentaire des ménages.

Ce constat fait entre autres ressortir que les pays sahéliens en général, le Niger en particulier, ont un grand défi à relever pour créer les conditions nécessaires d'une bonne performance économique, en tenant compte de leur contexte particulier marqué par la présence régulière du risque des ménages à la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

Aussi, nul ne saurait ignorer à l'heure actuelle, les interactions fortes entre les dimensions de la sécurité alimentaire que sont l'accès, la disponibilité et

l'utilisation relatifs à l'alimentation saine et équilibrée ; et les dimensions du développement humain comme la santé, l'instruction et le savoir ou bien le revenu des ménages.

La situation socioéconomique et politique au Niger, a été marquée dans les années 1990, par une instabilité qui a contribué à un ralentissement, si ce n'est une détérioration d'une bonne partie des indicateurs sociaux. Cela a eu des répercussions sur la progression du niveau de développement humain dans le pays. En effet, la valeur de l'IDH pour l'année 2000 se chiffre à 0,318 et seulement 0,37 en 2005, ce qui montre l'ampleur des progrès en matière de santé, d'éducation et d'amélioration du niveau de revenu des ménages qui restent à accomplir afin d'améliorer le bien être des populations d'une manière générale.

Relativement au thème central du présent rapport, si les populations sont dans une situation idéale sur le plan alimentaire et nutritionnel, elles jouiront d'une meilleure santé de manière à mieux capitaliser le savoir et la connaissance indispensable pour dégager les meilleures pistes pour leur développement. Aussi, l'analyse de la double optique : sécurité alimentaire et développement humain, permettra de comprendre par quels mécanismes, l'insécurité alimentaire pourrait affecter les dimensions du développement humain. Sur cette base, des pistes de solutions pour réduire les risques de vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire, ont été proposées pour contribuer globalement à l'atteinte des cibles des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP) au Niger.

Analyse de l'Indicateur du Développement Humain (IDH)

Le développement humain durable est défini comme le processus d'élargissement des choix s'offrant aux individus. Plusieurs indicateurs ont été proposés au cours de l'histoire pour mesurer le concept, ce qui témoigne des difficultés pour pouvoir le cerner parfaitement. Partant des constats que chaque jour, les êtres humains opèrent des choix sur le plan économique, politique, social ou culturel, il est nécessaire de voir dans quelles mesures intégrer toutes les dimensions possibles pour appréhender le développement humain atteint par un pays ou une communauté. L'indicateur qui fait le plus l'objet de consensus ces dernières années, est certainement l'Indice du Développement Humain (IDH) calculé dans les Rapports Mondiaux et Nationaux sur le Développement Humain. L'IDH a l'avantage de mettre en exergue certains choix essentiels à la vie humaine comme :

- *celui de vivre le plus longtemps possible en bonne santé ;*
- *celui d'être instruit et ;*
- *celui de vivre dans des conditions décentes*

Ces trois (3) choix sont fondamentaux pour les êtres humains. Cependant ceux qui sont relatifs à la participation au jeu politique, à la diversité culturelle, aux droits de l'homme et à la liberté sont des aspects tout aussi importants de la vie humaine.

Depuis 1996, l'IDH du Niger continue d'enregistrer des hausses parfois remarquables. Ces évolutions interviennent dans les différentes composantes de l'indice. Les changements récents des années 2000, ont été observés au niveau des composantes : éducation et espérance de vie. Toutefois, il faut relever que la valeur de l'indice s'est toujours inscrite dans des seuils en dessous de 0,40, jusqu'en 2007.

Au Niger, l'IDH s'établit à 0,400 en 2007, en hausse par rapport au niveau enregistré en 2001 de l'ordre de 0,329 ou de 2000 estimé à 0,318.

Cette évolution favorable de l'indicateur cache par ailleurs de fortes disparités à travers les grandes régions du pays. **En effet, les trois régions ayant l'indice le plus élevé en 2007 sont la Communauté Urbaine de Niamey, la région d'Agadez et la région de Diffa, avec des niveaux respectifs de 0,607, 0,525 et 0,447.** En 2001 déjà, l'on se souviendra que ces trois régions figuraient dans le peloton de tête en termes d'indice de développement humain.

A contrario, **les IDH les plus faibles sont enregistrés au niveau des régions de Maradi (0,342), de Tillabéry (0,363) et de Dosso (0,367).** Ces trois régions étaient déjà apparues comme celles ayant les incidences de la pauvreté monétaire les plus élevées du pays, dans le profil de pauvreté national de 2007/08 élaboré par l'Institut National de la Statistique (INS). Cela confirmerait quelque part pour le cas du Niger, la corrélation entre la pauvreté monétaire des ménages et le niveau de développement humain mesuré par l'IDH.

D'une manière générale, on note une évolution quoique légère à la hausse, des IDH régionaux ; ce qui témoigne des efforts accomplis dans les divers domaines et dans les différentes régions du pays, pour améliorer les conditions de vie des populations.

Les facteurs explicatifs de cette hausse de l'indicateur de développement humain sont d'une part, l'accroissement du Produit National Brut (PNB) et du taux de scolarisation tous niveaux confondus. Même si des progrès remarquables doivent être réalisés dans ces domaines pour améliorer le classement du pays à l'échelle mondiale.

Les progrès les plus significatifs sont enregistrés d'autre part, dans le domaine de la santé marquée par une hausse de l'espérance de vie estimée

en 2007 à 57 ans, situant le Niger dans une bonne position mondiale puisqu'en 2005 déjà, l'espérance était estimée à 56 ans environ, dans le dernier Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH2007/08).

Il faut noter que la faible variation de l'IDH est corrélée aux progrès non réalisés dans les différents domaines du développement humain dans les années 1990, marquées par une instabilité sociopolitique dans le pays.

En effet, entre 2000 et 2007, le PIB par tête a connu en moyenne annuelle un accroissement de 1,9% et le taux de scolarisation primaire est passé de 34,1% à 57%, puis à 62,1% en 2008. Malgré ces avancées, le Niger demeure toujours en dessous du niveau moyen de développement humain car l'IDH est inférieur à 0,5. Le niveau actuel de l'indice est reflété par la situation au niveau régional.

Ainsi, sur les huit régions administratives du Niger, **seules la Communauté Urbaine de Niamey (CUN) et la région d'Agadez, dépassent 0,5 du point de vue de l'IDH.** Les valeurs régionales de l'IDH laissent conclure que dans l'ensemble, beaucoup d'efforts restent à fournir pour assurer aux populations, un niveau de développement satisfaisant.

Sécurité alimentaire et pauvreté

Les ménages agricoles nigériens procèdent à une forte autoconsommation¹ des céréales et autres produits agricoles générés au terme de la campagne agricole. Le faible rendement des sols malgré l'extension progressive des superficies cultivables, explique en partie, une production agricole limitée et très souvent insuffisante pour la commercialisation. En périodes de crises alimentaires surtout comme en 2005, la production locale est insuffisante même

¹ Voir Enquêtes ENBC 1992, 2008 ou QUIBB2005, INS

pour satisfaire l'autoconsommation des ménages, ce qui contraint l'Etat à recourir aux importations et à l'aide alimentaire internationale. Sans la prise de telles mesures alternatives par l'Etat, les individus seraient dans une situation de contraction de leurs dépenses de consommation en général, celles liées à l'alimentation en particulier, aggravant ainsi les risques de vulnérabilité à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire des populations.

Cela explique sans doute pourquoi, les populations les plus exposées au risque d'insécurité alimentaire sont en général parmi les plus pauvres du pays du fait de leurs possibilités limitées d'accès à l'alimentation.

Malgré les déficits alimentaires chroniques, la principale contrainte en matière de sécurité alimentaire n'est pas seulement la disponibilité physique de céréales sur les marchés, mais plutôt la pauvreté et la faiblesse du pouvoir d'achat des populations qui limitent leur possibilité d'accéder aux produits alimentaires.

L'analyse de la situation décrite précédemment, illustre parfaitement la relation positive entre l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire et la faim particulièrement dans le contexte du Niger; et du fait d'un taux de pauvreté non négligeable observé sur plusieurs années et son incidence sur la sécurité alimentaire des populations (au-delà des autres déterminants), il ressort des difficultés réelles pour l'atteinte de l'OMD² à l'horizon 2015. L'analyse différenciée selon le sexe nous indique que la pauvreté au Niger, a un visage plutôt féminin³ au-delà du fait que dans la famille, les hommes ont parfois un traitement privilégié par rapport à la ration alimentaire au détriment des femmes et des enfants. En effet selon les

résultats du récent profil de pauvreté de l'ENBCIII, les ménages dirigés par les femmes sont les plus pauvres au Niger.

Sécurité alimentaire, revenu et croissance économique

L'indicateur de revenu selon la Parité du Pouvoir d'Achat (PPA) permet de mesurer le niveau de l'activité économique du pays. Au Niger, les crises socio économiques répétées de ces dernières années ont sérieusement affecté le pouvoir d'achat des populations. Sur l'ensemble du pays, on note cependant une tendance à l'amélioration du revenu PPA. Son niveau est passé de 824 \$ PPA en 1998 à 870 \$ en 1999, et il se situe actuellement à 894 \$PPA. Ce revenu par tête demeure toutefois faible comparé à celui d'autres pays de la sous-région ; ce qui nécessite la promotion des secteurs porteurs de croissance et les activités génératrices de revenus.

Au niveau régional, on observe de grandes disparités. En effet, relativement à l'IDH, la Communauté Urbaine de Niamey (CUN) et la région d'Agadez viennent en tête avec respectivement 2208 et 1715 \$ comme revenus PPA. Par contre, les régions de Tillabéry et de Maradi restent toujours les régions qui enregistrent les revenus PPA les plus faibles (avec respectivement 688 et 668 dollars PPA en 2007).

Il n'est alors guère étonnant de constater que les régions où les ménages ressortent en moyenne avec le pouvoir d'achat le plus faible du pays, sont également les mal classés à l'échelle nationale, en termes d'incidence de la pauvreté alimentaire et non alimentaire appréhendée dans le profil de pauvreté de l'Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation des ménages (ENBCIII). En effet, la demande en biens de consommation alimentaire est fortement tributaire du niveau de revenus monétaires des ménages, d'où

² OMD1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim.

³ Selon les profils de pauvreté de 2005 et 2008, les ménages dirigés par les femmes sont en général les plus pauvres.

l'importance de cette dimension dans l'analyse de l'Indice du Développement Humain atteint par les différentes régions du pays. Les individus vivant dans de tels ménages sont plus exposés au risque de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans la mesure où, au-delà de la dimension disponibilité, les autres dimensions que sont l'accès et l'utilisation sont difficilement observables, en raison par ailleurs des capacités limitées à faire face à une hausse brutale des prix des denrées alimentaires de base comme les céréales.

Nutrition, santé et sécurité alimentaire

Au Niger, à l'instar de la plupart des pays sahéliens, la sécurité alimentaire conditionne l'état nutritionnel et sanitaire des populations. C'est ainsi que la dernière crise alimentaire de 2005, aura affecté négativement l'état nutritionnel et sanitaire des populations, particulièrement celui des enfants et des femmes des zones les plus touchées. C'est dire que toute période de déficit céréalier prononcé, s'accompagne au Niger d'une insécurité alimentaire entraînant des problèmes de malnutrition au niveau des populations vulnérables.

Ceci s'explique, en grande partie, par le fait que la production agricole constitue pour l'écrasante majorité des populations nigériennes, la principale source de revenu. L'on comprend alors aisément pourquoi, une baisse drastique de la production agricole dans de telles communautés, engendre une situation d'insécurité alimentaire, de malnutrition et de détérioration des conditions de vie des populations.

Le mauvais état alimentaire et nutritionnel de la femme l'expose aux risques de morbidité et de mortalité, surtout en ce qui concerne la femme enceinte ou allaitante. Cela entraîne par voie de conséquence, une détérioration de l'état de santé de l'enfant qui ne pourra pas bénéficier

d'une croissance physique et mentale appropriée.

D'où la pertinence d'analyser les liens entre l'alimentation, la nutrition et l'état de santé de l'enfant et de la mère.

L'analyse des indicateurs sanitaires de l'EDSN-MICS 2006 et de nutrition des enquêtes Nutrition et survie de l'enfant, indiquait que la situation était la plus préoccupante pour la région de Maradi. C'est en effet au niveau de cette région que les indicateurs de mortalité infantile, de dénutrition et de sécurité alimentaire sont les plus alarmants au regard de ces enquêtes. L'on serait alors tenté de penser que l'occurrence de cette situation défavorable pour Maradi, se justifie par la pauvreté élevée des ménages sur le plan monétaire, en dehors d'autres causes culturelles.

De manière beaucoup plus précise, dans six des huit régions administratives, la prévalence de la malnutrition chronique est supérieure à 40% (EDSN 1992, 98 et 2006) et dépasse 59% dans deux régions sur huit (Maradi et Zinder). Au plan national, un enfant de 6 à 59 mois sur deux souffre de malnutrition chronique.

Le constat général de la situation sanitaire au Niger n'est pas seulement sombre dans la mesure où, avec les interventions du gouvernement et de ses partenaires dans le domaine de la santé, on peut observer que l'espérance de vie au Niger se situe à 57,2 ans en 2007.

Cette performance est à mettre au crédit de l'évolution remarquable enregistrée au niveau des indicateurs sociodémographiques sur la vaccination, la nutrition et l'accès aux soins de santé de la population. Sur le plan de la santé maternelle et infantile, il faut mentionner les bonnes initiatives prises par l'Etat, pour assurer la gratuité de soins aux enfants de moins de cinq ans, de la césarienne et du traitement du cancer du sein et du col de l'utérus en faveur de la mère.

Sur le plan alimentaire, les régions exposées aux crises alimentaires fréquentes sont les plus exposées à un mauvais état nutritionnel tout en faisant parfois partie des zones les plus pauvres du pays. A ce sujet, on note qu'en 2006, les régions de Maradi et de Zinder, présentaient une situation défavorable en termes d'indicateurs relatifs à l'insuffisance pondérale des enfants. Par rapport à la sous-nutrition aigue, il faudra ajouter à ces deux régions, les régions de Diffa et d'Agadez comme celles ayant les taux les plus élevés en septembre 2007, selon l'enquête sur la nutrition et la survie de l'enfant réalisée par l'INS.

Ces disparités régionales sur le plan sanitaire et des conditions de vie, expliquent les différences observées par rapport à l'indicateur d'espérance de vie. Si de manière générale, l'espérance de vie s'est améliorée au plan national, depuis la dernière décennie, la situation est différente selon les régions administratives du pays.

En effet, si en 2007 dans la Communauté Urbaine de Niamey et à Agadez, l'espérance de vie atteint des valeurs respectives de 61,2 ans et 61,7ans, il n'est que de 55 ans à Tillabéry, et 54,9 ans à Maradi. Ce qui illustre la nécessité de fournir encore plus d'efforts sur le plan sanitaire, nutritionnel et alimentaire pour combler les disparités régionales au-delà des mesures nationales communes pour améliorer le niveau de l'indicateur.

Sécurité alimentaire et éducation

Le niveau modeste du capital humain, apparaît comme un des déterminants de la faiblesse des indicateurs de développement humain au sahel en général et au Niger en particulier. Les statistiques indiquent que les indices de pauvreté et du niveau de revenus sont encore plus bas dans les régions où les taux de scolarisation et d'alphabétisation sont relativement

faibles. Cette dimension paraît être encore plus préoccupante au Niger où les taux de scolarisation sont parmi les plus faibles au monde⁴.

Le taux de scolarisation tous niveaux confondus du Niger est très faible. Il se situe à 31,8% en 2007 au plan national. Cette faiblesse du taux de scolarisation tous niveaux confondus résultent surtout de la faiblesse du niveau d'alphabétisation et de l'instruction du niveau secondaire et supérieur. Plusieurs raisons d'ordre socioéconomique et culturel expliquent une telle situation. **La Capitale Niamey (avec 66,2%) et la région d'Agadez (54,4%), enregistrent les taux les plus élevés en 2007, au moment où Maradi et Zinder ressortent avec les niveaux les plus bas respectifs de 26,1% et 26,4%.**

L'éducation agit sur certaines variables socioéconomiques ou démographiques susceptibles de réduire le risque sur l'exposition à l'insécurité alimentaire. Inversement, la malnutrition a des conséquences parfois sévères sur le développement social et cognitif des enfants. Il a par ailleurs été constaté une forte corrélation entre le niveau d'instruction du chef de ménage et le risque de vulnérabilité du ménage à l'insécurité alimentaire. En effet, lorsque le chef de ménage est davantage instruit, les chances de son ménage d'être en sécurité alimentaire, s'agrandissent.

A part les départements de la région de Zinder, tous les autres départements à forte prévalence de l'insécurité alimentaire appartiennent aux régions aux faibles niveaux d'instruction (inférieur à l'indice national). L'idée d'une certaine corrélation entre l'insécurité alimentaire et le niveau d'instruction semble être assez plausible.

⁴ A titre illustratif, en 2005, le Niger avait le TBS combiné le plus faible comparé aux 177 pays classés dans le Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH2007/08).

Environnement et sécurité alimentaire

Les études antérieures comme celle relative à l'analyse de la productivité agricole⁵ au Niger basée sur les données de l'Enquête Préviation et Estimation des Récoltes⁶, nous indiquent une forte corrélation entre les productions moyennes des cultures et les superficies moyennes utilisées de 2001 à 2007. Cela n'inhibe pas pour autant le constat d'une forte pression des cultures sur les superficies cultivables, et par voie de conséquence sur la qualité des sols. Un certain nombre d'alternatives dans ces conditions demeure l'enrichissement des sols en engrais, la mise en œuvre de la jachère ou l'utilisation des énergies renouvelables.

Malheureusement dans le contexte nigérien, ces pratiques ne sont pas toujours observées dans le milieu rural, faute de moyens financiers et d'insuffisance de terres cultivables. Des missions de l'équipe technique RNDH2009, dans les régions, il est apparu à tous les niveaux que les populations n'ont d'autres choix que d'utiliser abusivement les terres cultivables et d'autres ressources de l'environnement (le bois) sans pour autant avoir suffisamment de moyens pour préserver l'environnement. Ainsi, selon le plan d'Actions 2000-2004 du Ministère chargé de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification, les pertes annuelles en superficies forestières, serait de l'ordre de 80.000 à 100.000 hectares.

Il a été constaté⁷ dans les régions de Maradi et de Zinder, le phénomène de coupe abusive de bois par les ménages principalement à la recherche de l'énergie pour la cuisson.

⁵ Analyse descriptive de la productivité agricole au Niger, ONAPAD/INS, 2007

⁶ Enquête annuelle sur la Préviation et l'Estimation des Récoltes (EPER), Ministère du Développement Agricole.

⁷ Synthèse des focus-group réalisés pendant les ateliers régionaux sur le RNDH2009 à Maradi et Zinder.

Sécurité alimentaire, genre et développement

L'Indice sexospécifique de Développement Humain (ISDH) permet de mesurer le niveau de développement atteint en tenant compte des disparités entre l'homme et la femme. Son niveau demeure encore inférieur à celui de l'IDH, ce qui traduit une inégalité entre les sexes en termes de potentialités élémentaires.

Les inégalités les plus fortes sont constatées au niveau des régions de Dosso, Maradi et Zinder, avec des ISDH largement en retrait par rapport à l'IDH. A contrario, les écarts les plus faibles s'observent au niveau des régions de Niamey, de Tillabéry ou d'Agadez en 2007.

L'inégalité des opportunités entre les femmes et les hommes, se retrouve à travers les régions. Toutes les régions font état de réussites plus faibles pour les femmes que pour les hommes en matière de développement humain.

Dans de telles conditions défavorables pour les femmes, celles-ci auront du mal à assurer leur autonomisation économique surtout en zones rurales où les hommes sont souvent portés vers l'exode dans l'espoir de trouver des lendemains meilleurs en ville ou dans d'autres pays de la sous-région. Dans les localités touchées de manière récurrente par les sécheresses et les crises alimentaires, en l'absence des hommes, les femmes sont souvent dans l'obligation de subvenir aux besoins quotidiens du ménage dans une situation de vulnérabilité alimentaire. Aussi, quelque soit leur motivation à vouloir assurer la survie quotidienne de leur famille, du fait de la faiblesse de leurs revenus liée à la nature peu lucrative de leurs emplois, elles se trouvent dans l'incapacité de faire face aux dépenses de consommation alimentaire en vue de garantir une

sécurité alimentaire aux enfants et aux autres membres du ménage.

Aussi, compte tenu de la forte responsabilité de la femme dans un contexte d'exode des hommes, de crises alimentaires et de faiblesse de son potentiel économique, le développement équitable entre les hommes et les femmes est une condition nécessaire pour la survie de beaucoup de ménages agricoles au sahel.

Sécurité alimentaire, revenu et emploi

La répartition de la consommation alimentaire des ménages nigériens selon l'emploi ou les catégories de subsistance a été appréhendée à l'issue de l'enquête nationale sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire en 2008, réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS) et le Système d'Alerte Précoce (SAP).

Les résultats de l'enquête montrent que la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre est beaucoup plus élevée parmi les ménages qui dépendent de la vente de bois/paille et de l'agriculture (7,9%), des transferts (7,1%), du petit commerce (6,6%) et de l'agriculture (5,5%).

A l'opposé, les proportions les plus faibles sont enregistrées avec les salariés (0,2%) et les commerçants (1%).

Par ailleurs, il y'a une forte corrélation négative (coefficient de -0,8), entre le revenu tiré de l'emploi et le seuil de précarité de la consommation alimentaire. En effet, les salariés vivant exclusivement dans les centres urbains et les commerçants font partie de la catégorie professionnelle, disposant de plus de revenus ; ce qui accroît leur chance et celle de leur ménage d'être épargné d'une situation d'insécurité alimentaire.

Sur un autre plan, les vendeurs de bois, de la paille, les agriculteurs, les

personnes recevant exclusivement les transferts et dans une moindre mesure celles s'adonnant au petit commerce, figurent parmi la population la plus pauvre sur le plan monétaire. C'est à juste titre que l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de 2008, a révélé que ces groupes socioéconomiques ont une probabilité plus grande d'être confrontés à une insécurité alimentaire ; et pour preuve, la proportion des ménages ayant une ration alimentaire pauvre, y est la plus élevée de la population.

Ces analyses indiquent que si l'activité de l'individu est essentiellement exercée dans un cadre rural agricole, du fait des aléas climatiques récurrents au sahel, il a de fortes chances d'être vulnérable à l'insécurité alimentaire. C'est pourquoi, il est indispensable de développer d'autres créneaux d'emplois secondaires comme palliatif à l'emploi agricole et saisonnier à l'issue incertaine au cours de l'année.

Sécurité alimentaire et irrigation

Les caractéristiques agro climatiques du Niger, ne lui permettent pas à l'heure actuelle, d'envisager une forte promotion de sa production agricole, en fondant ses espoirs exclusivement sur les cultures pluviales.

En effet, la saison pluvieuse au Niger s'étend seulement sur 3 à 4 mois, et pire encore, les quantités de pluie enregistrées insuffisantes et mal réparties dans le temps et dans l'espace, ne sont pas favorables à une augmentation conséquente de l'offre des produits alimentaires, en dehors des importations ou de l'aide alimentaire.

D'où l'impérieuse nécessité dans de telles conditions de promouvoir l'agriculture irriguée en se focalisant sur les espèces culturales adaptées à nos conditions climatiques. Il existe à ce sujet de potentialités fortes qui nécessitent une valorisation pour accroître de manière drastique la contribution des

cultures irriguées dans le PIB du secteur primaire.

A titre illustratif, on peut citer le poivron à Diffa, l'oignon à Tahoua, le souchet et l'arachide à Maradi, la tomate, les choux, la patate douce aux abords des cours d'eau comme le Fleuve Niger, la Komadougou yobé, ou la mare d'Abalak.

Ainsi, une réalisation positive majeure sur le plan institutionnel est relative à l'existence d'un cadre réglementaire de gestion de l'environnement qui consacre les études d'impact ainsi que la capitalisation de nombreuses techniques de préservation et de restauration de l'environnement. Il y'a surtout la Stratégie de Développement Rural (SDR) qui a prévu deux programmes pour l'irrigation : l'un de lutte contre l'insécurité alimentaire par le développement de l'irrigation et l'autre en infrastructures hydro agricoles.

La mise en œuvre efficace de ces programmes de promotion des cultures irriguées contribuera assurément à réduire les risques de vulnérabilité alimentaire de beaucoup de ménages en leur offrant la possibilité d'autoconsommer tout en commercialisant les produits cultivés.

Les constats et les recommandations en matière de sécurité alimentaire

Quelque soit la dimension de la sécurité alimentaire considérée, un certain nombre de constats ressortent à la lumière des analyses contenues dans le présent rapport.

Relativement à la disponibilité alimentaire, il ressort que les ménages urbains et ruraux au Niger sont exposés à un risque permanent d'insuffisance des céréales de base comme le mil, le riz ou le sorgho, du fait des irrégularités de la saison pluvieuse. La production agricole et pastorale est soumise à des fluctuations périodiques qui placent le pays dans une disponibilité limitée des

produits alimentaires. Une des voies de recours serait alors de solliciter l'aide alimentaire ou les importations pour garantir une sécurisation alimentaire des populations. Sur un autre plan, il est nécessaire de trouver des créneaux pour améliorer significativement la production agricole et pastorale.

S'agissant de l'agriculture, de nouvelles semences pourraient éventuellement faire l'objet d'expérimentation à grande échelle. D'où la pertinence de renforcer le rôle important que doivent jouer les institutions de recherche agronomique pour développer de nouvelles espèces culturales adaptées aux changements climatiques, et l'Etat pour mobiliser les ressources nécessaires à la valorisation des fruits de la recherche.

Relativement au domaine de l'élevage, les initiatives actuellement prises en termes de promotion des races bovines, méritent également d'être soutenues et renforcées pour espérer rehausser le niveau de la production.

L'amélioration du niveau d'accessibilité aux denrées alimentaires par les populations nécessite le renforcement du pouvoir d'achat des ménages. Le rôle de l'Etat à cet égard est capital tant en ce qui concerne la promotion de petits emplois générateurs de revenus dans d'autres domaines que l'agriculture, qu'en ce qui concerne la mise en œuvre d'une bonne politique de redistribution des fruits de la croissance économique pour combler le fossé entre les plus vulnérables et les autres. Cela est d'autant plus vrai qu'il existe une forte corrélation entre la pauvreté monétaire, les variables de l'IDH et les dimensions de la sécurité alimentaire au Niger.

Concernant la dimension éducation, il ressort du document que les indicateurs de la scolarisation et de l'alphabétisation au Niger, font partie des plus faibles au monde, malgré quelques avancées enregistrées depuis

2000. Cela sous-tend que les efforts déjà mobilisés par l'Etat avec l'appui des partenaires dans le système éducatif, doivent être poursuivis et renforcés. Dans un contexte culturel souvent difficile et hostile à la promotion de la scolarisation de la jeune fille ou l'alphabétisation des femmes, il est nécessaire d'envisager des actions correctrices dans le sens d'une sensibilisation des dépositaires des valeurs culturelles et religieuses. En effet, partant de l'existence d'une corrélation entre l'instruction et l'emploi d'une part, entre le type d'emploi et le risque de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, il est nécessaire de renforcer la dimension éducative pour un meilleur développement humain. A titre illustratif, certaines habitudes alimentaires ancrées dans les mœurs au Niger, sont fortement corrélées au faible niveau d'instruction de la population. Il s'agit en l'occurrence de certaines privations alimentaires ou de certains comportements de gavage alimentaire néfaste à une alimentation de qualité surtout chez la femme. L'instruction permettra de surmonter les pesanteurs socioculturelles très fortes dans les communautés nigériennes.

La scolarisation mettra l'accent sur la jeune fille en vue de réduire les disparités fondées sur le sexe. Si de telles conditions sont réunies, les initiatives visant à réduire la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire produiront des résultats plus probants. **L'analyse différenciée de la dimension éducation et développement humain a indiqué que les régions de Maradi, Tahoua, Zinder et Tillabéry constituent le dernier peloton en termes de scolarisation primaire.** Pour Tillabéry, la situation est encore la moins favorable du pays en termes d'alphabétisation des adultes. Il est urgent de poursuivre les initiatives actuelles de promotion de l'éducation à tous les niveaux, en mettant notamment l'accent sur l'examen critique des cas des régions citées auparavant.

Relativement à l'aspect crucial du développement humain, de la croissance économique et de la pauvreté, il serait souhaitable de contrôler le rythme de croissance exponentielle de la population nigérienne, même si certaines idéologies non malthusiennes prônent la croissance démographique pour un développement économique. En effet, la forte démographie, a une forte incidence négative sur les ressources disponibles. Dans certaines contrées du pays, il a été rapporté à l'équipe RNDH2009, que les ménages prennent un seul repas par jour. Et comble de paradoxe, ces localités se signalent par une forte démographie ; ce qui ne permet pas de garantir de la nourriture suffisante et de qualité aux différents membres des ménages, en particulier les enfants. L'élément le plus complexe pour les familles de grande taille au Niger, est relatif à la faible qualification pour les emplois générateurs de revenus d'une bonne partie des membres. En effet, la population de moins de 15 ans, représente 50,2% de la population totale en 2008, selon les projections démographiques de l'INS.

En ce qui concerne, les interactions entre l'environnement et la sécurité alimentaire, là encore, les constats portent à envisager la mise en œuvre de mesures protectionnistes en faveur de la nature à travers une exploitation rationnelle des ressources pour garantir la survie des générations futures. En effet, une des dimensions cruciales de la sécurité alimentaire est la production agricole. Malheureusement, la rareté de la ressource terre et eau dans les pays sahéliens, contraint les populations déjà nombreuses, à exercer une forte pression sur les ressources naturelles qui ne sont guère illimitées. L'on comprend alors aisément pourquoi, au fil des années, les rendements des cultures ne s'améliorent pas pour permettre d'accroître significativement le niveau de la production. Il est à cet égard nécessaire de promouvoir les initiatives visant à enrichir les sols, à récupérer les terres

pour la culture, à fixer les dunes pour retarder la progression du désert, à préserver le capital forestier en contrôlant la coupe abusive du bois, en assurant l'utilisation des énergies renouvelables pour éviter la tendance à la déperdition des ressources de

l'environnement. Les actions de récupérations de terres menées d'ailleurs par des femmes de certaines régions comme Tahoua dans le cadre du programme spécial, méritent d'être encouragées et dupliquées partout où cela est nécessaire au Niger.

Introduction

Depuis la publication du premier Rapport Mondial sur le Développement Humain en 1990, le Niger à l'instar des autres nations de la planète, s'est engagé à publier régulièrement, un Rapport National sur le Développement Humain. Ainsi, cinq (5) rapports ont déjà été publiés.

Publié en 1997, le premier avait pour thème d'analyse « l'évolution de l'Indice de Développement Humain (IDH) tant au niveau national que régional ». Le second, quant à lui a été publié en 1998 et était une continuité du premier, en ce sens qu'il a permis d'approfondir l'analyse des niveaux des différents indicateurs sociodémographiques et économiques et de s'appesantir sur leurs causes notamment en ce qui concerne le genre et le développement. Le dernier en date publié en 2004, relate la situation du Niger par rapport à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La publication de ces rapports donne l'occasion d'étudier les liens entre le développement humain et une thématique cruciale du moment. Jusqu'en 2005, avec la mise en place effective d'un Institut National de la Statistique (INS), le Niger, tout comme les autres pays en développement, avait une capacité très faible de production des données statistiques et de calcul des indicateurs fiables et à jour, pour rendre objectivement compte des progrès accomplis et de l'évolution du niveau de vie des populations suite à la mise en œuvre des politiques de développement socioéconomique. Ce problème de disponibilité de données de base se pose beaucoup plus sur le plan régional, du fait de la possibilité limitée de disposer en temps voulu, de certaines statistiques sur les régions, faute de ressources financières et humaines.

La restructuration du Système Statistique National engagée en 2004, qui a abouti à la mise en place d'un Institut National de la Statistique et l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS), a permis de combler certaines lacunes.

Ainsi, les enquêtes QUIBB et EDSN-MICS-III réalisées respectivement en 2005 et 2006, l'ENBCIII en 2007/08 et les enquêtes sur la sécurité alimentaire, ont permis une mise à jour complète de la plupart des indicateurs socioéconomiques et démographiques.

On espère que cette dynamique de mise à jour progressive des données se maintiendra avec la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) qui prévoit un plan de financement des enquêtes d'envergure nationale et d'amélioration de la collecte des statistiques de source administrative de 2008 à 2012.

Les précédents RNDH publiés, avaient chaque année analysé, un thème bien précis en rapport, soit avec la situation de l'heure, soit au thème du Rapport mondial sur le développement humain. A cet égard, le Rapport de cette année retient comme thème d'analyse, un aspect aussi crucial que d'actualité, à savoir : « la sécurité alimentaire dans un pays sahélien ».

Le choix d'un tel thème n'est point fortuit, dans la mesure où le Niger est un pays du sahel au climat rude, et confronté souvent à des épisodes de crises alimentaires dans certaines de ses localités. Cette situation est de nature à rendre vulnérables les populations, à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, depuis la crise alimentaire de 2005, les dispositifs de préventions ont été renforcés pour développer les capacités

d'anticipation à de nouvelles sécheresses éventuelles, susceptibles de réduire la production agricole. Aussi est-il pertinent d'apprécier les liens entre la sécurité alimentaire et le développement humain au Niger, au regard des réalisations faites pour renforcer les dispositifs de prévention et de gestion des crises alimentaires.

Aussi, en plus de toutes les analyses classiques sur la pauvreté des ménages que le pays pourrait envisager, l'élaboration du RNDH se présente comme étant la démarche appropriée pour identifier clairement les priorités pour un développement humain durable. Le Rapport de cette année permettra de donner une réponse au débat sur la sécurité alimentaire dans un pays sahélien comme le Niger.

Dans le cadre des missions assignées à l'Institut National de la Statistique, il est prévu l'élaboration et la production d'un tel rapport par l'entremise de l'Observatoire National de la Pauvreté et du Développement Humain Durable en collaboration étroite avec le Système Statistique National, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et d'autres partenaires au développement.

A cet effet, une réunion de lancement des activités du RNDH2009, s'est tenue à Niamey pour informer et sensibiliser les parties prenantes de l'administration nationale et des partenaires au développement, sur le thème retenu et le processus d'élaboration dudit rapport.

Ainsi, après la réunion de Niamey, deux missions ont été dépêchées, l'une sur l'axe Diffa-Zinder-Maradi et l'autre sur l'axe Tahoua-Dosso-Tillabéri pour lancer ces activités au niveau des régions et collecter

les informations qualitatives spécifiques à chacune de ces entités⁸.

L'analyse de la sécurité alimentaire et de ses liens avec les dimensions du développement humain, nécessite un regard sur les études réalisées au préalable à l'échelle nationale et régionale. Aussi, la démarche d'élaboration du rapport s'articule d'abord autour de la définition des concepts de base relativement à la sécurité alimentaire des ménages et aux dimensions de l'Indice de Développement Humain (IDH).

En effet, il existe des interrelations fortes entre la sécurité alimentaire et la santé, l'éducation et le revenu des populations. Ce qui témoigne par ailleurs des relations fortes entre les cibles de plusieurs Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) : il s'agit en l'occurrence des objectifs visant à éliminer l'extrême pauvreté et la faim, améliorer la santé maternelle et infantile, promouvoir l'éducation pour tous à l'horizon 2015, réduire les inégalités et assurer l'autonomisation de la femme.

La revue documentaire et les échanges au sein de l'équipe technique, ont permis de disposer d'un plan de rédaction du document articulé comme suit :

- (i) Présentation des concepts et des instruments de mesure de la sécurité alimentaire et du développement humain ;
- (ii) Analyse de la sécurité alimentaire au Niger ;
- (iii) Analyse des interactions entre sécurité alimentaire et les dimensions du développement humain ;
- (iv) Constats et recommandations.

⁸ La région d'Agadez n'a pas été visitée au moment de la sensibilisation dans les régions, en raison de la situation d'insécurité qui y prévalait.

De manière détaillée, les concepts utilisés (chapitre 1) sont tirés des études sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire réalisées par l'INS du Niger, le Système d'Alerte Précoce (SAP) ou le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

La présentation de ces concepts sera suivie d'une analyse de la situation de sécurité alimentaire au Niger (chapitre 2), en portant une appréciation sur les aspects liés à la disponibilité, à l'accès et à l'utilisation sur le plan de l'alimentation.

Le chapitre 3, mettra un accent sur l'analyse des interrelations entre la sécurité alimentaire, les variables de l'IDH, du développement humain et de la pauvreté. Cette partie fait le diagnostic de la sécurité alimentaire au niveau national et dans les régions, analyse son évolution tout en

mettant en exergue les réalisations de l'Etat, des partenaires au développement et de la société civile.

C'est sur la base des constats majeurs issus de ces analyses que des recommandations pertinentes sont formulées pour aider les acteurs (Etat, partenaires, syndicats, société civile...) à trouver des stratégies adéquates d'amélioration des conditions de vie des populations de façon durable.

Sans avoir la prétention d'apporter une réponse définitive à toutes les questions liées à cette problématique de réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages au Niger, le RNDH2009 permettra de susciter un débat fécond, et de dégager des axes d'orientations pour les stratégies nationales d'amélioration des conditions de vie des populations.

Chapitre 1 : concepts et instruments de mesure de la sécurité alimentaire et du développement humain

L'analyse des liens entre la sécurité alimentaire et le développement humain, nécessite au préalable de clarifier un certain nombre de concepts en relation avec ces deux domaines fondamentaux du bien-être. Il s'agit en l'occurrence de la sécurité alimentaire, de ses dimensions comme l'accessibilité, la disponibilité et l'utilisation, de l'insécurité alimentaire et des indicateurs de mesure du développement humain.

1.1. Sécurité alimentaire

1.1.1. Définition de la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire renvoie à la disponibilité ainsi qu'à l'accès à la nourriture en quantité et en qualité suffisante. La Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale réaffirme le droit de chaque être humain à une nourriture adéquate et à être à l'abri de la faim.

La sécurité alimentaire dépasse ainsi la notion d'autosuffisance alimentaire.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le concept de sécurité alimentaire est apparu dans les années 70. Il a évolué de considérations plutôt quantitatives et économiques vers une définition tenant compte de la qualité et de la dimension humaine.

Ainsi une définition proposée en 1975, par l'Organisation des Nations Unies (ONU) : « la capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produits de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix. »

Une autre définition datant de 1990 stipulait que la sécurité alimentaire est « la capacité d'assurer que le système

alimentaire fournit à toute la population, un approvisionnement alimentaire nutritionnellement adéquat sur le long terme (STAATZ, 1990). »

Cette évolution du concept a influencé les stratégies de la FAO, pour assurer la sécurité alimentaire pour tous, et spécialement les pays du sud.

La sécurité alimentaire comporte plusieurs facettes incontournables et intimement liées. De plus, comme concept, la sécurité alimentaire est en constante évolution. Né dans les années 1940-1950, le concept de sécurité alimentaire fut au départ limité aux considérations d'accessibilité physique à la nourriture, pour ensuite incorporer la notion d'accessibilité économique dans les années 1970, considérer l'individu et non juste les ménages dans les années 1980, puis reconnaître l'importance de la qualité et de la valeur nutritive des aliments dans les années 1990. Tout cela rend passablement difficile la définition du concept de sécurité alimentaire en quelques mots.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO), la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires, pour leur permettre de mener une vie active et saine (sommet mondial de l'alimentation, FAO, Rome, novembre 1996).

Il ressort de cette définition que :

- L'accès est aussi important que la disponibilité ;
- La stabilité de l'accès et de la disponibilité est très importante ;

- La dimension de la qualité nutritionnelle est aussi à considérer ;
- L'idée qu'en fin de compte, la sécurité alimentaire se situe au niveau de l'individu ;
- L'existence des liens entre la sécurité alimentaire et la santé.

1.1.2. Disponibilité

Ce concept recouvre deux dimensions : spatiale et temporelle, exprimé en tout temps et à tout moment. Ainsi, il devra être assuré que tout au long de l'année et quel que soit le contexte, l'offre alimentaire et de nourriture devra être suffisante. La nourriture doit être disponible pour tous les membres du ménage, hommes ou femmes, enfants ou adultes. En effet, la population est en sécurité alimentaire, si toutes les personnes sont en sécurité alimentaire. La disponibilité concerne le court terme ; elle peut être limitée par l'insécurité de la zone, l'enclavement du village ou les prix des denrées alimentaires mais elle n'est pas suffisante.

1.1.3. Accessibilité

L'accessibilité est une condition nécessaire, mais non suffisante, à la sécurité alimentaire. Il s'agit de l'accès physique aux denrées alimentaires par tous les groupes de populations. Pour Amartya Sen, Prix Nobel d'Economie, « la vraie question n'est pas la disponibilité totale de nourriture mais son accès par les individus et les familles. Si une personne manque des moyens pour acquérir la nourriture, la présence de nourriture sur les marchés n'est pas d'une grande consolation ». L'accessibilité des populations aux ressources alimentaires fait référence au moyen terme. Il s'agit le plus souvent d'une combinaison entre production, échanges et mécanismes sociaux. En zones rurales, les populations vont s'appuyer

principalement sur leur production complétée par des échanges de denrées alimentaires sur le marché. En milieu urbain, les denrées alimentaires nécessaires aux populations viennent principalement du marché. Dans ce cas, des mécanismes sociaux (entraide, soutien familial, aide alimentaire, crédits) vont intervenir pour préserver l'accès aux disponibilités.

1.1.4. Utilisation

Les habitants doivent disposer en qualité et en quantité de la nourriture dont ils ont besoin pour pouvoir mener une vie saine et active. La consommation alimentaire doit être équilibrée en éléments nutritifs et vitaminés. Les personnes doivent donc être dans un état général satisfaisant pour une assimilation correcte de la nourriture. Cela implique également un environnement sanitaire favorable (eau et assainissement). En effet, il est couramment admis que le manque de nourriture n'est pas toujours l'unique facteur conduisant à la malnutrition. L'environnement médical et sanitaire constitue également, un facteur potentiel.

Ainsi, le concept de sécurité alimentaire couvre les aspects alimentaires, médicaux, nutritionnels et sanitaires.

1.1.5. Insécurité alimentaire

La définition de l'insécurité alimentaire découle du concept de sécurité alimentaire. En effet, l'insécurité alimentaire existe lorsque les personnes n'ont pas accès à une quantité suffisante d'aliments sains et nutritifs et ne consomment donc pas les aliments dont elles ont besoin pour se développer normalement et mener une vie active et saine. Cette situation peut être due à la pénurie d'aliments, à un pouvoir d'achat insuffisant, ou à une répartition ou une utilisation inadaptée des aliments au niveau des ménages.

1.1.6. La vulnérabilité alimentaire

La vulnérabilité d'une population peut être estimée par l'analyse des mécanismes d'adaptation et de réaction mis en œuvre en réponse à une situation difficile. Lorsque les mécanismes ne sont pas efficaces, le foyer entre dans une situation de vulnérabilité conjoncturelle ou chronique.

Au Niger, cinq approches de la vulnérabilité alimentaire sont utilisées :

- La méthode d'identification des zones vulnérables du SAP ;
- La méthode de FEWS-NET ;
- La méthode du projet d'Alerte Précoce et de Prévisions des Productions Agricoles (AP3A) ;
- L'approche Vulnérability Assessment Mapping (VAM) du Programme Alimentaire Mondial ;
- L'approche Système d'Information et de Cartographie sur l'Insécurité Alimentaire et la Vulnérabilité de la FAO (SICIAV).

1.1.7. Indicateurs de mesure de la sécurité alimentaire

Il existe une multitude d'indicateurs pour mesurer la sécurité alimentaire. En ce qui concerne les indicateurs de référence pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation, ils ont été regroupés en trois grandes catégories : l'état de consommation d'aliments, l'état sanitaire et l'état nutritionnel. Chaque catégorie dispose d'un certain nombre d'indicateurs pour appréhender la situation de sécurité alimentaire dans les pays.

- Pour la première catégorie, l'état de la consommation d'aliments, les indicateurs retenus sont notamment : le principal groupe d'aliments en pourcentage du régime alimentaire total, le

pourcentage de la population sous-alimentée, la disponibilité énergétique alimentaire moyenne par habitant.

- Pour la deuxième catégorie, l'état sanitaire, il s'agit entre autres de : l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans.
- Pour la troisième catégorie, l'état nutritionnel, les indicateurs sont entre autres : le pourcentage des enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale, la proportion des adultes présentant un indice de masse corporelle inférieur à 18,5. Dans les enquêtes nationales au Niger, on utilise souvent comme indicateurs la malnutrition chronique ou l'indice taille/âge qui caractérise un retard de croissance par rapport à l'âge, et la malnutrition aiguë ou l'indice poids/taille qui caractérise un état de maigreur.

Il y'a bien d'autres indicateurs dans le domaine du suivi et de l'évaluation de la situation de sécurité alimentaire. Il s'agit par exemple :

- des indicateurs d'impacts comme le statut de nutrition qui sont des valeurs cibles permettant de mesurer l'atteinte des objectifs et de comparer l'évolution de la situation dans le temps afin d'évaluer les changements intervenus notamment à long terme.
- des indicateurs de performance ou d'effets comme les mesures des prix des produits agricoles, qui sont des valeurs descriptives permettant de décrire une situation donnée pour en juger sa teneur ou son degré de réalisation à moyen terme.

Par ailleurs, il existe des indicateurs pour les facteurs de vulnérabilité à forte corrélation avec la sécurité alimentaire des populations. Ils sont déclinés en douze

grands groupes : les conditions démographiques, les conditions écologiques, les conditions économiques, les conditions politiques, les conditions socioculturelles, les risques-dangers-chocs, l'accès aux aliments, la stabilité des disponibilités et de l'accès à la nourriture, les caractéristiques des ménages, la santé, l'hygiène, les soins et les pratiques alimentaires

Il ressort alors que tout comme la pauvreté, la sécurité alimentaire et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire sont des concepts multidimensionnels.

Cependant, dans le Plan National de Contingence⁹, Volet sécurité alimentaire et nutritionnelle pour le Niger, les principaux indicateurs dont il est question de faire un suivi des seuils pour dégager la situation qui prévaut, sont les suivants :

- ✓ Le bilan céréalier déficitaire,
- ✓ Les prix des céréales de base par rapport à la moyenne des 5 dernières années à la même période,
- ✓ Le taux de sous-nutrition aiguë,
- ✓ Le bilan fourrager,
- ✓ Les termes de l'échange bétail/céréales de base,
- ✓ Le nombre de repas par jour,
- ✓ Le mouvement de populations

Toutes les stratégies ou politiques dans le domaine de la sécurité alimentaire ont besoin de repères pour guider les prises de décision concernant les actions pertinentes à mener pour garantir la sécurité alimentaire des populations. Le présent document tentera d'aborder plusieurs aspects pertinents de la sécurité alimentaire pour en faire une analyse avec les dimensions du développement humain et proposer des pistes de solutions.

⁹ Plan National de contingence, Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires, Cabinet du Premier Ministre, novembre 2007

1.2. Mesure du développement humain

Le revenu ne saurait résumer la vie humaine, ni suffire à cerner la totalité des manques dont souffrent les êtres humains. C'est pourquoi le PNUD a développé le concept de « développement humain » et élaboré des indicateurs composites afin de saisir les différentes dimensions qualitatives et quantitatives du développement. C'est ainsi que le niveau de développement est mesuré à travers l'Indicateur de Développement Humain (IDH). Puis dès 1995, l'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH) et l'indicateur de participation des femmes (IPF) ont été initiés.

L'IDH a pour vocation de mesurer les avancées du développement en matière de longévité, savoir et niveau de vie, l'ISDH évalue les avancées du développement humain en les corrigeant des inégalités entre hommes et femmes et l'IPF mesure ces inégalités sur le plan des opportunités économiques et politiques. Enfin, à partir de 1997, le PNUD a lancé le concept de « pauvreté humaine » mesurable par l'indicateur de pauvreté humaine (IPH).

1.2.1. L'indice sexospécifique du développement humain

L'IDH est une mesure du développement humain, mais qui ne tient pas compte des écarts entre hommes et femmes. Cette donnée importante du développement va être prise en compte à partir du Rapport 1995 avec la mise en place d'un indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH).

L'ISDH va ainsi corriger l'IDH des inégalités entre hommes et femmes constatées sur les principales composantes de l'IDH. Plus les écarts touchant ces domaines sont importants, plus l'ISDH du pays considéré est faible par rapport à son

IDH. En fin de compte, l'ISDH est un IDH corrigé en fonction des inégalités entre sexes. Plus l'ISDH d'un pays est proche de son IDH, moins les inégalités sociologiques entre hommes et femmes seront importantes.

L'indicateur sexospécifique du développement fait ainsi apparaître la question de genre dans le développement. En effet, aucun pays, riche ou pauvre, ne garantit l'égalité stricte entre les hommes et les femmes.

1.2.2. L'indice de participation des femmes

Ce qui précède montre que le développement ne se situe pas sur le seul terrain des ressources matérielles et que les inégalités ne se mesurent donc pas non plus sur ce seul critère. Aussi, les experts du PNUD ont-ils cherché à évaluer la possibilité qu'ont les femmes, par rapport aux hommes, de jouer un rôle actif dans la vie sociale. Ils expriment cela à travers l'IPF.

Cet indicateur examine la place des femmes dans trois domaines :

- la vie économique : le critère retenu est le revenu réel des femmes par rapport à celui des hommes

- la vie professionnelle : le critère retenu est le pourcentage des femmes dans les professions libérales et les fonctions d'encadrement

- la vie politique : le critère retenu est le pourcentage des femmes dans les assemblées parlementaires.

Chacun des indicateurs est exprimé par un chiffre de 0 (valeur qui signifierait l'exclusion totale des femmes des revenus et des responsabilités) à 1 (valeur qui signifierait la parité totale des femmes et des hommes dans les revenus et l'exercice des responsabilités publiques).

Plus l'écart hommes-femmes est important, plus l'IPF est faible.

1.2.3. L'indice de pauvreté humaine

Parler de développement, c'est aussi parler de la pauvreté, et, de même que le développement est une notion difficile à définir, la pauvreté peut être entendue de plusieurs façons. Il est donc nécessaire d'en préciser les sens possibles pour comprendre l'indicateur créé en 1997 par le PNUD pour la mesurer.

Une distinction est faite entre pauvreté absolue et pauvreté relative. Par pauvreté absolue, on entend la non-satisfaction des besoins essentiels : une fois défini un panier de biens et de services fixant le seuil de subsistance, est considérée comme pauvre, toute personne qui ne consomme pas ce minimum.

Ce nouvel indicateur synthétique reprend les composantes élémentaires du développement humain, mais les envisage sous l'angle des manques. Selon le PNUD, l'indicateur de pauvreté humaine (IPH) « mesure la misère dans quatre grands aspects de la vie humaine : la capacité à vivre longtemps et en bonne santé, le savoir, les moyens économiques et la participation à la vie sociale ».

Ces aspects de la misère sont les mêmes pour tous les pays (en développement ou industrialisés). Cependant, afin de prendre en compte les différences de niveaux de développement, certains critères les mesurant vont différer. C'est ainsi que l'IPH-1 et l'IPH-2, ont été introduits respectivement pour les pays en développement et les pays industrialisés.

Pour les pays en développement, l'IPH-1 s'attache aux déficits rencontrés dans trois domaines essentiels de l'existence humaine, et qui sont eux-mêmes déjà globalement pris en compte dans l'IDH. Il s'agit de :

- L'insuffisance en termes de longévité représentée par la proportion d'individus risquant de décéder avant l'âge de 40 ans (P_1)

- Le défaut d'instruction traduit par la proportion d'adultes analphabètes (qui ne savent ni lire ni écrire) (P_2)
- Le déficit de conditions de vie décentes sur le plan économique représenté par un sous-indicateur (P_3) composé de 3 variables :

Le pourcentage d'individus privés d'accès à l'eau potable (P_{31})(formulation à revoir) ;

Celui des personnes privées d'accès aux services de santé (P_{32}) ;

Celui des enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale (malnutrition) modérée ou aiguë (P_{33}). –

La composante P_3 est la moyenne arithmétique de P_{31}, P_{32}, P_{33} .

L'IPH-1 est alors de la forme :

$$IPH1 = \left[\frac{1}{3} (P_1^3 + P_2^3 + P_3^3) \right]^{1/3}$$

1.2.4. Calcul de l'indicateur de développement humain (IDH)

Depuis 1990, le Programme des Nations Unies pour le Développement publie, dans son rapport, un indice synthétique du développement humain.

Cet indice privilégie la longévité, le savoir, le niveau de vie.

Il est actuellement calculé à partir de 3 variables :

- l'espérance de vie ;
- le niveau de connaissances (mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation tous niveaux, c'est-à-dire primaire, secondaire et supérieur) ;
- et le PIB réel par habitant ajusté en parité de pouvoir d'achat.

Il traduit l'idée que le développement a trait à la possibilité d'intégration des individus dans la société (et non plus à la détention de biens matériels)

Cette possibilité d'intégration dans la société a trois composantes :

- mener une vie longue et saine ;
- accéder à la connaissance ;
- et bénéficier de ressources assurant un niveau de vie décent.

L'IDH est donc un indicateur composite. Sa valeur s'échelonne entre 0 et 1. Le niveau de développement d'un pays ou d'une région, est d'autant plus faible que l'IDH est proche de la valeur 0. Inversement, la situation est d'autant plus satisfaisante que l'IDH est proche de 1.

Les valeurs minimales qui permettent de calculer les indicateurs intermédiaires sont celles qui ont été relevées au cours des 30 dernières années. Les valeurs maximales résultent des prévisions pour les 30 années à venir.

Les différentes étapes de calcul de l'IDH, sont les suivantes :

i) L'indicateur de longévité (A)

$$A = \frac{\text{espérance du pays} - \text{espérance min}}{\text{espérance max} - \text{espérance min}}$$

Avec :

- espérance de vie minimum = 25 ans ;
- espérance de vie maximum = 85 ans.

ii) - L'indicateur de niveau d'éducation (B)

Il se calcule en trois temps :

Indicateur d'alphabétisation (a)

$$a = \frac{\text{taux d'alpha du pays} - \text{taux d'alpha min}}{\text{taux d'alpha max} - \text{taux d'alpha min}}$$

Avec :

- taux d'alphabétisation minimum = 0
- taux d'alphabétisation maximum = 100

Indicateur de scolarisation (b)

$$b = \frac{\text{taux de scol du pays} - \text{taux de scol min}}{\text{taux de scol max} - \text{taux de scol min}}$$

Avec :

- taux de scolarisation minimum = 0
- taux de scolarisation maximum = 100

Indicateur du niveau d'éducation (B)

$$B = \frac{2a + b}{3}$$

iii) L'indicateur de niveau de vie (C)

Pour ce calcul, on utilise le PIB par habitant ajusté en Parité du Pouvoir d'Achat (PPA).

Le PIB/habitant PPA est considéré comme reflétant les dimensions du développement humain non prises en compte dans les indices de longévité et d'éducation.

Il est ensuite ajusté pour prendre en compte la non proportionnalité entre l'élévation du revenu et l'élévation du bien-être (il n'est pas nécessaire d'atteindre un revenu très élevé pour accéder à un niveau convenable de développement humain ou encore, un PIB par habitant qui décuple ne signifie pas un décuplement du bien-être pour ses habitants, ou encore, l'élasticité marginale du revenu /revenu est décroissante). Le PIB/habitant est donc ajusté par les logarithmes.

Si l'on considère la suite 1, 10, 100, 1000..., chaque terme représente 10 fois le précédent (multiplication). Si l'on prend en compte les logarithmes décimaux de cette

suite 0, 1, 2, 3..., chaque terme s'obtient par simple addition de 1 au précédent.

L'indicateur de niveau de vie (C) est donc de la forme :

$$C = \frac{\log \text{PIB}/t \text{ en PPA du pays} - \log \text{PIB}/t \text{ en PPA min}}{\log \text{PIB}/\text{hab en PPA max} - \log \text{PIB}/\text{hab en PPA min}}$$

Avec :

- PIB / habitant en PPA minimum = 100 dollars
- PIB / habitant en PPA maximum = 40 000 dollars

Chaque indicateur prend ainsi une valeur entre 1 et 0, exprimant un résultat plus ou moins bon en termes de développement humain.

iv) L'indicateur de développement humain - IDH

Il représente la moyenne arithmétique des indicateurs de longévité (A), de niveau d'éducation (B) et de niveau de vie (C).

$$IDH = \frac{A + B + C}{3}$$

Le calcul de l'IDH fait distinguer trois groupes de pays :

- les pays à développement humain élevé dont l'IDH est supérieur à 0,800
- les pays à développement moyen dont l'IDH est supérieur à 0,507 et inférieur à 0,799 ;
- la troisième catégorie comprend les pays à développement humain faible dont l'IDH est inférieur à 0,5 ;

En général, le classement par IDH est assez proche du classement par PIB/hab. : le coefficient de corrélation entre le rang du classement par IDH et celui du classement par PIB/hab. est de 0,9, ce qui confirme une forte corrélation entre le niveau de revenu, l'espérance de vie et le niveau d'instruction. Cependant, les tendances moyennes peuvent aussi dissimuler des situations plus contrastées. Deux pays ayant un même PIB/hab. peuvent afficher un IDH très différent. De même, des pays à IDH très proches

peuvent présenter des niveaux du PIB/habitant très différents.

L'évolution sur le long terme de l'IDH permet ainsi de mettre en lumière des trajectoires différentes concernant le développement humain.

Bien que représentant une avancée importante dans la définition d'un indicateur synthétique de développement, l'IDH n'est pas exempt de critiques, pour les raisons suivantes :

- chaque pays prend place dans un intervalle borné par 0 et 1 ; cela signifie implicitement qu'un IDH = 1, correspondrait au bonheur parfait, ce qui ne veut rien dire, aucune limite objective ne pouvant être définie en la matière. L'IDH est avant tout un indicateur relatif qui mesure les possibilités de vivre longtemps et en bonne santé, à participer à la vie de la communauté, et à disposer de ressources suffisantes pour s'assurer une vie convenable ;
- pourquoi ne retenir que trois dimensions seulement ?
- les variables choisies pour mesurer les dimensions sont-elles pertinentes, et pour chaque dimension ?
- les variables sont-elles trop ou trop peu nombreuses ?
- les mesures effectuées sont-elles sujettes aux erreurs d'estimation, et dans quelle mesure ces erreurs faussent-elles les résultats ?
- le choix du minimum et du maximum est-il justifié ou arbitraire, quelle est la sensibilité des indicateurs à des choix différents ?
- pourquoi retenir une pondération égale pour chaque élément, et quelle est la sensibilité du résultat aux variations de pondération ?

Malgré ces signes de préoccupations à l'égard de l'IDH, cela n'enlève en rien son intérêt, et il a le mérite d'exister.

1.2.5. Le calcul de l'ISDH

Le calcul de l'ISDH passe d'abord par l'examen des inégalités hommes femmes, puis par un arbitrage entre ces inégalités et le niveau moyen de développement.

Cette procédure reprend les indicateurs utilisés dans l'IDH :

- L'indicateur de l'espérance de vie à la naissance doit tenir compte des réalités biologiques qui donnent à la femme une espérance de vie plus longue qu'à l'homme ; au lieu d'utiliser des moyennes comme valeurs minimale et maximale, on calcule un indice masculin avec pour valeurs extrêmes 22,5 et 82,5 ans, et un indice féminin avec pour valeurs extrêmes 27,5 et 87,5 ans
- Le degré d'éducation enregistre l'alphabétisation des adultes, en différenciant les taux masculin et féminin, tout comme pour le taux de scolarisation
- Le revenu mesuré par le PIB réel ajusté par habitant distingue la part des hommes et des femmes dans le revenu du travail.

1.3. Evaluation de la qualité des données

Dans le cadre de l'élaboration du sixième Rapport National sur le Développement (RNDH2009) du Niger, deux (2) types de données ont été utilisés par l'équipe de rédaction. Il s'agit des données quantitatives issues des enquêtes d'envergure nationale que sont : l'Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation des ménages (ENBC), l'Enquête sur le Questionnaire Unifié des

Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB), les enquêtes sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et les données administratives issues des ministères sectoriels en charge notamment de la santé, de l'éducation, de l'environnement, du développement agricole, des ressources animales, de l'hydraulique ou de l'Economie et des Finances.

Aux données quantitatives, on ajoute les données qualitatives issues des entretiens et des focus-group que l'équipe technique a réalisés avec les cadres et les populations des huit (8) régions du Niger.

Les données quantitatives ne posent pas de difficultés d'exploitation puisqu'elles ont été obtenues sur la base de méthodes rigoureuses reconnues sur le plan international, de sélections des unités à enquêter.

Pour les informations liées aux individus et aux ménages, on a souvent recours dans les enquêtes nationales, à un plan de sondage stratifié à deux degrés. Les unités primaires tirées en général à probabilités inégales, correspondent aux localités du pays et les

unités secondaires tirées à probabilités égales représentent les ménages.

En ce qui concerne les données qualitatives, l'équipe de rédaction du rapport les a exploitées de telle sorte qu'il y'ait une certaine cohérence avec certaines informations quantitatives, dans la mesure où quelquefois, elles sont empreintes de subjectivité.

Pour disposer des indicateurs sur les revenus, l'équipe de rédaction a eu recours aux données de l'Enquête Nationale sur le Budget et la consommation des ménages réalisée par l'INS entre 2007 et 2008. Les revenus ont ensuite été déflatés à partir des indices des prix calculés à partir des données collectées dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Comparaison International (PCI) financé par la Banque Africaine de Développement (BAD).

On peut conclure sur un degré de qualité appréciable des données utilisées pour les analyses du présent rapport.

Chapitre 2 : analyse de la sécurité alimentaire au Niger.

2.1. La problématique de la sécurité alimentaire au Niger.

Le Niger est un pays continental situé dans l'Afrique occidentale dans la zone de climat tropical sec. Il couvre une superficie de 1 267 000 km².

Il est situé à 700 km au nord du Golfe de Guinée, à 1 900 km à l'est de la côte Atlantique et à 1 200 km au sud de la Méditerranée. Du point de vue climatique, le pays est caractérisé par un climat tropical de type soudanien qui alterne entre deux saisons, une longue saison sèche d'octobre à mai et une courte saison de pluies de juin à septembre. Trois quarts (3/4) du territoire nigérien sont désertiques. Le Niger appartient à l'une des zones les plus chaudes de la planète. La pluviométrie est marquée par une forte volatilité dans le temps et l'espace.

A l'instar d'autres pays sahéliens, le pays est confronté à d'innombrables contraintes naturelles, notamment la désertification, l'ensablement du lit des cours d'eau, les érosions ainsi qu'à certaines catastrophes ou difficultés telles que les invasions des prédateurs et des épidémies comme la méningite, la rougeole, ou le choléra.

En plus de tous ces facteurs, le Niger est confronté à une forte pression démographique avec un taux de croissance¹⁰ de la population de 3,3% par an, et un indice synthétique de fécondité¹¹ de 7,1 enfants en moyenne par femme. Ce qui entraîne une pression foncière, une remontée des cultures vers les terres marginales du Nord ainsi qu'une diminution des espaces pastoraux disponibles en zone intermédiaire,

consécutivement à l'augmentation de la demande insatisfaite en biens de consommation alimentaire par les ménages.

Ces contraintes naturelles et humaines, expliquent l'évolution erratique de la production agricole au Niger au cours des vingt dernières années, caractérisée par un déficit presque tous les deux ans. Ainsi, à l'issue de la campagne agricole 2004/2005, le déficit céréalier enregistré se chiffrait à environ 223 000 tonnes, en raison d'un début tardif et un arrêt précoce de la pluviométrie ainsi qu'une infestation acridienne massive. Fort malheureusement, cela est de nature à causer une régression de l'offre en biens de consommation alimentaire attendue par les populations. Cette situation de contraction de l'offre en produits alimentaires, en présence d'une hausse de la demande insatisfaite, donne suite à une hausse progressive des prix des denrées alimentaires susceptible d'entretenir l'inflation dans le pays. L'inflation comme celle constatée en 2008, intervient pour sa part dans un contexte marqué par une quasi-stabilité¹² des revenus des ménages depuis 1992.

Cette évolution tendancielle divergente entre les disponibilités et les besoins, aggravée par des hausses fréquentes des prix des produits alimentaires de base, expose les ménages à une situation

¹⁰ RGPH2001

¹¹ EDSN-MICS3, 2006

¹² Le taux de pauvreté monétaire national était estimé à 63,7% en 1992. Il ne s'est pas réduit de manière significative depuis lors, puisqu'il est estimé à 59,5% en 2008. Cette pauvreté est encore plus accentuée dans les ménages agricoles, représentant plus de 80% de la population active nationale.

d'insécurité alimentaire et de sous-nutrition chronique, avec en toile de fond, une détérioration de leurs conditions de vie.

A titre illustratif, en 2005, la conjugaison d'un certain nombre de facteurs d'ordre climatique, économique et institutionnel, a créé une situation d'insécurité alimentaire dans certaines localités du pays. La crise alimentaire qui s'en est suivie, s'est traduite par un état nutritionnel préoccupant surtout au niveau des enfants admis dans les centres de récupération. Cette crise a par ailleurs occasionné des pertes de la production animale, détériorant ainsi la santé nutritionnelle de la population, et en particulier de la mère et de l'enfant.

D'autres facteurs non moins importants comme les fluctuations brutales des termes de l'échange, la volatilité des flux de l'aide, la faible modernisation des méthodes culturales, ou la faible promotion des cultures irriguées en saison sèche, sont de nature à ralentir les efforts de promotion de la croissance économique, affecter sévèrement le développement humain et exposer les populations à une incapacité de faire face aux crises alimentaires récurrentes. On ajoute à cela, la faible capacité nationale d'anticiper et de prévenir les situations de crise alimentaire comme cela fut constaté en 2005.

Et pourtant, la sécurité alimentaire doit être perçue comme un processus d'implantation d'un système de sauvegarde des populations contre toutes les pénuries alimentaires engendrées par une production insuffisante tout comme par une limitation de la disponibilité et de l'accessibilité des denrées alimentaires qui amenuiserait leur sécurité sanitaire et nutritionnelle et réduiraient du coup, leur vie active et productive. Elle revêt ainsi tout à la fois des dimensions physiques, économiques, sociales, technologiques et donc politiques, qu'il convient de développer dans le présent rapport.

2.2. Les contraintes à la production alimentaire au Niger.

2.2.1. Les contraintes physiques

La délimitation des zones climatiques fait apparaître une zone désertique au dessus du 18° nord alors qu'au Sud les isohyètes traduisent un gradient assez élevé de pluviosité compris entre 300 et 700 mm, révélateur d'un climat tropical à une seule saison pluvieuse.

Une des caractéristiques de ce type de climat réside dans sa grande variabilité aussi bien dans le temps que dans l'espace. Or, la production céréalière dépend essentiellement de la pluviométrie et des superficies cultivables. A cela il faudrait néanmoins ajouter la faible performance des systèmes traditionnels de production qui ne peuvent pas suffisamment valoriser de nouvelles techniques.

Il a été constaté au Niger, une évolution erratique de la campagne agricole préjudiciable à une régularité de la production agricole.

C'est dans ces conditions que la diversification des activités paysannes s'est imposée au détriment d'une intensification de la production céréalière, pratiquement retenue comme une réponse à l'instabilité pluviométrique.

L'évolution du climat peut être schématisée comme suit :

- A partir de 1968 le Niger est entré dans une période sèche dans laquelle le pays a accusé une diminution générale des pluies.
- 1972 – 1973, des années très sèches qui ont fortement marqué le pays provoquant une crise alimentaire et fourragère sans précédent.

- A partir de 1974, retour à des pluviométries normales mais très erratiques d'une région à l'autre.
- 1983 – 1984, très mauvaise pluviométrie ayant provoqué une crise alimentaire et fourragère grave.
- A partir de 1985, retour à une pluviométrie moyenne mais assez irrégulière d'une zone à une autre.

Cette instabilité du climat conduit à une grande vulnérabilité de la production céréalière aux aléas climatiques. Les sécheresses se sont traduites par un accroissement important des importations de céréales au fil des années.

Au niveau des contraintes physiques qui pèsent sur la production agricole il faudrait également mentionner les ressources naturelles en voie de dégradation avancée. Il s'agit en l'occurrence :

- des sols épuisés et soumis à l'action de l'érosion hydrique et éolienne
- des cours d'eau de surface (mares et rivières) gagnés par l'ensablement
- d'un couvert végétal très dégradé qui supporte de moins en moins le poids d'un cheptel aussi important.

2.2.2. Les contraintes socio-économiques

Les faibles revenus des producteurs sont révélateurs d'un certain niveau de pauvreté qui limite toute velléité d'investissement nécessaire à l'amélioration de la production agricole et qui oblige les paysans à prendre tout ou partie de leurs stocks alimentaires pour faire face à leurs besoins non alimentaires. Cette situation réduit considérablement la constitution et les possibilités de maintien des stocks de sécurité privés.

La pauvreté de la population (59,5% de pauvres selon le profil de pauvreté 2008, INS), limite son accès au crédit et à l'approvisionnement en produits alimentaires surtout pendant la période de soudure.

Le taux élevé d'analphabètes limite sérieusement leur réceptivité à l'innovation technologique. Aussi, le taux de croissance démographique élevé (3,3%) est en inadéquation avec celui de la production agricole ; ainsi les besoins apparaissent de plus en plus croissants et insatisfaits créant une insécurité alimentaire et nutritionnelle permanente.

Au titre des contraintes socioéconomiques, on note également l'excessive centralisation de l'Administration qui par ailleurs, continue de cautionner les actions d'une multitude de structures inefficaces et instables chargées de la promotion du secteur rural, pendant que le pays s'est doté de textes régissant les organisations rurales et assurant réellement leur promotion.

Par ailleurs, il est à déplorer la faiblesse économique des organisations rurales qui constitue un obstacle à l'équipement des exploitations agricoles, (traction attelée, petit aménagement), à l'approvisionnement en intrants (engrais, semences améliorées, crédit de campagne ou d'équipement) au stockage (banque de céréales), à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles.

Dans un autre registre, les facteurs de production, importés dans la plupart des cas, sont de plus en plus coûteux, et grèvent fortement les charges financières de production.

Aussi, l'absence de structures de crédit réellement adaptées au contexte du secteur rural freine les investissements. En effet, les structures commerciales de crédit ne sont pas adaptées au contexte très spécifique d'un monde rural très pauvre

dont les activités n'offrent pas assez de garantie pour accéder au système de crédit.

2.2.3. Les contraintes technologiques

L'archaïsme des systèmes de production et d'exploitation est un des facteurs les plus limitants à une maximisation de la fonction de production agricole. A cet égard, on peut relever les situations suivantes :

- Un système pastoral caractérisé par une libre mobilité des hommes et des animaux, ce qui pose des difficultés liées à l'invasion de plus en plus marquée des cultures ;
- Un système agropastoral oasien dangereusement menacé par l'ensablement ;
- Dans la zone centre du Niger, les défrichements anarchiques et infondés de nouvelles terres peu propices aux cultures accélèrent la désertification et provoquent des crises alimentaires quasiment chroniques ;
- Un système dunaire de monoculture de mil entretenu par un système de jachères adapté à chaque situation écologique est menacé de disparition en raison de la croissance démographique élevée ;
- Un système de cultures irriguées fragilisé par des coûts de fonctionnement élevés (énergie, intrants...) et par une gestion inefficace.

2.2.4. Les contraintes de la production animale

A l'instar de la production agricole, la production animale est confrontée à un certain nombre de contraintes constituant un handicap à la production alimentaire. Les caractéristiques de la zone pastorale couvrant une superficie estimée à 240 000 km², ne sont pas étrangères à de telles contraintes.

En effet, l'élevage est essentiellement extensif ou semi extensif. Le cheptel se nourrit principalement de l'exploitation des parcours naturels dont la richesse fourragère est tributaire de la pluviométrie. Outre la pluviométrie dont la variabilité constitue la plus grande contrainte, il faudrait prendre en compte:

- les migrations entre les zones agricoles et les zones pastorales du cheptel réduisant toute velléité d'intensification ;
- la gestion rationnelle des espaces pastoraux qui tarde encore à s'installer et qui aggrave les tensions entre agriculteurs et éleveurs, limitant ainsi le développement de la production animale.

L'autre aspect lié à la production animale est sans nul doute, la problématique de l'alimentation en eau du cheptel qui se présente ainsi qu'il suit :

- un faible maillage et une insuffisance des points d'eau pastoraux,
- des difficultés d'exhaure surtout dans les zones où le niveau des nappes est profond ;
- une insuffisance de l'entretien des ouvrages pastoraux,
- une variabilité du niveau des nappes phréatiques qui dépend largement de la pluviométrie,
- une assistance insuffisante aux autres formes de production animale qui constituent pourtant des sources de revenus substantielles pour les ménages ruraux et urbains (embouche ovine et bovine, aviculture, production laitière et fromagère, apiculture...).

2.3. Disponibilité et accès aux produits alimentaires au Niger

Les produits agricoles de base entrant dans le modèle de consommation alimentaire au Niger, sont sans nul doute le mil et le sorgho, le niébé étant beaucoup plus destiné à l'exportation vers les pays

voisins comme le Nigéria, le Bénin ou un peu plus loin, le Ghana. Ces deux spéculations sont par ailleurs produites localement pour satisfaire la demande de consommation intérieure, même si on observe des fluctuations annuelles de leur production, imputables à la pluviométrie observée d'une saison à l'autre. C'est d'ailleurs ce qui justifie le recours aux importations pour satisfaire autant que possible la demande intérieure en produits alimentaires. A ce sujet, le Nigéria représente la provenance par excellence des importations céréalières du Niger. Toutefois en termes de données statistiques en la matière, l'exhaustivité de l'information n'est pas toujours garantie en raison du poids du secteur informel difficile à cerner par les services douaniers à la frontière. L'accessibilité géographique aux produits importés notamment, est difficile en raison de l'enclavement du Niger qui est un pays continental s'appuyant principalement sur cinq corridors¹³ de désenclavement pour ses échanges commerciaux. Il s'agit des ports : d'Abidjan en Côte d'Ivoire situé à 1750 kms du Niger, de Tema au Ghana situé à 1300 kms, de Lomé au Togo distant de 1240 kms, de Cotonou au Bénin situé à 1060 kms et de Lagos au Nigéria distant de 1420 kms du Niger. Au total, la distance moyenne du Niger à ces principaux ports les plus proches, est estimée à 1354 kms.

2.3.1. Analyse de la productivité agricole et de l'élevage

Le secteur primaire englobant l'agriculture et l'élevage, contribue très fortement à la valeur ajoutée nationale, malgré les contraintes agro climatiques, affectant négativement la productivité agricole et pastorale au Niger. Le secteur agroalimentaire à lui seul compte pour plus de 40% du Produit Intérieur Brut (PIB) sur la période 2005-2007, selon les données de

l'Institut National de la Statistique. C'est par ailleurs le principal pourvoyeur d'emplois dans l'économie nationale, mieux que le secteur industriel ou les services.

En dehors de l'agriculture dont la production annuelle représente de manière régulière, plus de la moitié de la production rurale, l'élevage constitue la deuxième source de richesse au profit des ménages ruraux.

Au plan macroéconomique, de 2006 à 2007, les produits agropastoraux représentent plus de 80% des recettes d'exportation du Niger hors uranium, avec 55% pour le seul secteur de l'élevage à travers les exportations du bétail vers les pays voisins principalement. Sur la période de 2000 à 2007, l'agriculture et l'élevage ont représenté en moyenne le 1/4 de la production totale marchande du pays.

Entre 2001 et 2007, les superficies totales ont enregistré une hausse de 3% en moyenne par an. Elles sont estimées environ à 15 millions d'hectares en 2007. Au même moment, les productions totales sont passées de 3,6 millions de tonnes en 2001 à 5 millions de tonnes en 2007, soit une augmentation de 7,5 % en moyenne par an. Cet état de fait a été traduit par une légère amélioration des rendements observée à partir de 2001, au niveau des quatre principales cultures que sont le mil, le sorgho, le niébé et l'arachide.

Les principales spéculations du pays sont le mil, le niébé et le sorgho, qui occupent des places de choix dans le mode de consommation des ménages au Niger. Entre 2001 et 2006, le mil à lui seul compte en moyenne pour 62,2% de la production agricole totale en utilisant presque la moitié des superficies cultivées (46,6%) (Voir graphique 1). Il est cultivé dans la quasi-totalité des zones agro écologiques. Le sorgho, qui est moins résistant à la sécheresse que le mil, est

¹³ Cf. secteur routier nigérien en chiffres, 2008, DS-Ministère de l'Equipement.

essentiellement cultivé dans les régions du sud du Niger.

Concernant à présent la répartition spatiale de la production céréalière, de manière plus détaillée, les principales régions produisant le niébé entre 2001 et 2007, au Niger, sont : Zinder avec une production annuelle moyenne de 138000 tonnes sur la période, Tahoua avec une moyenne de 125000 tonnes, et dans une moindre mesure, Maradi et Dosso avec des productions moyennes proches de 105000 tonnes.

En ce qui concerne le mil, cette spéculacion est cultivée par excellence, dans les régions de Tillabéry (552000 tonnes en moyenne annuelle entre 2001 et 2007), Maradi (533000 tonnes par an en moyenne), et Dosso (500000 tonnes). Toutes les autres régions ont enregistré une production annuelle moyenne en dessous des 500000 tonnes entre 2001 et 2007.

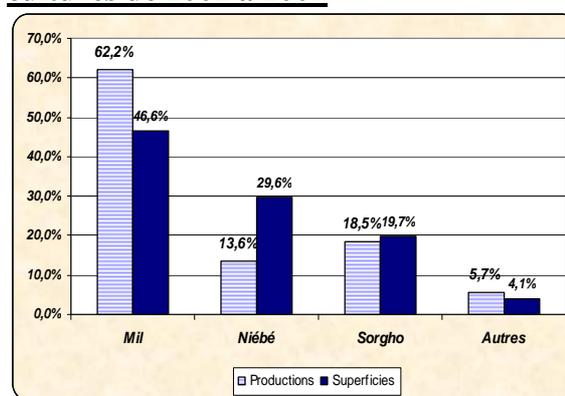
Relativement au sorgho, les régions de Zinder, Maradi et Tahoua, sont les principaux greniers du pays avec des productions annuelles moyennes respectives de 257000, 246000 et 150000 tonnes de 2001 à 2007.

Sur un autre plan, malgré la forte appréciation de la population à l'égard du riz, cette spéculacion est faiblement produite au Niger, avec une production moyenne annuelle estimée à seulement 10400 tonnes de 2001 à 2007. Les régions produisant le riz au Niger sont Niamey, Tillabéry et Dosso, en ayant fortement recours aux eaux du fleuve Niger, traversant le pays en ces zones, sur une longueur de 550 kms.

L'analyse de l'évolution de la disponibilité et des besoins céréaliers, indique que le Niger a connu une alternance de périodes faiblement ou moyennement excédentaires. La durée moyenne des périodes

d'alternance est de 7 ans. En effet, aux périodes favorables de 1960 à 1967, se sont succédé des périodes déficitaires de 1977 à 1982 et des périodes assez gravement déficitaires comme celles de 1968 à 1976. Le déficit grave le plus récent date de 2005, année pendant laquelle le pays fut en proie à une crise alimentaire ; à effets perturbateurs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'un certain nombre de localités du pays.

Graphique 1: Contributions moyennes des productions et des superficies des cultures de 2001 à 2007



Source : Annuaire INS, 2000 à 2008

Une observation pertinente qui mérite d'être soulignée est liée au fait que, malgré la forte contribution du mil, du niébé et du sorgho dans la production agricole nationale (graphique 1), les régions les produisant par excellence ne sont pas plus à l'abri de l'insécurité alimentaire que les autres. Ce qui amène à réfléchir sur le niveau d'utilisation qui en est faite par les ménages, la répartition des revenus des ménages déterminants pour l'accès, même si la dimension disponibilité peut être garantie quelque part.

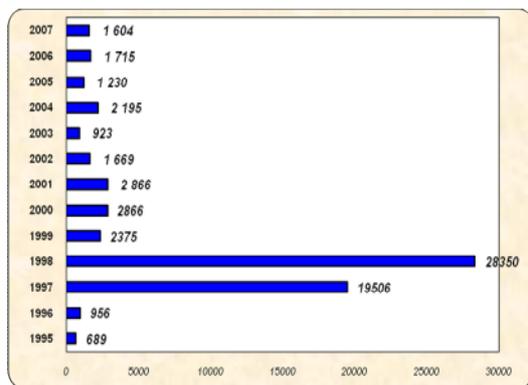
En ce qui concerne les cultures de rente, elles sont également présentes dans les modes de consommation et de commercialisation au Niger. Le pays dispose en effet, d'atouts indéniables pour assurer la promotion de cette catégorie de cultures en compléments aux cultures vivrières dont la production a souvent une issue incertaine liée à la pluviométrie et

aux sautereaux. Les principales cultures de rente au Niger, sont : l'arachide, le coton, le sésame, le voandzou et le souchet. L'oignon est également une culture d'une extrême importance, surtout pour les habitants de la région de Tahoua au nord du pays. Cette spéculation est d'ailleurs exportée vers les pays voisins, cependant les circuits de commercialisation méritent d'être mieux organisés pour accroître la valeur ajoutée que procure cette culture de rente.

L'évolution des rendements des cultures (en kilogramme par hectare) indique une faible variabilité pour le niébé, le sorgho et le mil.

En effet, sur la période allant de 1995 à 2006, les rendements de ces spéculations n'ont pas enregistré de variation notable dans la mesure où l'augmentation des superficies cultivables, ne s'est pas accompagnée d'une valorisation optimale des sols.

Graphique 2: Evolution du rendement du riz (En kilo/ha)



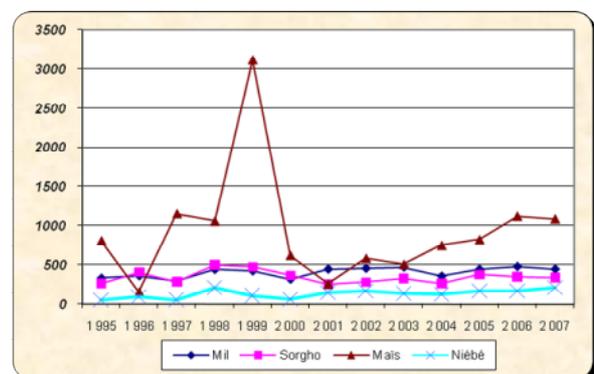
Source : Annuaires INS, 1990-2008, et MDA

En ce qui concerne le riz, son rendement est marqué par de fortes fluctuations entre 1995 et 2006. D'un niveau de 689 kg/ha en 1995, son rendement s'est établi à 1789 kg/ha en 2006. Sa production franchit toutefois difficilement le seuil des 11000 tonnes depuis 2001.

Il est tout aussi important de constater que la série sur les rendements de riz au Niger, présente des variations marquées par la présence de deux valeurs extrêmes enregistrées en 1997 (avec 19506 kg/ha) et 1998 (avec 28350 kg/ha). Cela indique à la fois la problématique de capitalisation effective du fleuve Niger et d'autres cours d'eau, et l'existence de réelles opportunités d'améliorer la productivité pour contribuer à une autosuffisance alimentaire des populations au Niger. D'ailleurs, avec une meilleure valorisation de la production de riz, on peut fonder de réels espoirs par rapport à la substitution à l'importation du riz importé, par le riz domestique.

Avec la bonne campagne agricole de 2008, l'on s'attend à une amélioration de la production des principales céréales et sans doute de leurs rendements respectifs.

Graphique 3: Evolution des rendements des principales cultures au Niger



Source : Annuaires INS, 1990-2008

Seul le rendement de la culture de maïs semble traduire une certaine évolution générale à la hausse, tout en présentant des variations annuelles notables entre 1995 et 2006, marquées par un niveau record de 3114 kg/ha en 1999. Les autres séries sur les cultures céréalières sont globalement constantes sur la période observée.

L'évolution quasi-stable du rendement des principales cultures est le reflet d'un manque de régularité des saisons pluvieuses et d'une faible maîtrise de la gestion et de la capitalisation des terres et des variétés culturales. Malheureusement cette situation n'est pas de nature à réduire les risques d'insécurité alimentaire des populations nombreuses, lorsqu'on assiste à une performance insuffisante de la production agricole. En fait le taux de croissance des superficies conjugué à une pluviométrie erratique dans le temps et dans l'espace, absorbe les effets positifs éventuels de croissance de la production agricole. Ainsi, la productivité des principales céréales s'en trouve affectée négativement.

Une illustration chiffrée de l'incohérence entre l'évolution de la production et du rendement est faite à travers les statistiques sur le mil, issues de la Direction des Statistiques Agricoles du Ministère du Développement Agricole (DSA/MDA). Les chiffres indiquent que, les superficies totales cultivées sont passées de 3 millions d'hectares en 1980 à 6,2 millions d'hectares en 2006 soit une augmentation moyenne annuelle de 3,95 %. En même temps, les productions quant à elles sont passées de 1,3 millions de tonnes en 1980 à 3 millions de tonnes en 2006, soit une augmentation moyenne annuelle de 4,64 %. Et pourtant sur la même période, les rendements sont restés très volatiles avec une tendance générale à la stagnation passant de 444 kg/ha en 1980, à 338 kg/ha en 1995, puis à 483 kg/ha en 2006.

Au moment où la population enregistre une forte croissance annuelle (3,3%), les besoins en produits alimentaires, ne cesseront de croître dans une situation où les rendements des principales cultures n'enregistrent pas de variations significatives. Cela pourrait constituer un

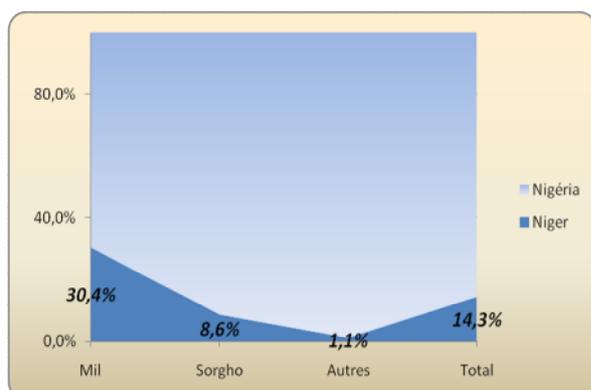
handicap dans la recherche de l'autosuffisance alimentaire des populations dont la consommation est essentiellement basée sur les céréales au Niger.

Dans un autre registre, les conditions de l'offre et de la demande au Nigéria voisin, particulièrement dans sa partie nord, ont un impact significatif, sur les prix et la disponibilité en denrées alimentaires de base au Niger. En effet, le Nigéria produit une quantité relativement plus importante de mil, sorgho et de maïs que le Niger, notamment en raison de la diversité de ses zones agroécologiques. La pluviométrie y est variable de 500 mm au nord à 4000 mm au sud-est, ce qui justifie pourquoi la production moyenne en mil du Nigeria entre 2003 et 2004, représentait 69,6% de la production totale des deux pays, contre seulement 30,4% pour le Niger (Graphique 4). Par ailleurs, la production de sorgho du Niger ne représentait que 8,6% de celle des deux pays ; tandis que la grosse part du maïs est produite au Nigéria. Au total, le Niger ne compte que pour 14,3% de la production agricole des deux pays. Ainsi,

L'extension des superficies cultivables, l'enrichissement et la récupération des sols demeurent au Sahel, des déterminants pour améliorer la productivité agricole.

le Nigéria domine outrageusement l'offre de céréales sous-régionale, si bien que des fluctuations dans la disponibilité et les besoins dans ce pays, ont un impact réel sur la disponibilité et les prix des denrées alimentaires au Niger.

Graphique 4: Part du Niger dans la production céréalière totale (Niger et Nigéria)



Source : FAO 2004 et calculs de l'ONAPAD

A l'instar de l'agriculture, l'élevage est une autre mamelle de l'économie nigérienne, tant il est vrai que le pays dispose d'énormes potentialités en la matière qui lui permettent de satisfaire la forte autoconsommation et en même temps l'exportation à destination des pays africains.

D'ailleurs le cheptel et les exportations de bétail du Niger sont parmi les plus importants de l'Afrique de l'Ouest. En dépit d'un environnement naturel austère et caractérisé par une faible

viande, le niveau des exportations est encore faible, ce qui traduit l'insuffisance

La situation de l'offre et de la demande alimentaire au nord Nigéria, est un facteur déterminant de l'inflation sur les denrées alimentaires de base au Niger.

de la valorisation des produits transformés dans le domaine de l'élevage.

Les principales contraintes à l'accroissement du cheptel et à l'amélioration de la productivité sont entre autres : la limitation des intrants vétérinaires, un déficit de l'équilibre alimentaire et la faible disponibilité des sous-produits agricoles et industriels.

Tableau 1: Evolution de l'effectif du cheptel

Espèces	2 001	2002	2003	2004	2005	2006	**2007
Bovins	3 474 200	3 543 664	3 617 500	3 686 828	3 760 400	3 835 608	3 912 320
Ovins	6 824 700	7 029 420	7 240 303	7 457 512	7 681 000	7 911 430	8 148 773
Caprins	8 773 400	8 992 755	9 217 574	9 448 013	9 684 200	9 926 305	10 124 831
Camelins	982 400	992 200	1 159 776	1 177 173	1 154 000	1 171 310	1 183 023
Asins	334 400	341 106	347 928	354 886	657 200	670 344	683 751
Equins	631 600	637 923	644 302	650 745	1 154 000	1 165 540	1 177 195

**Estimations 2007

Source : Séries longues, INS 2008

pluviométrie, l'espace agropastoral du Niger est vaste et diversifié. Le cheptel nigérien, est estimé à 25 millions de têtes en 2007, avec une prédominance des bovins, ovins et caprins.

Les exportations vers le Nigeria représentent plus de 90% du total des exportations du bétail. Concernant la

Cependant, le potentiel d'accroissement de la valeur des exportations en bétail et en viande vers les pays côtiers, notamment le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire est substantiel.

En tout état de cause, le Niger dispose d'énormes potentialités au niveau de son cheptel dans la mesure où on observe un accroissement significatif du nombre de têtes des principales espèces entre 2001 et 2007, au vu des résultats du tableau 1.

2.3.2. Situation des importations, de la demande et de l'aide alimentaire

La lutte pour l'autosuffisance alimentaire au Niger passe inéluctablement par une meilleure couverture géographique des besoins en produits alimentaires et céréaliers. Et pourtant, la situation climatique du pays justifie l'impossibilité à l'heure actuelle de satisfaire de manière intégrale la demande sans cesse croissante, par une offre conséquente de produits alimentaires. D'où le recours aux importations et aux aides alimentaires pour combler les déficits céréaliers et alimentaires éventuels.

Dans l'ensemble, la balance commerciale de l'agriculture au Niger est très déficitaire et les importations de denrées alimentaires représentent un tiers de la facture en importations du pays. Toutefois, le volume des importations de céréales au Niger, pose des difficultés d'appréhension dans la mesure où le commerce non officiel entre le Niger et ses voisins (Bénin, Burkina Faso, Tchad, Mali et Nigeria), demeure encore délicat à cerner.

Après les produits pétroliers et les médicaments, le riz occupe la troisième place en valeur monétaire. En effet, ce produit alimentaire fortement prisé par les ménages nigériens représente en moyenne 7% des importations totales de la période allant d'octobre 2006 à mars 2007.

Cependant, au deuxième trimestre 2007, les principaux produits importés sont : les médicaments à hauteur de 20,2 Mds de

FCFA, soit 16,6% du total, les produits pétroliers avec 15,4 Mds, soit 12,6% du total et le riz avec 7,2 Mds de FCFA, soit 5,9% du total.

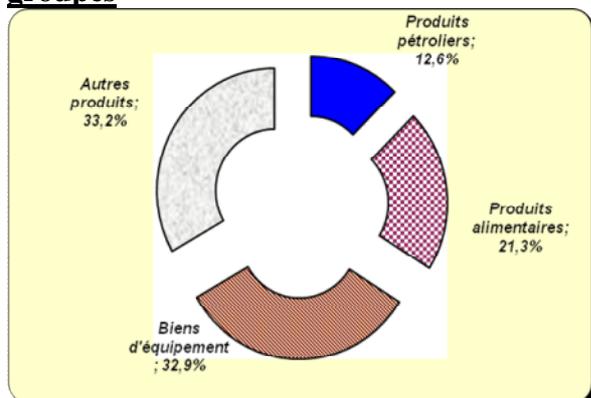
Selon les grands groupes, les produits alimentaires viennent en deuxième position (avec 25,8 Mds, soit 21,3% du total), après

Les conditions climatiques peu enviables au Sahel et en particulier au Niger, induisent une production locale insuffisante et un recours aux importations et à l'aide alimentaire.

les biens d'équipement (32,9%).

Nonobstant l'existence d'une production locale en riz paddy notamment, l'offre est insuffisante pour couvrir les besoins nationaux en consommation de riz. Cela justifie le recours par la population urbaine surtout, à la consommation du riz importé, dont le prix du sac de 50 kg, est variable de 15000FCFA à 30000FCFA, selon la provenance, la qualité et la période de l'année.

Graphique 5: Structure des importations de 2007 par grands groupes

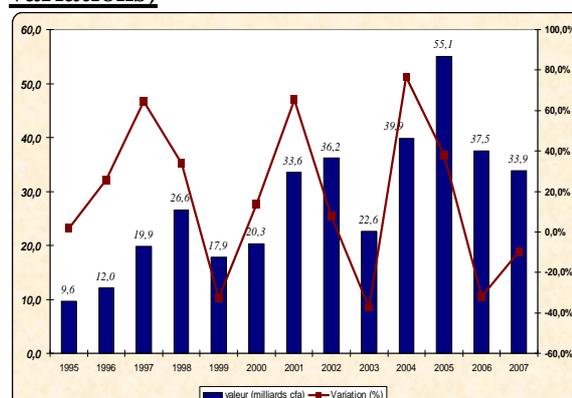


Source : statistiques commerce extérieur, INS, 2007

Les autres produits alimentaires importés par le Niger sont surtout le sorgho (malgré une production locale non négligeable), la farine de blé, le maïs (d'une production locale faible : moins de 3000 tonnes en 2006), les pâtes alimentaires, l'huile de palme ou le sucre. Mais chacun de ces produits compte pour moins de 3% des importations totales en valeur du pays sur la période 2007-2008.

D'une manière générale, les importations de céréales en valeurs sont passées de 9,6 milliards de FCFA en 1995, à environ 34 milliards de FCFA en 2007. Cependant, elles se traduisent par de fluctuations relatives aux performances de la production agricole fortement corrélée aux résultats de la campagne pluviométrique. Les années de mauvaises pluviométries comme l'année 2005, correspondent aux années où les importations et le recours à l'aide alimentaire sont les plus importants. Ainsi, le niveau des importations enregistrées en 2005 a été estimé à plus de 55 milliards de FCFA, comme l'illustre le graphique ci-après.

Graphique 6: Evolution des importations céréalières (niveaux et variations)



Source : Comptes économiques, INS, 1995-2008

La distribution de l'aide alimentaire au Niger, a été utilisée dans trois types de programmes depuis la moitié des années 1990 : interventions d'urgence, filets sociaux et « vivre contre travail ».

Les programmes d'intervention d'urgence sont généralement de courte durée et sont destinés à résoudre des problèmes conjoncturels ou des chocs alimentaires et nutritionnels, les programmes de filets sociaux qui s'intéressent aux personnes les plus vulnérables, et enfin les programmes Food For Work (FFW), qui fournissent en temps de famine, une aide alimentaire aux communautés en échange de travail sur un projet d'infrastructures communautaires.

2.3.3. Canaux de commercialisation des produits alimentaires

Le fonctionnement du marché est assuré par l'intervention d'un certain nombre d'acteurs sur les marchés de commercialisation des produits alimentaires. Au titre des acteurs intervenant dans la chaîne de production et de commercialisation, se trouvent :

- les producteurs ruraux, qui se chargent de produire et vendre pour disposer de ressources nécessaires à l'achat de biens et services de consommation courante. Les

ressources tirées de la vente leur permettent également d'acheter des semences en prélude à la saison prochaine ;

- les négociants, y compris les détaillants, les intermédiaires, les demi-grossistes et les grossistes ;
- les transporteurs, qui assurent l'acheminement des produits agroalimentaires via des moyens de transport appropriés ;
- les consommateurs ruraux et urbains, qui achètent les produits finaux sur les marchés des zones urbaines ou rurales ;
- les structures de l'Etat, comme l'Office des produits vivriers (OPVN) et la Cellule Crise Alimentaire (CCA) qui permettent à l'Etat de faciliter aux populations, la disponibilité et l'accès aux produits, surtout en période de soudure ou de graves crises alimentaires.

Les céréales sont d'abord produites par les agriculteurs qui vendent leur production à des intermédiaires situés dans les villages ou sur les marchés et qui, à leur tour, vendent leurs produits à des demi-grossistes et à des grossistes des marchés locaux de vente en gros ou détail. Les grossistes, quant à eux, vendent à d'autres négociants comme les détaillants situés sur le même marché ou les grossistes d'autres marchés. Les grossistes peuvent directement vendre aux consommateurs même si généralement, ils ne vendent pas en petites quantités (c'est-à-dire des sacs de moins de 100 kg). A leur tour, les détaillants vendent directement aux consommateurs des zones urbaines et rurales. Avec un pourcentage de 57%, les détaillants constituent la proportion la plus importante de négociants sur le marché. Ils sont suivis par les grossistes (16%), les demi-grossistes (15%) et les intermédiaires (10%). (Baker 2007).

2.3.4. Evolution des prix des céréales, rôle de l'Etat et régulation des marchés

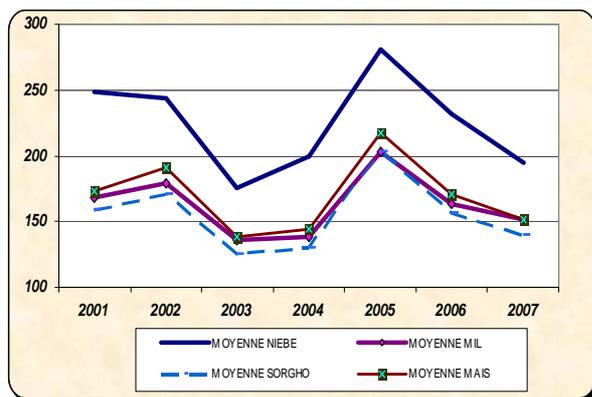
Le rôle du gouvernement du Niger dans la production et la commercialisation des céréales s'est considérablement réduit depuis les années 90. Au cours des deux décennies qui ont suivi l'indépendance (1960), le gouvernement était impliqué, dans tous les aspects de la production et de la commercialisation des céréales. L'OPVN a été mise en place à cette époque pour s'occuper de l'achat et de la vente des céréales de base (mil, sorgho) et fonctionnait comme un monopole d'Etat jusqu'en 1984. Avec la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel (PAS) du gouvernement dans les années 90, le marché nigérien des céréales s'est progressivement libéralisé. Dans la moitié des années 90, le rôle de l'ON se réduisait au suivi de la situation de la sécurité alimentaire dans le pays et à la gestion des réserves stratégiques en céréales du pays.

Les prix des denrées alimentaires au Niger sont maintenant déterminés par les forces du marché. Les prix intérieurs en céréales dépendent d'un ensemble de facteurs tels que l'offre et la demande intérieure, les importations commerciales, les taxes à l'importation et les droits de douane, les caractéristiques du commerce régional et la structure du marché. Les négociants ont toute liberté pour importer les céréales et d'exporter à condition d'être inscrits au registre du commerce et de respecter toutes les procédures commerciales et fiscales. Cependant, en fonction de la production céréalière nationale au cours d'une année donnée, le gouvernement peut réguler les flux commerciaux en limitant les exportations de certaines commodités spécifiques.

La réglementation applicable aux taxes commerciales au Niger s'aligne officiellement sur les règles de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Le libre échange de biens et de

services est la règle au sein des pays d'Afrique de l'Ouest et entre eux. Au sein des pays de la CEDEAO, il n'y a officiellement pas de taxes à l'exportation pour les produits locaux commercialisés entre les pays de l'UEMOA. Néanmoins, la réglementation applicable aux taxes sur les importations et exportations au Niger s'aligne sur les règles de l'UEMOA. Les droits de douane demeurent pour les importations en céréales en provenance des pays non membres de l'UEMOA, en l'occurrence le Nigéria et le Ghana.

Graphique 7: Evolution des prix annuels moyens du kg des principales céréales



Source : SIMA/DSA/MDA, 2008

Entre 2001 et 2007, on constate une fluctuation annuelle des prix au niveau de chacune des principales spéculations du pays que sont le niébé, le mil, le sorgho et le maïs. Le niébé est l'une des principales cultures de rente du pays et par la même occasion celle dont le prix moyen au kilogramme, est le plus élevé, oscillant entre un plancher de 176FCFA en 2003 et un plafond de 281FCFA en 2005 avec la crise alimentaire enregistrée au cours de cette année. En 2008 encore, la production du niébé a été prolifique du fait d'une bonne campagne pluviométrique, tout comme le prix unitaire du kilogramme a effleuré le seuil des 290FCFA, surtout en raison de l'effet d'annonce de la mesure

d'achat direct auprès des producteurs par l'Etat.

Dans l'ensemble, au cours des sept dernières années, on observe que les perturbations climatiques, dont notamment la sécheresse, ont causé de grandes fluctuations spatiales et interannuelles dans la production des cultures vivrières essentielles avec comme impact négatif, une évolution erratique des prix. Les années 2001 et 2004 ayant enregistré les niveaux les plus bas de production justifient la hausse des prix observée en 2002 et 2005.

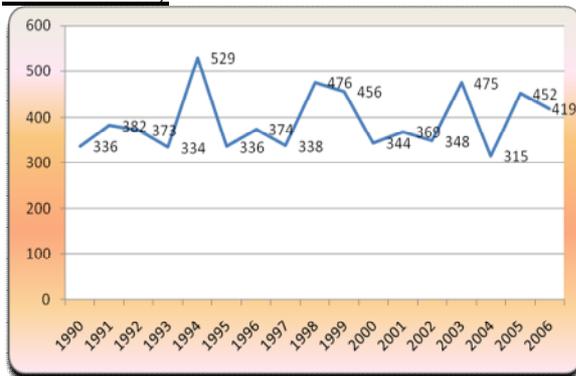
Le degré de fluctuation le plus élevé s'observe avec le sorgho et le maïs dont les coefficients de variation des prix sont estimés respectivement à 0,17 et 0,16 entre 2001 et 2007. Cela porte à croire que les ménages sont exposés à une forte volatilité des prix, et par voie de conséquence au risque d'avoir des difficultés d'accès aux denrées alimentaires.

La performance des marchés agroalimentaires est un élément déterminant de l'accès des ménages aux denrées alimentaires. En effet, comme le mil et le sorgho sont des céréales disposant d'une importance cruciale sur le bien-être des producteurs et des consommateurs, les mécanismes de production et de commercialisation alimentaire ont un impact important sur la sécurité alimentaire.

Les produits alimentaires essentiels que sont le mil, le sorgho ou même le riz, sont commercialisés selon un système extensif de marchés traditionnels le long du territoire national. Ainsi, les marchés de céréales au Niger sont répertoriés en quatre catégories : la collecte, la consommation, la vente de gros et le commerce transfrontalier.

Selon les données du Ministère du Développement Agricole, la distance¹⁴ moyenne entre les marchés de céréales est estimée à 350 kms. Il y'a aussi l'effet de l'immensité du territoire et l'insuffisance de marchés qui justifie la grandeur de cette distance moyenne. Relativement à la densité des marchés, on observe qu'elle est très faible en ce qui concerne les zones pastorales du Nord comme Agadez, Tahoua ou Diffa. Cela peut expliquer raisonnablement l'occurrence de problèmes alimentaires au niveau de ces zones.

Graphique 8: Evolution des quantités pluviométriques moyennes enregistrées par 11 stations principales du Niger (En millimètres)



Source : Météorologie nationale et INS, 2007

L'analyse des quantités moyennes annuelles de pluviométrie enregistrées par 11 stations principales¹⁵ du pays, indique une progression en dents de scie, révélatrice d'une irrégularité structurelle des précipitations enregistrées dans le pays. La moyenne estimée à 336 mms en 1990, ressort à 419 mms en 2006. Les années exceptionnelles en la matière ne sont guère nombreuses sur la période : seulement les années 1994, 1998, 2003,

¹⁴ Sécurité alimentaire et filets sociaux, Banque Mondiale, 2008

¹⁵ Les 11 principales stations sont celles de Agadez, Bilma, Birni N'konni, Gaya, Maïné soroa, Maradi aéroport, N'guigmi, Niamey, Tahoua, Tillabéry, et Zinder.

avec des pics pluviométriques au-delà de 475 mms.

In fine, face à une évolution erratique de la pluviométrie au Niger dans le temps comme dans l'espace, en témoigne l'évolution de 1990 à 2006 sur le graphique, la production agricole et céréalière est par voie de conséquence soumise à de fluctuations régulières qui placent les ménages surtout en milieu rural, dans une situation délicate en matière de disponibilité et d'accès à l'alimentation, pouvant porter préjudice à leur sécurité alimentaire.

2.4. Stratégies de survie des ménages face à une pénurie alimentaire

Les ménages nigériens vivant dans les zones exposées au risque de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, sont souvent sous la contrainte d'élaborer des stratégies de survie, en vue de pallier notamment la pénurie alimentaire grave observée à un moment donné.

Pour assurer leur sécurité alimentaire sur toute l'année, les ménages développent des stratégies variables selon le système de vie. Les principales stratégies de survie utilisées par les ménages au Niger, sont dans le cas d'espèce :

- la diminution de la ration alimentaire,
- la consommation d'aliments préférés car moins chers,
- le recours inhabituel à la consommation de plantes sauvages,
- passer un ou plusieurs jours sans manger,
- la vente d'animaux pour cause d'insécurité alimentaire,
- la vente de biens productifs pour cause d'insécurité alimentaire,

- la vente de biens non productifs pour cause d'insécurité alimentaire,
- la vente de terres pour cause d'insécurité alimentaire.

Dans les faits, un ménage est d'autant plus exposé régulièrement à des situations de pénuries alimentaires ou à des risques élevés d'être en insécurité alimentaire, qu'il aura tendance à multiplier les stratégies de survie, pour permettre à ses membres d'atténuer les différents chocs en la matière.

On signale au passage qu'au Niger, en périodes de crises alimentaires, beaucoup de ménages optent souvent par des solutions certes précaires, mais indispensables pour leur garantir une situation de survie, surtout pendant la saison sèche. Il ressort alors toute la pertinence de construire un indicateur qui permette d'appréhender de manière synthétique, le degré d'utilisation d'une stratégie ou d'un ensemble de stratégies pour contenir les effets de crises alimentaires.

Ainsi en 2007, l'indice de Stratégie de Survie (ISS) a été calculé dans le cadre de la mise en œuvre de l'enquête sur la vulnérabilité réalisée par l'Institut National de la Statistique et le Système d'Alerte Précoce (SAP). L'indicateur qui prend en

compte à la fois le type de stratégies de recours et la fréquence de l'utilisation, a été estimé pour un ensemble de départements du pays, ce qui a permis de révéler que :

- Dakoro et Guidan Roumji dans la région de Maradi, Ouallam dans la région de Tillabéry, Dogondoutchi dans la région de Dosso, Tanout à Zinder et Illéla à Tahoua, ressortent avec des valeurs de l'indice parmi les plus élevées au Niger. Ces départements sont alors ceux qui utilisent le plus de recours pour faire face à l'épuisement des stocks alimentaires. On constate à ce niveau également que les régions de Maradi, Dosso et de Tillabéry, figurent parmi celles où les populations ont plus tendance à avoir recours aux méthodes de survie, en raison des difficultés sur le plan alimentaire ;
- A contrario, les départements à indice plus faible, sont : Arlit, Say, Bilma, N'guigmi et Diffa. Ce qui sous-tend qu'ils ont moins recours aux stratégies de survie que les autres départements. Ces départements appartiennent aux régions d'Agadez et de Diffa.

Encadré 1: Méthode de calcul d'un Indice de Stratégie de Survie (ISS)

Considérant que les stratégies de survie face à un épuisement des stocks alimentaires sont multiples dans les pays du Sahel, il est apparu nécessaire de mettre en place, un indice composite de stratégie (Coping Strategy Index). Pour le cas du Niger, l'indice a été calculé à partir des 8 stratégies énumérées plus haut, et qui font office de variables élémentaires de calculs. Cet indice calculé pour les huit régions, les zones agroécologiques et les milieux urbain et rural, prend en compte la fréquence d'utilisation de chaque stratégie avec les modalités suivantes :

- 0= jamais utilisé ;**
- 1= Utilisée 1 à 2 fois par semaine ;**
- 2= 3 à 4 fois par semaine ;**
- 3=4 à 5 fois par semaine ;**
- 4= 6 à 7 fois par semaine.**

Ces fréquences sont ensuite pondérées par un coefficient de pondération qui varie sur une échelle allant de 1 à 4 :

- 1= A utilisé la stratégie donnée uniquement pendant la période de soudure ;**
- 2= A utilisé la stratégie uniquement avant la période de soudure ;**
- 3= A utilisé la stratégie avant et pendant la période de soudure ;**
- 4= A utilisé la stratégie depuis la fin des récoltes de l'année n-1.**

Sur cette base, un score est ensuite calculé sur toutes les stratégies utilisées

Illustration de calcul avec deux stratégies :

Si un ménage a eu un recours inhabituel à la consommation de feuilles sauvages, 4 à 5 fois par semaine uniquement pendant la période de soudure et a un recours inhabituel à l'emprunt depuis la fin des récoltes de l'année passée jusqu'au moment de l'enquête, l'Indice de Stratégie de Survie est :

$$\text{ISS} = 3 * 1 + 1 * 4 = 3+4=7$$

Pour les stratégies dont la fréquence d'utilisation ne peut pas être mesurée sur une semaine, elles ont la valeur 1 si elles ont été utilisées, 0 sinon.

Une fois calculé, plus la valeur de l'indice est élevée, plus la situation alimentaire du ménage est considérée comme précaire.

INS-SAP, juin 2007, Enquête vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

Le graphique 9, donne la valeur de l'indice suivant les 8 régions du Niger et le milieu de résidence en distinguant les zones urbaines et rurales.

L'enquête vulnérabilité a ainsi révélé que la valeur de l'indice est plus élevée dans les régions de Maradi (6,73), de Dosso (6,35), de Tahoua (5,92) et de Tillabéry (5,93), illustrant une utilisation plus fréquente et plus intensive des stratégies de survie alimentaire chez les ménages vivant dans ces régions.

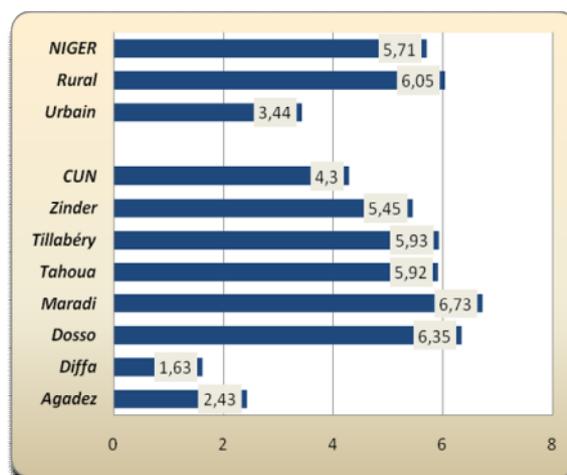
Ces stratégies peuvent concerner notamment la consommation de feuilles sauvages, la vente de bétail, la réduction de la ration alimentaire normale, la vente de terres et dans un cas extrême le fait de passer un ou plusieurs jours sans manger.

Dans un autre registre, l'ISS a une valeur plus faible dans les régions de Diffa (1,63) et d'Agadez (2,43).

L'analyse selon le milieu de résidence nous révèle que les habitants des zones rurales ont plus fortement recours aux stratégies de survie pour faire face à l'épuisement de leurs stocks alimentaires. En effet, l'indice rural est estimé à 6,05

contre 3,44 pour le milieu urbain. De manière fort logique, les habitants des zones rurales ont plus de difficultés alimentaires en termes d'accès et de disponibilité, ce qui explique la valeur plus élevée de leur indice de stratégie de survie en 2007.

Graphique 9: Valeur moyenne de l'Indice de Stratégie de Survie par région



Source : INS-SAP-2007, Enquête vulnérabilité à l'insécurité alimentaire

Chapitre 3: Sécurité alimentaire et développement humain.

Plusieurs réflexions furent à l'ordre du jour dans les années 1990, en référence à la notion du développement humain durable et à ses méthodes de mesures. A cet effet, une série de concepts et définitions en relation avec les questions de développement ont été introduits.

C'est à juste titre que le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a développé quelques indicateurs qui rendent compte de plusieurs aspects du niveau de développement d'un pays. D'un point de vue global, ces indicateurs reflètent l'évolution de la croissance économique en général, ainsi que le bien être de l'individu en particulier pris dans son genre et dans son environnement naturel.

Le concept de développement humain fait partie de ces indicateurs. En effet, le développement humain désigne un processus qui conduit à l'élargissement de la gamme des possibilités d'épanouissements qui s'offrent à chaque individu dans la société. Trois de ces dernières revêtent une importance capitale pour la réalisation du bien être économique et social. Il s'agit du fait de vivre longtemps et en bonne santé, d'acquérir un savoir et d'avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable. C'est pourquoi selon cette approche, le développement est beaucoup plus qu'une accumulation des richesses, de revenu ou de croissance économique ; il est centré sur l'homme.

En plaçant l'homme au centre du développement, le concept de développement humain envisage le développement dans un processus de

durabilité. Celle-ci se situe au niveau d'un pays notamment à travers la préservation des ressources de l'environnement où les êtres humains tirent essentiellement leurs biens de consommations.

Selon le PNUD, les chances de succès d'un développement humain durable passe nécessairement par des actions correctrices portant directement sur l'homme et son environnement. Ainsi, cinq piliers ont été identifiés pour le développement humain durable. Il s'agit de :

- L'éradication de la pauvreté,
- La création d'emplois durables,
- La promotion de la femme,
- La préservation de l'environnement,
- Et la bonne gouvernance.

L'éradication de la pauvreté nécessite notamment une croissance économique durable. Or au Niger, l'analyse de la structure du Produit Intérieur Brut au Niger indique une forte prédominance du secteur agro sylvopastoral considéré comme le secteur primaire. C'est donc ledit secteur, qui contribue le plus à la formation des richesses nationales et à la création de la valeur ajoutée qui permettra d'accélérer le rythme de croissance économique et offrir les conditions d'un développement humain durable. Le dynamisme du secteur primaire est toutefois conditionné par les possibilités offertes aux citoyens d'un pays de tirer le maximum de profits des ressources de l'environnement, tout en garantissant la préservation du capital terre au profit des générations futures.

Encadré 2: Suivi de la Déclaration de Maputo au Niger

Le sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union Africaine tenu en 2003 à Maputo (Mozambique), a adopté le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) comme cadre contribuant à la réalisation des objectifs de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté en Afrique.

De nombreuses parties prenantes du PDDAA croient que l'investissement inadéquat dans le développement de l'agriculture est une des contraintes principales qui empêchent le secteur d'afficher une croissance substantielle (6% par an) en vue de réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Pour souligner l'engagement à augmenter l'investissement dans le développement de l'agriculture, le Sommet a adopté une résolution concernant l'engagement d'allouer au moins 10% du budget national annuel à l'agriculture et au développement rural avant 2008.

Dans l'ensemble au Niger, en considérant les financements globaux, on constate que les dépenses effectives en faveur du secteur agricole par rapport aux dépenses publiques totales ont largement dépassé les 10% respectant ainsi, dans ce sens, la Déclaration de Maputo. Cependant, il faut relever que la très large majorité des dépenses de financement du secteur provient de l'Extérieur posant ainsi la question de la pérennisation d'un financement suffisant de l'agriculture.

Le Niger étant un pays sahélien confronté aux aléas climatiques et à l'irrégularité de la pluviométrie par ailleurs mal répartie dans l'espace, est en proie à des difficultés récurrentes pour asseoir les bases de son développement économique et social.

A cela s'ajoute l'action destructrice de l'homme sur l'environnement qui a pour impact négatif de contribuer aux changements climatiques favorables à une baisse des performances des cultures et de la valeur ajoutée nécessaire pour garantir un développement humain durable. Ces facteurs expliquent la présence constatée par moment dans les pays sahéliens, du spectre de l'insécurité alimentaire des ménages, à l'image de la crise alimentaire ayant prévalu dans le pays en 2005.

Ce constat fait entre autres ressortir que les pays sahéliens en général et le Niger en particulier, n'ont pas pu asseoir les fondements essentiels d'une bonne performance économique, qui repose dans leur contexte particulier, sur une forte sécurisation des populations sur le plan alimentaire et nutritionnel.

Les ménages sahéliens appartiennent au groupe des nations les plus défavorisés par la nature. C'est à leur niveau que l'on constate de manière récurrente des difficultés dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de la satisfaction des besoins essentiels. Le contexte de détérioration des conditions de vie des ménages, coïncide souvent avec des épisodes de graves crises alimentaires et nutritionnelles. D'où la pertinence de porter un regard sur les interactions entre les dimensions de la sécurité alimentaire et celles du développement humain.

La valeur de l'IDH d'un pays donné s'obtient par une agrégation des indicateurs des différentes dimensions du développement humain à forte relation d'ailleurs avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela permet de voir le niveau des disparités qui existe à travers les diverses zones du pays.

Au Niger, le contexte d'instabilité économique et social des années 1990 s'est fait sentir sur le développement humain. En effet, la valeur de l'IDH pour l'année 2000 se chiffre à 0,318, ce qui montre l'ampleur des progrès en matière de santé,

d'éducation et d'amélioration du niveau de revenu des populations qui restent à accomplir afin d'améliorer le bien être des populations.

Relativement au thème central du présent rapport, il est important de souligner que si les populations sont dans une situation idéale sur le plan alimentaire et nutritionnel, elles jouiront d'une meilleure santé de manière à mieux capitaliser le savoir et la connaissance indispensable pour dégager les meilleures orientations pour leur développement. D'où la pertinence d'analyser la double optique : sécurité alimentaire et développement humain, en vue de contribuer à une amélioration des conditions de vie des populations au Niger.

Avant d'analyser les interactions entre les dimensions de l'IDH et la sécurité alimentaire au Niger, il est nécessaire d'apprécier d'une manière générale la situation de développement humain en 2007 et de manière différenciée selon les régions.

3.1. Analyse de l'Indicateur du Développement Humain (IDH)

Le développement humain durable est défini comme le processus d'élargissement des choix s'offrant aux individus. Chaque jour, les êtres humains opèrent des choix, certains sont relatifs au domaine économique, d'autres relèvent de la sphère politique, sociale ou culturelle. Certains de ces choix sont essentiels à la vie humaine : celui de vivre le plus longtemps possible en bonne santé ; celui d'être instruit et celui de vivre dans des conditions décentes

Ces trois (3) choix sont fondamentaux pour les êtres humains. Cependant ceux qui sont relatifs à la participation au jeu politique, à

la diversité culturelle, aux droits de l'homme et à la liberté sont des aspects tout aussi importants de la vie humaine.

Depuis 1996, date de la parution du premier Rapport National sur le Développement Humain, l'IDH du Niger continue d'enregistrer des hausses parfois remarquables. Ces évolutions interviennent dans les différentes composantes de l'indice. Les changements récents des années 2000, ont été observés au niveau des composantes « éducation et espérance de vie ».

Cette évolution favorable de l'indicateur cache pourtant des grandes disparités selon les régions du pays. En effet, comme l'indique le tableau ci-après, les trois régions ayant l'indice le plus élevé en 2007 sont la Communauté Urbaine de Niamey, la région d'Agadez et la région de Diffa, avec des niveaux respectifs de 0,607, 0,525 et 0,447. En 2001 déjà, l'on se souviendra que ces trois régions figuraient dans le peloton de tête en termes d'indice de développement humain.

A contrario, les IDH les plus faibles sont enregistrés au niveau des régions de Maradi (0,342), de Tillabéry (0,363) et de Zinder (0,373). Deux de ces régions, à savoir Maradi et Tillabéry étaient déjà classées parmi celles ayant les incidences de la pauvreté monétaire les plus élevées du pays, dans le récent profil de pauvreté national de 2007/08 élaboré par l'Institut National de la Statistique (INS).

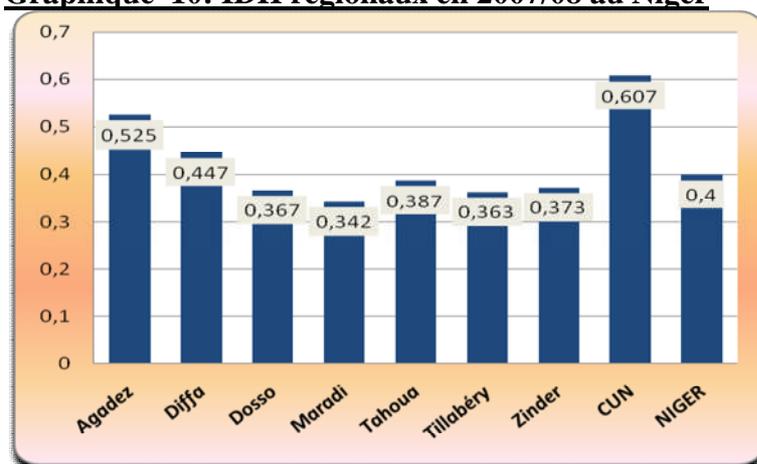
Cependant, d'une manière générale on note une évolution, quoique légère, à la hausse des IDH régionaux ; ce qui témoigne des efforts accomplis dans les divers domaines pour améliorer les conditions de vie des populations.

Tableau 2: Evolution de l'IDH national et des IDH régionaux depuis 1996

Régions	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2007
Agadez	0,343	0,347	0,426	0,464	0,47	0,479	0,525
Diffa	0,201	0,204	0,284	0,3	0,34	0,324	0,447
Dosso	0,194	0,196	0,275	0,29	0,298	0,31	0,367
Maradi	0,175	0,177	0,25	0,264	0,272	0,282	0,342
Tahoua	0,194	0,196	0,271	0,271	0,277	0,286	0,387
Tillabery	0,239	0,241	0,32	0,335	0,341	0,353	0,363
Zinder	0,197	0,199	0,269	0,29	0,295	0,307	0,373
CUN	0,448	0,447	0,519	0,516	0,529	0,531	0,607
Niger	0,218	0,22	0,299	0,311	0,318	0,329	0,400

Source : RNDH2003 et ONAPAD/INS, 2008

Graphique 10: IDH régionaux en 2007/08 au Niger



Source : ONAPAD/INS, 2008

En 2008, le niveau de développement humain est plus élevé dans la Communauté Urbaine de Niamey et dans les régions de Diffa et d'Agadez.

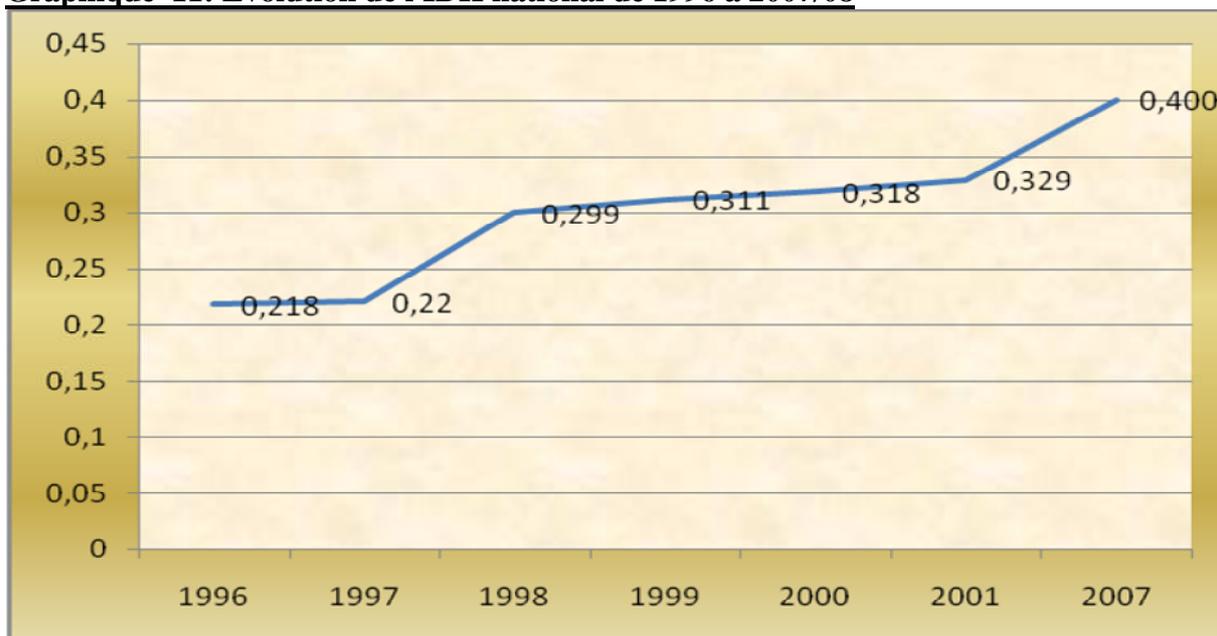
Au Niger, l'IDH s'établit à 0,400 en 2008, en légère hausse par rapport au niveau enregistré en 2001 de l'ordre de 0,329.

Cette évolution favorable de l'IDH, se justifie notamment à travers l'accroissement du PNB par tête et du taux de scolarisation tous niveaux confondus. Même si des progrès remarquables restent encore à réaliser dans ces domaines pour améliorer le classement du pays à l'échelle mondiale.

Les progrès les plus significatifs sont enregistrés dans le domaine de la santé avec une amélioration de l'espérance de vie à la naissance, situant le Niger dans une bonne position mondiale en la matière (146^{ième}) dans le Rapport Mondial sur le Développement Humain de 2007/2008.

Il est important de souligner que la faible variation de l'IDH est corrélée aux progrès non réalisés dans les différents domaines du développement humain dans les années 1990 marquées par une instabilité sociopolitique dans le pays.

Graphique 11: Evolution de l'IDH national de 1996 à 2007/08



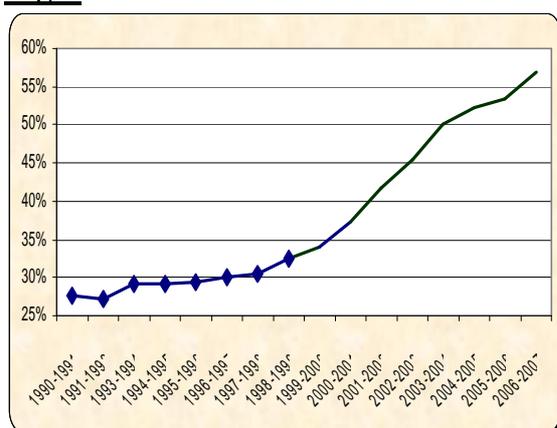
Source : ONAPAD/INS, 2008

Les niveaux de l'IDH de 1996, 1997 et 1998, extrêmement bas d'une valeur en dessous de 0,3, témoignent du faible développement humain du pays consécutif à l'instabilité sociopolitique et le ralentissement de l'économie observé dans les années 1990. C'est également pendant la même époque que la scolarisation et l'alphabétisation ont accusé un gros retard avec un impact négatif sur le niveau de l'IDH. Le graphique ci-après nous indique que le Taux Brut de Scolarisation est marqué dans la première décennie 1990-2000, par une évolution quasi-stationnaire (27,6% en 1990 à seulement 32,4% en 1999). Mais depuis lors, la deuxième décennie 2000-2008, se traduit par une

D'une manière générale, l'indicateur de développement humain (IDH), s'est amélioré partout dans le pays ces dernières années. Il est cependant à un niveau encore bas en 2008.

amélioration significative du niveau de l'indicateur qui passe de 34,1% en 2000 à 57% rien qu'en 2007. Cela n'est évidemment pas sans incidence sur le niveau du développement humain au Niger.

Graphique 12: Evolution comparée de la scolarisation des deux dernières décennies au Niger



Source : MEN et INS, 2008

En effet entre 2000 et 2007, le PIB par tête a connu en moyenne annuelle un accroissement de 1,9% et le taux de scolarisation primaire est passé de 34,1% à 57%. Malgré ces avancées, le Niger demeure toujours en dessous du niveau moyen de développement humain car l'IDH est inférieur à 0,5. Le niveau actuel de l'indice est reflété par la situation au niveau régional.

En effet, sur les huit régions administratives qui constituent le Niger, seules la CUN et la région d'Agadez, dépassent 0,5 du point de vue de l'IDH. Les valeurs régionales de l'IDH laissent conclure que dans l'ensemble, beaucoup d'efforts restent à fournir pour assurer au Niger, un niveau de développement suffisant pour le bien être des populations.

Compte tenu du caractère composite de l'IDH, les résultats obtenus cachent beaucoup de disparités au sein des indicateurs qui le composent. Du point de vue du revenu, on constate que le revenu moyen a atteint 2208 dollars PPA à Niamey alors qu'il n'est que 668 \$PPA à Maradi, 688\$ à Tillabéri et 744\$ à Dosso. Le taux de scolarisation tous niveaux confondus se situe à 66,2% à Niamey alors qu'il n'est que de 26,1% à Maradi, de 27,5% à Tahoua et de 26,4% à Zinder.

Au Niger, les progrès lents enregistrés en 2007/2008 dans l'enseignement secondaire et supérieur a un impact négatif sur l'indice d'instruction.

Afin d'identifier les domaines et les régions où les écarts sont considérables, et qui méritent une plus grande attention de la part du gouvernement et des partenaires au développement, les indicateurs entrant en compte dans le calcul de l'IDH seront analysés séparément.

3.2. Sécurité alimentaire et pauvreté

Selon les estimations des enquêtes de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de 2007 (INS-SAP), plus de 50% de la population du Niger souffre d'une certaine forme d'insécurité alimentaire. Indépendamment des indicateurs utilisés, les observations vérifiées des enquêtes montrent de façon consistante que la majorité de la population du Niger souffre d'insécurité alimentaire assez générale, chronique, saisonnière et transitoire. Cette insécurité est due à l'interaction complexe entre la faible disponibilité en denrées alimentaires, la pauvreté et l'accès économique limité, la mauvaise santé et le mauvais état nutritionnel de la population, et la haute vulnérabilité du pays aux chocs dus au fait que l'économie dépend des cultures de subsistance et du bétail. Environ la moitié des ménages au Niger a de faibles niveaux de consommation alimentaire par habitant ; la majorité de la

population a une diversité diététique limitée ; la prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est élevée ; et les carences en micronutriments sont courantes.

Toutes les méthodes utilisées pour mesurer la pauvreté (y compris l'approche monétaire, l'approche des conditions de vie et l'approche subjective) montrent que l'incidence de la pauvreté reste élevée au Niger.

Selon l'Enquête sur le Degré de Satisfaction des Besoins Essentiels (DSBE) en 2004, 70% des ménages au Niger n'accèdent pas aux besoins essentiels, y compris en matière d'alimentation, de revenus, d'emploi, d'équipement agricole, de terre, d'éducation, de santé et d'eau potable.

Ces résultats sont encore confirmés par l'évaluation monétaire de la pauvreté (ENBC2008 et QUIBB 2005), qui montrent que la prévalence de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté était de 62,1% en 2005, puis de 59,5% en 2008. En fait, la prévalence de la pauvreté reste essentiellement constante depuis 1993 (en 1993, l'incidence de la pauvreté était de 63,7% contre 62% en

2005 et 59,5% en 2008). De plus, selon une enquête participative sur la pauvreté (2006/07), environ 66% des ménages au Niger se considèrent comme pauvres, et 20% extrêmement pauvres.

De 1960 à 2008, le Niger a connu 4 épisodes majeurs de crises alimentaires (1974, 1985, 1991 et 2005) et des crises alimentaires à caractère régional ou local. Ces situations préoccupantes sur le plan alimentaire et nutritionnel sont imputables d'abord au faible rendement des sols consécutif à des aléas climatiques marqués par une pluviométrie incertaine dans l'espace et dans le temps. C'est du reste la situation qui prévaut dans les pays du sahel d'une manière générale, souvent en proie aux caprices de la nature.

La rareté des produits alimentaires qui en découle pour sa part, entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires exposant davantage les populations aux difficultés d'accès à la nourriture pour satisfaire leurs besoins alimentaires.

Pour s'en convaincre, en décembre 2007, l'insécurité alimentaire touchait environ 34% de la population nigérienne, dont 12% de façon sévère et 22% de façon modérée.

Tableau 3: Répartition des départements à insécurité alimentaire élevée et taux de pauvreté des régions d'appartenance

Départements	Prévalence de l'insécurité alimentaire sévère (%)	Incidence de la pauvreté de la région d'appartenance (%)
Doutchi	13%	66,9%
Ouallam	33%	71,7%
Kollo	24,7%	71,7%
Dakoro	18,7%	73,4%
Guidan roumji	16%	73,4%
Filingué	15,5%	71,7%
Magaria	13%	53,8%

Source : ENBC3, 2007 et Enquête vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, INS, 2008

- La prévalence de l'insécurité alimentaire sévère est plus forte dans les départements de Doutchi (13%), Ouallam (33%), Kollo(24,7%), Dakoro(18,7%),

Guidan Roumji (16%), Filingué (15,5%), et Magaria (13%).

- En dehors de Magaria à Zinder, tous les autres départements à plus forte insécurité alimentaire sévère, figurent parmi les régions les plus

pauvres du pays avec des incidences de pauvreté au dessus de 66%, loin de la moyenne nationale estimée à 59,5%, selon le profil de

- pauvreté de l'ENBCIII de 2008.
- Il apparaît donc que malgré les déficits chroniques, la principale contrainte en matière de sécurité alimentaire n'est pas seulement la disponibilité physique de céréales sur les marchés dans la sous région, mais plutôt la pauvreté et la faiblesse du pouvoir d'achat des populations qui limitent leur possibilité d'accéder aux produits alimentaires.
- L'analyse de la situation décrite précédemment, illustre parfaitement la relation positive entre l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire et la faim particulièrement dans le contexte du Niger ; et du fait d'un taux de pauvreté non négligeable observé sur plusieurs années et son incidence sur la sécurité alimentaire des populations (au-delà des autres déterminants), il ressort des difficultés réelles pour l'atteinte de l'OMD1 à l'horizon 2015.
- Dans un autre registre, la pauvreté monétaire au Niger, a un visage féminin¹⁶. Dans ce contexte, les hommes ont souvent un traitement privilégié par rapport à la ration alimentaire au détriment des femmes et des enfants, compte tenu du statut social hiérarchisé..
- Les quantités de la production stockées par les ménages pour leur consommation familiale ne suffisent pas pour couvrir leurs

besoins alimentaires sur toute l'année. Ainsi en 2006 environ 6 ménages agricoles sur 10 ne pouvaient couvrir leurs besoins alimentaires avec les stocks disponibles que pour une durée de 3 mois. La durée moyenne de couverture des besoins alimentaires avec les stocks disponibles varie entre 3 et 5 mois pour 19% des ménages et entre 5 et 8 mois pour 16% des ménages. Seulement 6% des ménages agricoles pourront couvrir leurs besoins alimentaires avec les stocks disponibles pour toute l'année.

- D'une manière générale, les besoins caloriques des populations vivants dans les pays développés sont le plus souvent légèrement supérieurs à ceux des pays en développement. Aussi, le besoin calorique est d'autant plus élevé que la température est basse et l'activité physique est intense. Globalement leur classification se présente comme suit : i) pays à niveau élevé de consommation énergétique 2800 à 3300 cal/jour ; ii) pays à niveau intermédiaire 2400 à 2800 cal/jour ; iii) pays à faible niveau : inférieur à 2400 cal/jour.
- Généralement, les pays en développement sont situés dans cette dernière catégorie. Toutefois, pour des besoins pratiques, il serait souhaitable d'établir des normes spécifiques pour chaque pays en tenant beaucoup plus compte de sa structure démographique propre et du niveau d'activité de sa population.
- Le Niger étant classé parmi les pays à faible revenu, les besoins de

¹⁶ Selon les profils de pauvreté de 2005 et 2008, les ménages dirigés par les femmes sont en général les plus pauvres.

base retenus se chiffrent à 2100 calories par personne et par jour selon l'étude sur les Normes de consommation (CILSS 2004). Ces besoins sont les plus faibles de la sous région.

- C'est à juste titre d'ailleurs que le besoin calorique de 2100 calories par jour et par personne a été considéré pour évaluer le seuil de pauvreté alimentaire au niveau de la population à partir des données de l'enquête QUIBB 2005 et de l'ENBC2008, qui ont ainsi révélé une incidence de la pauvreté respectives de 62,1% et de 59,5%.
- Cela signifie qu'en 2008 au Niger, un peu moins de six (6) personnes sur dix (10) sont considérées comme pauvres dans la mesure où elles se situent en dessous du seuil minimal de consommation.
- D'après la structure du bilan alimentaire, ces besoins doivent être satisfaits pour les produits végétaux (2072 calories) et animaux (128 calories). Les céréales constituent la part la plus importante (73%).

3.3. Sécurité alimentaire, revenu et croissance économique

3.3.1. Evolution du pouvoir d'achat des ménages nigériens et effets sur la demande en produits alimentaires

L'accroissement de la pauvreté est essentiellement lié à la baisse des revenus quelque soit le milieu de résidence. Aussi, les variations du niveau de vie sont le reflet du taux de croissance net de l'économie. L'évolution de la tendance générale du niveau de vie peut également être

appréciée à la lumière des agrégats macro économiques. Une corrélation positive entre l'évolution des agrégats macro économiques et micro économiques, (par exemple une diminution du revenu des ménages en milieu urbain ou rural accompagnée d'une baisse générale du produit intérieur brut par tête), confirmerait davantage l'hypothèse de détérioration du bien être des populations, comme suggérée respectivement, par les enquêtes à indicateurs multiples, les enquêtes agricoles et sur la consommation des ménages.

L'analyse de l'évolution des agrégats macro économiques entre 1992 et 2000 confirme bien la persistance de la détérioration des conditions de vie des

La faible progression du revenu par habitant au Niger, ne crée pas des conditions optimales pour un meilleur accès de la population, aux produits alimentaires.

ménages. En effet, si la période qui a suivi la dévaluation, a été caractérisée par des taux de croissance relativement élevés du produit intérieur brut, (4%), les taux de croissance qui ont suivi la période post dévaluation étaient bien plus faibles, 2,6% en 1995. Dans le même temps, le produit national brut par habitant a baissé de façon régulière entre 1992 et 1998 ; passant de 290 dollars par habitant en 1992 à 200 dollars en 1997.

Fort heureusement, à partir de l'année 2000, on observe un regain de la croissance économique au sortir de la situation d'instabilité sociopolitique ayant caractérisé le pays. Les agrégats macroéconomiques se sont améliorés par la même occasion avec un taux de croissance annuelle moyenne de 4,1% du PIB réel entre 2001 et 2007, selon les comptes

économiques de la Nation élaborés par l'INS.

Une des manifestations essentielles de la pauvreté est l'absence de revenu adéquat pour faire face aux dépenses nécessaires de survie (alimentation, eau potable, habillement, logement, santé). Les caractéristiques de la pauvreté sont aussi d'ordre social, à travers notamment, la faible capacité à satisfaire les besoins dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'accès aux infrastructures de base par les autorités.

L'indicateur de revenu PPA permet de mesurer le niveau de l'activité économique

L'évolution de l'indicateur de développement humain au Niger est surtout imputable aux dimensions éducation et santé. Les revenus enregistrent de très faibles variations.

du pays.

Au Niger, les crises socio économiques répétées de ces dernières années ont sérieusement affecté le pouvoir d'achat des populations. Sur l'ensemble du pays, on note cependant une tendance à l'amélioration du revenu PPA. Son niveau est passé de 824 dollars en 1998 à 870 dollars¹⁷ en 1999 et il se situe actuellement à 894 dollars.

Ce revenu par tête demeure toutefois faible comparé à celui d'autres pays de la sous-région. A titre illustratif, dans le Rapport Mondial sur le Développement Humain (RMDH2007/08) qui estimait le revenu PPA par tête du Niger à 781 dollars, tous

les trois pays moins bien classés que le Niger (174^e rang), ressortent avec des revenus PPA pourtant plus élevés. En effet, leurs revenus par tête, ont été estimés à 827\$, 1213\$ et 806\$, respectivement pour la Guinée-bissau (175^e rang), le Burkina Faso (176^e rang) et la Sierra Léone (177^e rang).

Le faible revenu par tête au Niger est alors un facteur explicatif du faible niveau de développement atteint par le pays en 2008. Le pays gagnerait alors à mettre en œuvre un programme efficient de promotion des emplois et des secteurs porteurs de croissance et donc générateurs de revenus au plan microéconomique.

Au niveau régional, on observe de grandes disparités. En effet, à l'image de l'IDH, la Communauté Urbaine de Niamey et la région d'Agadez viennent en tête avec respectivement 2208 et 1715 \$ comme revenus PPA. Par contre, les régions de Tillabéry et de Maradi restent toujours les régions qui enregistrent les revenus PPA les plus faibles (avec respectivement 688 et 668 dollars PPA en 2007).

Il n'est alors guère étonnant de constater que les régions où les ménages ressortent en moyenne avec le pouvoir d'achat le plus faible du pays, sont également les mal classés à l'échelle nationale, en termes d'incidence de la pauvreté alimentaire et non alimentaire mesurée à la faveur de l'Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation des ménages (ENBCIII).

En effet, la demande en biens de consommation alimentaire est fortement tributaire du niveau de revenus monétaires des ménages, d'où l'importance de cette dimension dans l'analyse de l'Indice du Développement Humain atteint par les différentes régions du pays.

Les individus vivant dans de tels ménages sont plus exposés au risque de vulnérabilité

¹⁷ Dans le RMDH2007/08, le revenu par tête PPA du Niger, a été estimé à 781 dollars.

à l'insécurité alimentaire dans la mesure où, au-delà de la dimension disponibilité, les autres dimensions que sont l'accès et l'utilisation sont difficilement observables,

en raison par ailleurs des capacités limitées à faire face à une hausse brutale des prix des denrées alimentaires de base comme les céréales.

Tableau 4: Revenus PPA par sexe et par région en dollars US

Région par sexe		Revenu moyen par tête US \$PPA en 2007/08
Agadez	Masculin	1755
	Féminin	1679
	Ensemble	1715
Diffa	Masculin	1253
	Féminin	1208
	Ensemble	1232
Dosso	Masculin	736
	Féminin	752
	Ensemble	744
Maradi	Masculin	671
	Féminin	666
	Ensemble	668
Tahoua	Masculin	839
	Féminin	838
	Ensemble	838
Tillabery	Masculin	687
	Féminin	689
	Ensemble	688
Zinder	Masculin	888
	Féminin	876
	Ensemble	882
Niamey	Masculin	2286
	Féminin	2134
	Ensemble	2208
NIGER	Masculin	902
	Féminin	887
	Ensemble	894

Source : Estimations à partir des données de l'ENBC2007/08 et de la Comptabilité Nationale, INS

Encadré 3: Les systèmes financiers décentralisés

Pour faire face à tous les risques liés à la baisse des revenus, le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires au développement, a instauré des systèmes financiers décentralisés (SFD) afin de lutter efficacement contre la pauvreté monétaire des populations.

Les services financiers produisent, par le canal du crédit, un effet de levier sur l'activité économique. Plus généralement, les services financiers, qu'ils soient « modernes » ou traditionnels, tels que l'épargne ou l'assurance mais aussi le crédit, constituent des outils de gestion, de réduction et de partage des risques. Ils contribuent au maintien et au renforcement des liens sociaux. Face à un événement imprévisible il est possible de mobiliser une épargne ou de contracter un emprunt.

Il est aujourd'hui universellement reconnu que ces logiques sont valides non seulement pour ce qui concerne l'activité économique des entreprises mais également pour l'économie des familles même les plus pauvres tant pour leurs activités économiques et productives que pour leurs besoins sociaux (santé, éducation, réseaux de solidarité et de réciprocité, etc.).

Au Niger le secteur connaît une évolution de ce type. Les banques de développement et les institutions financières d'Etat créées dans les années 1960 n'ont réussi, ni à fournir des services accessibles et adaptés aux populations rurales les plus pauvres, ni à assurer leur propre viabilité. Aussi bien la CNCA (Caisse Nationale de Crédit Agricole) que la BDRN (Banque de Développement de la République du Niger) et la CNE (Caisse Nationale d'Epargne) ont du être mises en faillite à la fin des années 1980.

Les banques privées ne se sont pas engagées dans le financement du monde rural ou la fourniture de services financiers accessibles et adaptés aux populations les plus pauvres, considérant ces activités comme trop risquées et surtout engendrant des coûts de gestion et d'administration (coûts dits de transaction) trop importants. La seule offre de services financiers visant le monde rural et les plus pauvres (hormis les circuits traditionnels informels), a été alors le fait de projets de développement dotés d'un volet crédit dont la durée de vie dans la quasi-totalité des cas, ne dépassait pas celle limitée du projet. Ils ne visaient pas la constitution de mécanismes de financement pérennes. Le crédit n'était souvent conçu que comme un instrument destiné à donner aux populations cibles des projets, les moyens de contribuer à la réalisation des véritables objectifs des projets.

La situation de déficience de revenus monétaires, est tributaire de plusieurs facteurs qui contribuent à confiner les populations dans le spectre de la pauvreté. Lesdits facteurs communément appelés déterminants de la pauvreté ont été analysés à l'issue de l'élaboration du profil de pauvreté national de 2007/08 par l'INS. Les déterminants sont entre autres :

- La taille du ménage ;
- Le sexe du chef de ménage ;
- Le niveau d'instruction du chef de ménage ;
- La catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage ;
- Le milieu de résidence du ménage ;
- L'insuffisance de soutien pour promouvoir les activités génératrices de revenus ;
- Les contraintes liées à l'environnement comme

l'insuffisance de terre, d'eau et d'aires de pâturage liée à la croissance démographique exponentielle ;

- L'absence de débouchés pour développer les circuits commerciaux.

3.3.2. Evolution en 2008 des prix des denrées alimentaires et effets sur la demande en produits alimentaires

Selon le rapport de la Banque Mondiale 2008, sur la hausse des prix des produits alimentaires, les prix mondiaux des denrées alimentaires ont globalement connu une hausse vertigineuse de 83% entre 2005 et 2008. Le même rapport indique que le prix mondial du blé a quasiment triplé avec une variation de +181% et le riz enregistré par la même occasion une hausse de 50%.

Le Niger ne se démarque pas de cette situation inflationniste mondiale dans la mesure où de février 2005 à février 2008, le prix du kilogramme de farine de blé a augmenté de 36%, celui du sac de riz de 50kg de 19% et celui du sac de maïs de 100kg de 16%.

Par ailleurs, de janvier 2007 à mars 2008, selon l'Institut National de la Statistique du Niger, les prix du riz, du mil et du maïs ont respectivement augmenté de 19%, 18% et 42%. Ceux de la farine de blé, de l'huile végétale importée et de l'huile d'arachide locale ont connu des hausses respectives de 36%, 31% et 28%. Les prix du lait en poudre ont enregistré une hausse de 49% dans le même contexte.

Ces variations brutales des prix enregistrés récemment, sont de nature à réduire significativement les niveaux d'accès et d'utilisation des produits alimentaires quelque soit le milieu considéré, puisque le revenu des ménages ne permet pas d'y

remédier. Les niveaux de salaires de l'administration publique et privée, les niveaux de revenus dans le secteur informel et surtout les revenus agricoles ont évolué globalement de façon timide la dernière décennie (cf. revenus PPA depuis 1996, tableau4), ce qui ne permet pas aux ménages de surmonter aisément les effets pervers de la hausse généralisée des prix des produits alimentaires observée entre 2007 et 2008. L'impact négatif d'une telle situation est la contraction de la demande en produits alimentaires augmentant les risques de sous-nutrition dans les familles, surtout chez les plus vulnérables ou fragiles que sont la femme, l'enfant et les personnes âgées.

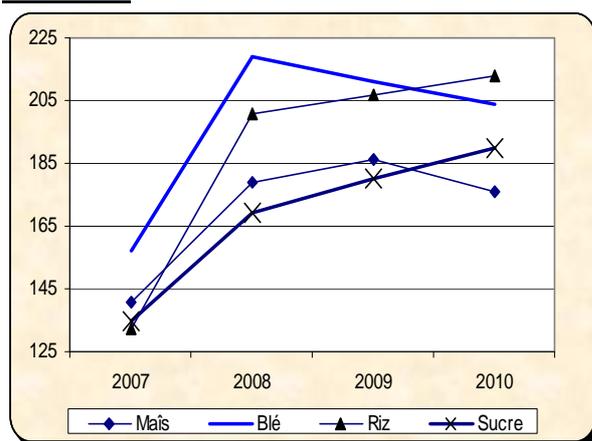
Au titre des facteurs conjoncturel et structurel expliquant la hausse récente des prix des produits alimentaires, il faut noter :

- l'augmentation des prix de l'énergie et de l'engrais,
- l'affaiblissement du dollar et la faiblesse des stocks mondiaux de céréales,
- la maîtrise des prix intérieurs de céréales dans certains pays grands producteurs tels l'Inde ou la Russie,
- la demande accrue d'aliments consécutive à la hausse du pouvoir d'achat dans les pays émergents comme l'Inde, la Chine et le Brésil,
- l'écart entre l'offre nationale et la demande, traduit par une croissance de la production agricole de 2,5% contre une croissance démographique de 3,3%,
- au niveau des facteurs conjoncturels, on observe les sécheresses dévastatrices dans la plupart des pays producteurs de blé comme l'Australie ou le Kazakhstan,

- et la baisse de la production du riz et du maïs dans la sous-région ouest-africaine.

A cet égard, les perspectives d'évolution des prix sur le marché international ne sont pas encourageantes.

Graphique 13: Evolution récente 2007-2008 du prix au kg des céréales et projections 2009-2010



Source : Note de conjoncture, 1^{er} trimestre 2008, INS Niger

La plupart des analystes estiment que les prix des cultures vivrières resteront à des niveaux élevés en 2008 et 2009, avant d'amorcer un recul éventuel (FAO, OCDE, USAID). Au vu de cette situation, la Banque Mondiale et le FMI ont eu à interpellé les gouvernements du monde entier pour apporter des réponses adéquates de manière à garantir la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Encadré 4: Réponses apportées par le Niger sur la hausse des prix des produits alimentaires et l'amélioration des revenus des producteurs agricoles

Le Gouvernement du Niger a décidé en avril 2008, de lever pour une période de trois (3) mois, tous les droits et taxes, notamment douaniers, sur le riz, seule céréale imposée à l'importation au Niger. Cette mesure fiscale sur le riz importé est une mesure conjoncturelle de l'Etat d'un coût estimé à 5 milliards de FCFA. Le gouvernement a également négocié avec les importateurs et les commerçants, les prix plafonds du riz à appliquer aux consommateurs. Les mesures structurelles restent cependant les plus appropriées en raison de leur durabilité. Il est alors nécessaire de valoriser les réserves de gains de productivité existants. Il s'agit en l'occurrence, des terres à cultiver, des cultures à améliorer, des espèces à promouvoir et vulgariser, des moyens de prévention des pertes et des intempéries. Ces dispositions utiles à envisager passeront à travers la promotion des cultures irriguées, et la vulgarisation à grande échelle, des bonnes pratiques en matière de techniques agricoles.

Sur un autre plan, dans la perspective d'améliorer les revenus des ménages exploitants agricoles de niébé, le Gouvernement a mis en place un mécanisme d'achat direct auprès de ces producteurs, en injectant plus de 11 milliards de FCFA dans l'économie agricole. Cette mesure est de nature à permettre aux producteurs d'éviter de subir comme dans les années antérieures, la spéculation de commerçants grossistes leur proposant des tarifs non compétitifs. En agissant de la sorte, l'Etat a contribué significativement à accroître le revenu des ménages exploitants agricoles en milieu rural, ce qui leur aura permis sur la période de dégager un minimum de ressources dans l'amélioration de leurs conditions de vie.

Tableau 5: Evolution de la structure du PIB de 1997 à 2007

Années	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Moy 97_07
Secteur primaire (En millions de FCFA)	270 040	369 748	378 109	343 401	390 001	416 217	479 004	437 310	487 933	525 285	534 199	421 023
Agriculture	23,7%	27,3%	27,6%	24,0%	26,7%	27,6%	25,8%	21,9%	24,6%	26,3%	25,6%	25,6%
Elevage	11,1%	10,3%	10,4%	10,9%	10,3%	10,0%	13,6%	14,0%	13,2%	13,0%	13,1%	11,8%
Agriculture et Elevage	34,8%	37,6%	38,1%	34,9%	37,1%	37,6%	39,4%	36,0%	37,8%	39,3%	38,7%	37,4%
Exploitation forestière	4,0%	3,2%	3,2%	2,9%	2,8%	2,8%	2,6%	2,8%	2,7%	2,6%	2,6%	2,9%
Pêche				0,7%	0,9%	0,9%	2,0%	1,9%	1,7%	1,3%	1,2%	1,3%
Contribution PIB primaire à la croissance	-5,5%	12,2%	0,4%	-1,0%	3,0%	2,2%	3,4%	-0,3%	3,1%	2,2%	1,3%	1,9%
accroissement du PIB primaire	-0,2%	36,9%	2,3%	-9,2%	13,6%	6,7%	15,1%	-8,7%	11,6%	7,7%	1,7%	5,4%
accroissement du PIB réel	-14,1%	29,9%	1,0%	-2,6%	7,4%	5,3%	7,7%	-0,8%	7,4%	5,1%	3,2%	4,0%

Source : annuaire séries longues, INS 1990-2007 et annuaire 2008

Nonobstant les conditions climatiques ou environnementales défavorables au Niger, l'agriculture et l'élevage constituent le pilier de la croissance économique. C'est la raison pour laquelle, on estime à juste titre d'ailleurs que le Niger a une économie à

forte vocation agricole. Pour s'en convaincre davantage, la série brute sur le PIB global est marquée par la même évolution erratique entre 1997 et 2007, que celle relative au PIB du secteur primaire.

Encadré 5: Activités génératrices de revenus des régions du Niger: Tahoua, Tillabéry, Dosso

Dans la région de Tahoua, les principales activités génératrices de revenu sont essentiellement l'agriculture et l'élevage ainsi que leurs produits dérivés. S'agissant des produits agricoles commercialisés, l'oignon occupe une place prépondérante surtout dans la localité de Galmi. Cette culture de rente peut constituer une véritable niche de croissance des revenus des populations qui s'y adonnent. L'oignon est en effet un produit de consommation très apprécié au Niger et dans les pays voisins. A Tahoua, on pratique également l'artisanat et l'exploitation de produits naturels comme le gypse. De l'avis des participants aux entretiens de groupe du RNDH2009, les revenus de ces activités permettent aux populations, de faire plus ou moins face à leurs besoins alimentaires aussi bien dans les villes que dans les villages. Néanmoins, les transferts des parents partis en exode vers les destinations côtières, occupent une place de choix dans l'amélioration des conditions de vie des populations, surtout à la suite de mauvaises campagnes pluviométriques.

Dans la région de Dosso, les activités génératrices de revenu des populations sont orientées vers l'agriculture et l'élevage même si le petit commerce, les activités artisanales, et la commercialisation du poisson ne sont pas à négliger. Dosso est également reconnu pour la transformation des produits alimentaires, en l'occurrence la production de la pâte d'arachide fortement prisée par les ménages nigériens. Ces activités permettent aux habitants des villes de subvenir à leurs besoins alimentaires tandis que dans les villages cela n'est pas le cas en général. Des transferts des parents, des amis et des connaissances permettent de mobiliser du cash pour l'achat des biens et services de consommation courante. En particulier, la localité de Loga est beaucoup portée vers l'exode rural des jeunes à destination de la capitale ou des pays voisins.

Pour la région de Tillabéri, les revenus tirés des principales activités pratiquées par la population (essentiellement l'agriculture, l'élevage et la pêche) permettent à la majorité des habitants des villes de répondre à leurs besoins alimentaires. Dans les villages par contre, les activités lucratives ne sont pas très développées. C'est la raison pour laquelle, les populations fondent beaucoup d'espoirs, avec les transferts reçus des parents en exode à Niamey ou dans les pays côtiers. On note également que plusieurs ONG et projets de développement de la région, accompagnent les populations dans la réalisation des activités génératrices de revenus comme l'embouche bovine ou la commercialisation des produits agricoles.

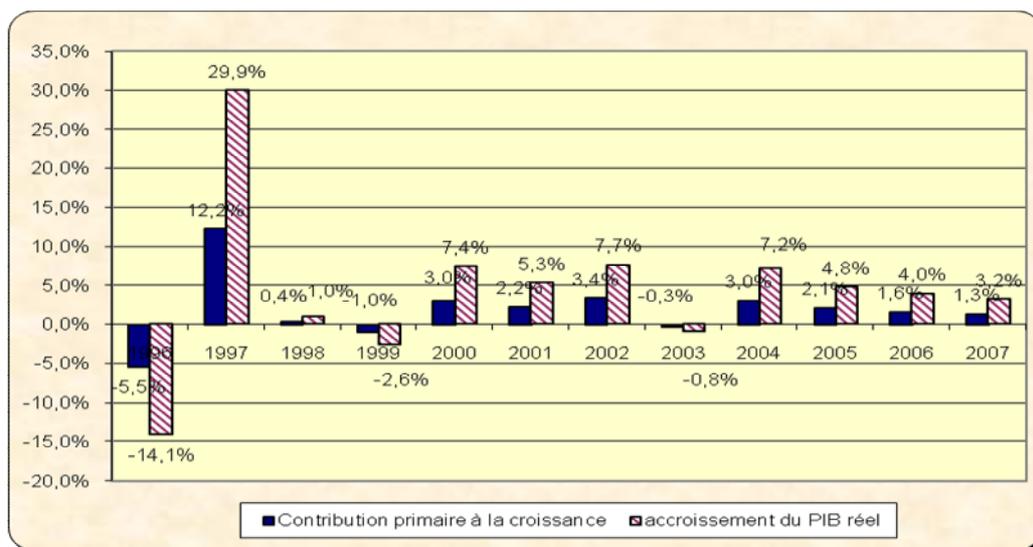
Dans un autre registre, sur un taux de croît moyen de 4% entre 1997 et 2007, le secteur primaire produit un effet moyen de 1,9%. Par ailleurs ce secteur a une forte contribution de 78% en moyenne, dans la formation du PIB global.

Aussi, les années caractérisées par une mauvaise pluviométrie se sont soldées par une contraction du PIB global, du fait d'une baisse de la valeur ajoutée du secteur primaire consécutive à un ralentissement de la production agricole et de l'élevage. A contrario, les années de forte augmentation de la pluviométrie se traduisent par un accroissement appréciable du PIB global.

Le graphique ci-après, illustre parfaitement la relation forte entre le PIB global et le PIB primaire, tout comme le coefficient de corrélation entre les deux séries, estimé à 0,82 traduisant dans une certaine mesure, un impact réel des activités agricoles et de l'élevage sur la croissance économique au Niger.

Il ressort des analyses précédentes que la sécurité alimentaire au Niger passe dans une certaine mesure par un accroissement autoentretenu du PIB global, pour lequel un des moteurs demeure l'agriculture et l'élevage depuis plusieurs décennies.

Graphique 14 : Evolution comparée du PIB global et du PIB primaire



Source : A partir des comptes nationaux, INS

Cependant, le pays profiterait mieux des fruits de la croissance économique, en s'organisant pour développer la production en période sèche. A cet effet, les missions sur la collecte des données effectuées pour

l'élaboration du présent document, ont permis de cerner les opportunités de création de richesses des différentes régions du pays (voir Encadrés 5 et 6).

Encadré 6: Activités génératrices de revenus des régions du Niger: Zinder, Diffa, Maradi

Dans la région de Zinder, les principales activités pratiquées par la population sont : l'agriculture, l'élevage et le commerce. Le fait le plus marquant est le dynamisme des femmes qui se livrent à une multitude d'activités génératrices de revenus : la vente des pagnes, de la kola, l'extraction et la vente de l'huile d'arachide, la pratique de l'embouche bovine etc... Dans certains villages comme ceux de Tanout, on observe souvent une insuffisance alimentaire qui entraîne des migrations saisonnières vers le Nigéria ou la Lybie. Le réseau des transferts des exodants est assez développé, et permet à beaucoup de femmes de gérer la période dite de soudure. On note également que certaines activités génératrices de revenus développées au niveau de la région, constituent une menace pour l'environnement, à l'image de la vente de bois réalisée par les hommes et les femmes à la fois.

S'agissant de **la région de Diffa**, l'analyse de la dimension revenu a permis de dégager quelques facteurs pouvant expliquer la meilleure situation des individus relativement aux habitants des autres régions du pays. Dans un contexte où la région fait partie des moins pauvres du pays, les entretiens de groupe ont permis de constater notamment une forte capitalisation des cours d'eau que sont la komadougou et le Lac Tchad. En effet, à travers ces cours d'eau, les habitants de la région enregistrent une forte production de poisson, de poivron et d'autres cultures de rente. Ce qui permet aux ménages d'assurer une bonne commercialisation des produits agro-sylvo-pastoraux, même en dehors des saisons pluvieuses pour générer des revenus conséquents. Le petit commerce y est également beaucoup développé dans la région.

Maradi est la région du Niger où les activités génératrices de revenu sont nombreuses et très diversifiées. Cela dénote du dynamisme qui caractérise les habitants de la région considérée comme la capitale économique du pays. Au niveau du monde rural, on peut citer comme principales activités la production agricole, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, l'élevage et l'embouche, la vente du bois, la main d'œuvre agricole, etc.

Dans le milieu urbain, les activités économiques tournent autour de l'industrie et du commerce. En effet, on y trouve des industries alimentaires (huilerie, laiterie, etc.), des boulangeries modernes et traditionnelles, et même des industries chimiques. Sur le plan commercial, Maradi profite de sa proximité avec le Nigeria pour servir de grand centre de transit. La menuiserie (métallique et en bois) et l'artisanat y sont très développés. Bien qu'elle soit illégale, la vente du carburant frauduleux a tellement pris d'ampleur qu'on ne peut l'ignorer dans les activités génératrices de revenu. Globalement, le revenu peut permettre de sécuriser les populations sur le plan alimentaire. Mais le poids démographique et certaines coutumes (cérémonies) ne peuvent pas garantir une bonne gestion de ces revenus et donc mettre les ménages à l'abri de l'insécurité alimentaire.

3.4. Nutrition, santé et sécurité alimentaire

Au Niger, à l'instar de la plupart des pays sahéliens, la sécurité alimentaire conditionne l'état nutritionnel et sanitaire des populations. C'est ainsi que la récente crise alimentaire de 2005, aura affecté négativement l'état nutritionnel et sanitaire des populations, particulièrement celui des enfants et des femmes des zones les plus touchées. C'est dire que toute période de déficit céréalier prononcé, s'accompagne au Niger d'une insécurité alimentaire entraînant des problèmes de malnutrition.

Ceci s'explique, en grande partie, par le fait que la production agricole constitue pour l'écrasante majorité des populations nigériennes, la principale source de revenu. L'on comprend alors aisément pourquoi, une baisse drastique de la production agricole dans une communauté, engendre une situation d'insécurité alimentaire, de malnutrition et de détérioration des conditions de vie des populations.

D'une manière générale, au titre des problèmes de santé publique liés à l'alimentation, on peut citer : la sous-alimentation chronique en énergie, les faibles poids de naissance, la mauvaise nutrition des enfants, les carences en micronutriments, l'obésité, et le diabète.

L'importance de la nutrition en tant que déterminant majeur de la santé humaine n'est plus à démontrer dans la mesure où un régime alimentaire déficient et inadapté constitue un des principaux facteurs à l'origine de nombreuses pathologies comme les maladies cardio-vasculaires.

Un régime de qualité est souvent défini à travers des apports nutritionnels et énergétiques conséquents pour l'organisme humain. D'où la nécessité pour l'homme de disposer d'une alimentation variée, pour garantir le bon fonctionnement de son

organisme. Cependant, avec l'émergence des maladies chroniques liées à l'alimentation telles que le diabète et les maladies cardio-vasculaires, les concepts de carences en nutriments et de surnutrition, sont intégrés dans la définition. La qualité du régime alimentaire comprend ainsi les concepts de diversité alimentaire qui consiste en la consommation d'aliments variés afin de couvrir les besoins nutritionnels.

Une disponibilité alimentaire (sécurité alimentaire) suffisante aux niveaux de la nation, des régions et des ménages, réalisée grâce aux marchés ou par un autre biais, constitue la pierre angulaire du bien-être nutritionnel. Cependant, le seul fait de disposer d'une nourriture adéquate et suffisante ne suffit pas à garantir une consommation appropriée par chaque membre, ni l'utilisation biologique appropriée des aliments consommés. La sécurité alimentaire d'un ménage se traduit par un bon état de nutrition si ses membres jouissent de la sécurité nutritionnelle, qui implique à la fois :

- l'accès à une nourriture nutritionnellement adéquate, suffisante et saine ;
- le savoir et les aptitudes nécessaires à l'acquisition, à la préparation et à la consommation d'une alimentation correcte sur le plan nutritionnel, notamment en ce qui concerne les besoins spéciaux des jeunes enfants;
- l'accès aux services de santé et un environnement salubre qui garantiront l'utilisation biologique effective des aliments consommés.

Le bien-être nutritionnel est conditionné par un ensemble de facteurs liés entre eux qui, outre la sécurité alimentaire,

comprennent la santé, l'assainissement, l'approvisionnement en eau, l'éducation parentale ainsi que la disponibilité de temps au sein du ménage, pour la préparation des aliments et la prise en charge des personnes les plus vulnérables.

La sécurité nutritionnelle, à son tour, est influencée par de nombreux facteurs qui peuvent conduire à une insuffisance ou un excès d'apport de nutriments, ou qui peuvent compromettre leur utilisation biologique.

La production végétale, l'élevage, la pêche et les activités forestières sont des sources directes d'aliments et en même temps des sources de revenus permettant l'achat de vivres. Le renforcement de la qualité et de la salubrité des denrées, grâce à un meilleur contrôle de la qualité à tous les stades de la production, de la transformation et de la manutention des aliments, peut influencer le bien-être nutritionnel.

Quant à la nutrition infantile, la pratique de l'allaitement maternel et l'hygiène rigoureuse dans le maniement des aliments et la préparation des repas revêtent une importance extrême dans la prévention des maladies de l'enfant et la protection de sa croissance.

Diverses infections, telles que de nombreuses maladies diarrhéiques et respiratoires, la rougeole, le paludisme, les parasitoses intestinales et la contamination par le virus de l'immunodéficience humaine acquise VIH/sida ont un effet majeur sur l'état nutritionnel. L'interaction des infections et d'une insuffisance de consommation alimentaire responsable du retard de croissance de l'enfant conduit au déclenchement du cercle vicieux de la malnutrition et de l'infection.

L'accès aux services de santé revêt une importance vitale, surtout dans les zones rurales, où la prévention, le prompt

traitement et la gestion correcte des maladies infectieuses peuvent contribuer de façon sensible à améliorer le niveau de nutrition. Les programmes de vaccination, les services de soins infantiles et prénataux, la réhydratation orale, la promotion de l'allaitement maternel et du sevrage bien conduit, l'alimentation des enfants malades et l'éducation nutritionnelle sont autant de facteurs importants de la réduction des risques de malnutrition.

Il importe de remarquer que la malnutrition peut frapper même les ménages qui ont accès à une nourriture suffisante et nutritionnellement adéquate ainsi qu'aux services de santé et d'assainissement. Le revenu, l'approvisionnement alimentaire et les services sanitaires sont indispensables, mais ces facteurs n'entraînent une amélioration de la nutrition que si les ménages eux-mêmes sont capables d'en tirer profit.

A noter que l'état de santé des travailleurs est également susceptible d'influencer leur productivité.

Des recherches récentes¹⁸ révèlent des liens entre sous-alimentation et suralimentation. En effet, il y a une coexistence au sein de la même famille d'une malnutrition de type carenciel (retard de croissance; insuffisance pondérale) chez un jeune enfant et d'un surpoids chez un adulte, parfois la mère de cet enfant.

Par ailleurs, des liens qui peuvent exister chez une même personne entre des carences énergétiques ou nutritionnelles pendant sa vie fœtale ou sa petite enfance et une plus grande susceptibilité aux maladies chroniques à l'âge adulte, lorsque les conditions d'alimentation changent.

¹⁸ Selon un rapport de la FAO, 2006, « combattre la faim et l'obésité » traitant des modifications brutales des habitudes alimentaires si le revenu s'améliore.

Les relations entre bien-être nutritionnel, développement durable et systèmes alimentaires reposent sur 3 fondements :

- le niveau de nutrition des sociétés est un déterminant du développement durable ;
- les causes modifiables des malnutritions de toute nature (qu'il s'agisse de malnutrition par sous-alimentation ou par suralimentation) sont liées à l'environnement au sens large (naturel, physique, social) ;
- la qualité des régimes alimentaires, qui dépend de la nature des systèmes alimentaires à tous les niveaux, est un déterminant fondamental du bien-être nutritionnel et de la santé humaine, par ses effets à court comme à long terme.

3.4.1. Habitude et consommation alimentaire au Niger

Le mil et le sorgho, en plus de figurer parmi les principales cultures céréalières, font également l'objet d'une consommation appréciable de la part des ménages au Niger. En effet, le mil représente en 2007, plus de 70% des quantités totales de céréales consommées. Il représente 59% des quantités de céréales consommées en milieu urbain et 82% en milieu rural ; ce qui lui vaut d'occuper la première place, juste devant le sorgho, autre céréale fortement ancrée dans les habitudes alimentaires du Nigérien. On note cependant de plus en plus une forte consommation du niébé dans les habitudes alimentaires des Nigériens.

La majorité des familles rurales (85%) ne consomment que deux, voire un repas par jour, alors que 70% des familles urbaines en consomment trois. Le niveau moyen de consommation des céréales est très élevé (72% des apports).

Selon les enquêtes Budget-Consommation, en milieu rural les rations comportent en moyenne 793 g/jour/personne alors qu'en milieu urbain, la moyenne est de 638 g/jour/personne. Cette consommation est toutefois plus faible à Niamey (497g) et à Agadez (483g) comparativement aux autres villes et régions (710 à 881 g/jour/personne). Les légumineuses constituent le second groupe d'aliments, contribuant pour 11% aux apports énergétiques.

La consommation des aliments d'origine animale, des fruits et des légumes est quasi marginale, n'excédant pas les 2 à 4%. Typiquement, la ration alimentaire surtout en zone rurale est pauvre et monotone.

En milieu urbain, l'amélioration du revenu se traduit par une occidentalisation du modèle de consommation : à midi, un plat de riz est complété par une sauce de légumes et de viande ou poisson.

Les apports caloriques provenant des protéines, des lipides et des glucides comparés aux normes recommandées montrent que dans l'ensemble, le régime alimentaire du nigérien est hyper glucidique, mais reste dans les limites de l'équilibre en milieu urbain et dans les régions d'Agadez et de Maradi, faible en lipides en milieu rural (15% en moyenne), équilibré en protéines mais dont la part provenant des produits animaux reste très faible.

Les modèles de consommation alimentaire au Niger n'ont pas évolué. Néanmoins, on peut relever une légère diminution des capitations céréalières au profit des légumineuses sèches.

Sur le plan qualitatif, on a pu remarquer depuis les années 1990 que le rapport entre protéines végétales et protéines animales est passé d'environ 10.5 à 6.2 sur la même période. Il en est de même pour la

disponibilité en énergie d'origine lipidique qui est passée de 7.87 à 13.89 % entre 1989 et 1999.

Sur le plan culturel, les femmes contribuent à la production céréalière depuis le semis jusqu'à la récolte. Mais force est de constater que dans la plupart des régions du Niger il appartient à l'homme le pouvoir de décision quant à l'utilisation de la récolte.

Cela reflète les effets socioculturels réduisant l'accès à un groupe d'individus à l'alimentation surtout si l'on sait que dans certaines régions du Niger, les hommes sont beaucoup portés vers l'exode rural, délaissant ainsi femmes et en enfants en proie à l'insécurité alimentaire.

3.4.2. Sous nutrition chez la femme et l'enfant

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la sous nutrition chez les enfants se rapporte au poids pour âge (reflet de l'état nutritionnel global), à la taille pour âge qui mesure le retard de la croissance et au poids pour taille qui mesure la maigreur ou l'émaciation.

Au niveau des femmes (15-49 ans), l'état nutritionnel est l'un des facteurs explicatifs de la mortalité maternelle mais également du bon déroulement des grossesses ainsi que de leur issue. Il a aussi un impact sur la morbidité et la mortalité des jeunes enfants.

L'indicateur qui permet de mettre en évidence le manque ou l'excès de poids est l'indice de masse corporelle (IMC). Au Niger, c'est surtout parmi les femmes les plus jeunes (15-19 ans) que le niveau de la déficience énergétique chronique est le plus élevé (34%). Cette proportion baisse régulièrement avec l'âge et atteint 15% parmi les femmes de 45 ans et plus.

Des écarts sont constatés au niveau de la prévalence de la déficience énergétique chronique entre le milieu rural et le milieu urbain (21% contre 13%). Le niveau de déficience énergétique varie d'un minimum de 12% dans la région de Niamey à un maximum de 31% dans la région de Diffa et 30% dans la région de Zinder.

Le mauvais état alimentaire et nutritionnel de la femme l'expose aux risques de morbidité et de mortalité, surtout en ce qui concerne la femme enceinte ou allaitante. Cela entraîne par voie de conséquence, une détérioration de l'état de santé de l'enfant qui ne pourra pas bénéficier d'une croissance physique et mentale appropriée. L'on comprend aisément alors le lien entre l'alimentation, la nutrition et l'état de santé de l'enfant et de la mère.

L'analyse des indicateurs sanitaires de l'EDSN-MICS 2006, indiquait que la situation était la plus préoccupante pour la région de Maradi. C'est en effet au niveau de cette région que les indicateurs de mortalité infantile, de dénutrition et de sécurité alimentaire sont les plus alarmants au cours de cette période. C'est d'ailleurs tout comme si ce sont ces facteurs qui justifient que cette région est la plus pauvre du pays selon l'ENBC2007/08.

De manière beaucoup plus précise, dans six des huit régions administratives, la prévalence de la malnutrition chronique est supérieure à 40% (EDSN 1992, 98 et 2006) et dépasse 59% dans deux régions sur huit (Maradi et Zinder). Au plan national, un enfant de 6 à 59 mois sur deux souffre de malnutrition chronique.

La prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 6 à 35 mois (55%) est beaucoup plus élevée que la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de 36 à 59 mois (44%), bien que ces taux

soient à des niveaux inacceptables dans les deux tranches d'âge.

Tableau 6: Evolution de la prévalence de la sous-nutrition globale

Régions	oct-05	oct-06	juin-07	oct-07	juin-08
Agadez*	35,3	41,2	42,7	35,4	29,4
Diffa	41,2	46,4	41,4	41,8	42,6
Dosso	48,3	47,8	37,7	32,1	34,5
Maradi	60,1	57	56	41,4	47,7
Tahoua	46,6	37,2	36,7	31,6	38,8
Tillabéry	44	32,7	37,7	25,1	28,3
Zinder**	59,1	52,4	51,2	53,5	47,2
CUN	18,1	18	18,3	16,7	24,2
NIGER	50,1	43,8	43,5	36,5	39,3

* les données de cette région sont représentatives des zones urbaines seulement

** les données de cette région ne tiennent pas compte du département de Tanout

(Source : Nutrition et survie chez l'enfant 2008)

Entre 2005 et 2008, on observe une baisse du retard de croissance sur le plan national. En effet, le niveau de l'indicateur passe de 50,1% en 2005, à 39,3% en 2008.

Toutes les régions ont connu une baisse notable depuis 2005, sauf la région de Diffa (41,2% en 2005 et 42,6% en 2008) et la CUN (18,1% en 2005 et 24,2% en 2008).

Cependant, les deux régions les plus touchées par la sous-nutrition chronique en 2008, sont celles de Maradi et de Zinder.

Le dispositif de prise en charge de la sous nutrition déployée depuis la crise alimentaire de 2005 a permis de contenir la prévalence de la sous nutrition a un niveau inférieur au seuil d'urgence. On note toutefois que malgré les avancées enregistrées, depuis la crise alimentaire de 2005, les niveaux de malnutrition des enfants de 6 à 59 mois au Niger, sont parmi les plus élevés du monde. Les problèmes nutritionnels et alimentaires apparaissent dans une situation d'insécurité alimentaire. Les effets de saisonnalité de la malnutrition sont particulièrement prononcés au Niger où l'insécurité alimentaire est devenue la principale cause de sous-nutrition des enfants.

En 2006, plus de quatre enfants sur dix (44%) souffrent d'insuffisance pondérale : 29% sous la forme modérée et 15% sous la forme sévère. Bien qu'en légère diminution par rapport à 1998, ce taux reste encore élevé. Les enfants de 12 à 23 mois (59%), ceux du milieu rural (47%) et ceux de Maradi et Zinder respectivement 54% et 53% présentent plus fréquemment que les autres une insuffisance pondérale.

Selon l'EDSN-MICS III 2006, le taux de malnutrition chronique au Niger est de 50%. Ce seuil se situe largement au-dessus des seuils d'urgence internationalement admis. La mobilisation de la communauté internationale et du gouvernement a permis une grande prise en charge des enfants surtout dans les régions les plus affectées.

3.4.3. Faible Poids à la naissance

Le poids à la naissance est un indicateur de santé de l'enfant et indirectement de l'état de santé de la mère.

En 2006, parmi les enfants dont on connaît le poids à la naissance, 80% pesaient au moins 2,5 kg ; par contre, environ un enfant sur cinq pesait moins de 2,5 kg (21%). C'est dans la région de Tahoua que

cette proportion d'enfants de faible poids est la plus élevée (43%). On note que parmi ceux du milieu rural, cette proportion est beaucoup plus élevée qu'en milieu urbain (32% contre 12%). De même, l'âge de la mère à la naissance influe sur le poids de l'enfant puisque parmi ceux dont la mère avait moins de 20 ans à la naissance, 27% étaient de faible poids contre (20%) quand celle-ci avait entre 20 et 34 ans.

Il existe des disparités importantes selon le niveau d'instruction de la mère : les enfants dont la mère n'a aucune instruction sont proportionnellement deux fois plus nombreux à présenter un faible poids à la naissance que ceux dont la mère a un niveau au moins secondaire (24% contre 12%).

Une analyse des données des enquêtes MICS 2000, de CDC 2005, de l'EDSN-MICS3 2006 et des enquêtes nutrition et vulnérabilité, nous indique que les prévalences de la malnutrition globale chronique n'ont pas évolué significativement depuis 2000, nonobstant quelques changements positifs opérés sur le plan institutionnel, et de prise en charge du volet nutrition par le MSP, avec l'appui des partenaires au développement.

3.4.4. Déficiences en micronutriments

Les carences en vitamines et en minéraux peuvent être à l'origine de certaines maladies. Ainsi la carence en Vit A peut entraîner la cécité crépusculaire, celle de l'iode entraîne le goitre et le crétinisme et un apport insuffisant en fer est à l'origine de l'anémie.

Concernant le sel iodé, selon l'EDSN-MICS III, 78% des ménages disposaient de sel iodé dont 46% de sel adéquatement iodé (15 ppm et +) et 32% dont la teneur du sel en iode n'était pas adéquate (moins de 15 ppm). À l'opposé, 22% des ménages

ne disposaient que de sel non iodé. En 1998, 64% des ménages consommeraient du sel iodé, ce qui traduit un taux inférieur à celui de 2006.

Par rapport à la supplémentation en vitamine chez l'enfant, on constate que plus de deux enfants de moins de cinq ans sur trois (70%) ont reçu des compléments de vitamine A.

Les proportions d'enfants qui ont reçu des suppléments de vitamine A varient surtout selon le milieu et la région de résidence, le niveau d'instruction de la mère et le niveau de bien-être du ménage dans lequel vit l'enfant. Les enfants du milieu urbain sont proportionnellement plus nombreux à en avoir reçu (78%) que ceux du milieu rural (68%).

L'anémie est habituellement la conséquence d'une déficience alimentaire en fer, en vitamine B12 ou en d'autres nutriments.

Au Niger plus de huit enfants de 6-59 mois sur dix (84%) sont atteints d'anémie : 21% sous une forme légère, 56% sous une forme modérée et 7% sont atteints d'anémie sévère. La disparité selon le sexe n'existe pas, mais les écarts sont importants selon les milieux de résidence (78% en milieu urbain contre 85% en milieu rural et entre régions (75% à Diffa, 78% à Tillabéry et plus de 80% dans les autres régions).

La supplémentation en Vitamine A et fer chez les femmes est la suivante : 22% des mères avaient effectivement reçu de la vitamine A après l'accouchement (EDSN-MICS III 2006). Au niveau régional, c'est dans la région de Tillabéry (12%) que cette proportion est la plus faible, suivie de celles de Maradi et de Zinder (19% dans les deux cas).

En ce qui concerne le goitre, le taux de prévalence, en 2006 a été de 2,2% au niveau des scolaires, ce qui est loin d'être

négligeable au vu de la rareté de la maladie au niveau mondial.

Concernant le fer, une femme sur deux (45%) a reçu des suppléments que ce soit sous forme de comprimés ou de sirop pendant sa grossesse.

Cette faible proportion de supplémentation en fer chez les femmes ainsi que l'alimentation pourrait expliquer le niveau d'anémie chez celles-ci. En effet une femme sur deux est anémiée (46%) : 32% souffrent d'anémie sous sa forme légère, 13% sous une forme modérée et 1% sous une forme sévère. La prévalence de l'anémie est plus élevée chez les femmes de 35-44 ans (entre 48% et 50%) que chez les femmes les plus jeunes. Les femmes enceintes qui sont plus vulnérables sont

plus fréquemment anémiées (61%) que les autres.

Au niveau régional, on distingue deux groupes de régions : celui où la prévalence de l'anémie est élevée (au moins 47%) qui comprend les régions de Zinder (53%), Maradi (49%), Agadez (48%) et Tahoua (48%) et le groupe où la prévalence est plus faible (entre 37% et 40%) qui comprend les régions de Tillabéry (38%), Diffa et Dosso (40%) et de Niamey (37%).

En 2006, la prévalence de la cécité crépusculaire est de 7%. Au niveau régional, c'est Tillabéry qui détient la proportion la plus élevée de femmes ayant souffert de cécité crépusculaire (12%) et la région de Niamey la plus faible (2%).

Encadré 7: Les dispositifs de prévention des crises alimentaires au Niger

Le Programme Spécial du Président de la République (PSPR), envisage comme actions entre autres, le développement de l'agriculture et l'élevage, ainsi que la consolidation du dispositif national de sécurité alimentaire. C'est dans cette mouvance qu'au vu des sécheresses récurrentes intervenues dans certaines localités du pays, un dispositif de gestion de crises alimentaires a été mis en place.

En août 1989 déjà, un **comité national du système d'alerte précoce (CNSA)** a été créé par décret. Pour prévenir et gérer les crises devenues récurrentes, l'état avec l'appui des partenaires a mis en place un **Dispositif National de Prévention et de Gestion des crises Alimentaires (DNP-GCA)**. Il comprend :

-Une (1) structure de décision, de coordination et de supervision, véritable cadre de partenariat Etat/Donateur; une (1) structure consultative d'orientation dénommée Comité National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (CNGPCA) présidé un Coordonnateur National de l'Aide Alimentaire d'Urgence ; et des structures techniques opérationnelles dont la Cellule de Coordination du Système d'Alerte précoce (CC/SAP) qui est l'organe d'information du dispositif ; des outils d'Intervention dont le stock national de réserve d'un niveau de 110 000 tonnes dont 80 000 tonnes sous forme de stock de sécurité et un fonds de sécurité de 30 000 tonnes, ainsi que le Fonds d'intervention.

Dans le domaine agricole, une Stratégie du développement rural (SDR) a été élaborée. Elle comporte 3 axes stratégiques : i) la prévention des risques ; ii) l'amélioration de la sécurité alimentaire ; iii) et la gestion durable des ressources naturelles.

3.4.5. Principales Causes de la dégradation de l'état sanitaire et nutritionnel

Le mode d'approvisionnement en eau est

un facteur déterminant de la morbidité et cela quel que soit le milieu de résidence. En effet, l'incidence de la maladie ou de la blessure est beaucoup plus élevée dans les ménages dont l'eau ne provient pas d'une

source sûre qualifiée de non salubre. De manière spécifique, une différence très nette ressort dans les autres villes entre le taux de morbidité des personnes qui utilisent une eau présumée insalubre (13%) et celui des personnes utilisant une source d'eau salubre (7,9%). A Niamey le taux de morbidité est de 5,8% dans les ménages qui obtiennent leur eau d'une source saine contre 7,6% pour les autres sources. En zone rurale cette différence est beaucoup moins marquée avec un taux de morbidité de 10,6% et 9,2 % respectivement pour les sources potables et non potables.

D'ailleurs, cette morbidité plus forte en milieu rural (10% contre 6,4% à Niamey) s'explique entre autres par la faiblesse et l'insuffisance de l'accès à l'eau potable et les sources d'approvisionnement en eau, comme en témoigne l'enquête QUIBB 2005.

3.4.6. Interactions sécurité alimentaire, santé et développement humain

Avec les interventions du gouvernement et de ses partenaires dans le domaine de la santé, on peut observer que l'estimation de l'indice de l'espérance de vie au Niger donne un niveau de 57,2 ans en 2007.

Cette performance est à mettre au crédit de l'évolution remarquable enregistrée au niveau des indicateurs sociodémographiques sur la vaccination, la nutrition et l'accès aux soins de santé de la population.

Sur le plan alimentaire, les régions exposées aux crises alimentaires fréquentes sont les plus exposées à un mauvais état nutritionnel tout en faisant également partie des zones les plus pauvres du pays. A ce sujet, on note qu'en 2006, les régions de Maradi et de Zinder présentaient un mauvais état de leurs indicateurs relatifs à l'insuffisance pondérale des enfants. En termes de sous-nutrition aigue, il faudra ajouter à ces deux régions, les régions de

Diffa et d'Agadez comme celles ayant les taux les plus élevés en septembre 2007, selon l'enquête sur la nutrition et la survie de l'enfant réalisée par l'INS.

Tableau 7: Espérance de vie et taux de mortalité infantile des régions en 2006

	Espérance de vie (e0) 2007 (En nombre d'années)	Taux de mortalité infantile EDSN-MICS3 (En pour mille)
AGADEV	61,2	53
DIFFA	57,4	63
DOSSO	55,6	97
MARADI	54,9	106
TAHOUA	55,9	91
TILLABERI	55	74
ZINDER	55,1	113
NIAMEY	61,7	57
NIGER	57,2	81

Source : Estimations 2007, INS et EDSN-MICS3 2006

Par ailleurs, la mortalité infantile est corrélée à l'espérance de vie à la naissance. Le coefficient de corrélation entre la série sur l'espérance de vie et celle relative à la mortalité infantile a été estimé à -0,81, ce qui traduit une relation négative forte entre les deux indicateurs. Ainsi, plus le taux de mortalité infantile est élevé, plus l'espérance de vie à la naissance est basse et inversement.

Par ailleurs, on observe une disparité de l'espérance de vie à la naissance entre les différentes régions du pays. En effet, si à Agadez l'indicateur atteint une valeur de 61,2 et 61,7 à Niamey, il n'est que de 55,1 à Zinder, et seulement 54,9 à Maradi.

Encadré 8: Réalisations sur le plan alimentaire et nutritionnel

Le gouvernement du Niger et ses partenaires au développement, ont entrepris des mesures visant à endiguer le spectre de la malnutrition des enfants figurant dans la population la plus vulnérable. Ainsi, des supports de collecte de données ont été mis en place et des séries de formations et supervisions exécutées dont la redynamisation et la formation des équipes villageoises de promotion de la croissance à base communautaire.

Face à l'insuffisance de la prise en charge par les structures publiques et en partenariat avec les ONG et d'autres partenaires il a été créé et redynamisé des centres. Ainsi, en 2006 un total de 23 CRENI, 574 CRENAM et 264 CRENAS ont été recensés sur le plan national.

Par ailleurs, un Plan National d'Action pour la Nutrition (PNAN) a été élaboré et mis en œuvre par le gouvernement du Niger, conformément à la déclaration de Rome de 1992, lors de la Conférence Internationale sur la Nutrition. Ainsi, le PNAN, sous la charge du Ministère de la Santé Publique (MSP), est considéré comme l'acteur clé de la Politique Nationale d'Alimentation et de Nutrition. Il poursuit les objectifs suivants à l'horizon 2015 :

1. Réduire la sous nutrition aiguë de 20% à 10% chez les enfants de 0 à 5 ans ;
2. Réduire de 40% à moins de 20% le retard de croissance chez les enfants de 0 à 5 ans,
3. Réduire de 14% à moins de 10% le taux de petit poids de naissance ;
4. Éliminer virtuellement la carence iodée ;
5. Réduire virtuellement l'hypovitaminose A et ses conséquences notamment la cécité chez les enfants de moins de 5 ans ;
6. Renforcer le cadre institutionnel de la coordination intersectorielle en matière d'alimentation et de nutrition ;
7. Comblent le vide laissé par le dysfonctionnement du comité international de nutrition afin d'optimiser les impacts de différentes interventions dans le domaine.

Pour mettre en œuvre ces mesures et atteindre les différents objectifs fixés, l'Etat a prévu, entre 2005 et 2007, des budgets respectifs de 453 millions et 555 millions de francs CFA destinés à réduire la malnutrition protéino-énergétique et à lutter contre les carences. Par ailleurs, on estime à près de 44 milliards de FCFA, sur la période 2005-2007, le budget qui a été consacré par le Niger aux services de nutrition et de santé communautaires notamment la promotion de la croissance, la distribution des suppléments alimentaires et la promotion de l'allaitement maternel.

Encadré 9: Réalisations des partenaires au développement

A travers les programmes de coopération, plusieurs agences des Nations Unies appuient le Niger dans le domaine de l'alimentation et la nutrition par le renforcement des capacités, la création des banques céréalières, la surveillance nutritionnelle et la prise en charge des cas. Ce sont en autres : le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ou l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Selon le rapport de la revue à mi-parcours, la mise en œuvre du programme de coopération UNICEF 2004-2007 a contribué efficacement à la promotion de la pratique de l'allaitement maternel exclusif, la prévention et prise en charge des enfants malnutris, la couverture des enfants en vitamine A, le renforcement des capacités nationales de prise en charge des enfants malnutris. Le programme de coopération a su apporter une réponse efficace à la prise en charge d'au moins 3250000 enfants malnutris en 2005.

Entre le 1er janvier et le 30 juin 2006, l'Unicef a distribué quelques 1300 tonnes de nourriture thérapeutique : 1075 tonnes d'UNIMIX (farine hautement nutritive enrichie en vitamines et minéraux) ; 217 000 litres d'huile ; 12 tonnes de lait thérapeutique (lait hautement nutritif enrichi en protéines, vitamines et minéraux) ; 216 tonnes de plumpy'nut (pâte d'arachide enrichie en vitamines et minéraux). A cela s'ajoute du matériel anthropométrique (398 toises, 295 balances Salter et 1115 culottes de pesée) et les médicaments essentiels.

Dans le cadre de sa stratégie de coopération 2004-2007 avec le Niger, l'OMS a retenu comme priorité le renforcement de la surveillance en matière de sécurité sanitaire des aliments et l'amélioration de la capacité de riposte et gestion des urgences et catastrophes.

L'intervention du PAM est axée sur l'appui alimentaire aux enfants malnutris et aux femmes enceintes ainsi que la réponse aux crises alimentaires.

3.5. Sécurité alimentaire et éducation

Le capital humain insuffisant apparaît comme un des déterminants de la faiblesse des indicateurs de développement humain au sahel en général et au Niger en particulier. Les statistiques indiquent que les indices de pauvreté et les niveaux de revenus sont encore plus faibles dans les régions où les taux de scolarisation et d'alphabétisation sont relativement faibles. Cette dimension paraît être encore plus préoccupante au Niger où les taux de scolarisation sont parmi les plus faibles au monde.

La situation de l'éducation est globalement marquée par un faible taux de scolarisation et de nombreuses contraintes qui limitent l'impact attendu du système éducatif. Pour remédier à cela, le Gouvernement s'est fixé

plusieurs objectifs sur le plan quantitatif et qualitatif :

- Au plan quantitatif, il s'agit d'améliorer l'offre d'éducation et stimuler la demande afin de relever le taux de scolarisation et réduire les disparités régionales et entre zones rurales et zones urbaines, en accordant la priorité aux premières dans le programme de construction de classe et l'affectation des enseignants ;
- Au plan qualitatif, il faut adapter les contenus et les curriculas aux impératifs socio économiques, restructurer et renforcer la formation initiale et continue des enseignants du primaire, mettre à la disposition des élèves, des manuels et

fournitures en quantité suffisante, réduire le taux de redoublement et d'échec aux examens. Il s'agit également de mettre en œuvre, la politique qui vise l'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire articulée autour des grands axes suivants :

1. améliorer les contextes et conditions de réussite et d'apprentissage ;
2. étendre l'accès et l'accessibilité à l'enseignement préscolaire à la majorité des enfants nigériens ;
3. favoriser l'accès des apprenants à l'information et à la formation ;
4. organiser des programmes spécifiques prenant en compte la lutte contre la pauvreté et faire acquérir aux femmes, aux jeunes et aux adultes, des compétences de base et aptitudes leur permettant d'exercer des métiers générateurs des revenus.

C'est la raison pour laquelle, des efforts importants ont été déployés dans le pays en vue de le doter d'un système d'éducation et de formation capable de lui fournir les ressources humaines nécessaires pour les besoins de son développement. Ainsi, le Niger a élaboré en 2003, un Programme Décennal de Développement du secteur de l'Education (PDDE). Ce programme structuré autour de trois composantes (Accès, Qualité et Développement Institutionnel) vise l'universalisation d'un enseignement primaire de qualité et la réduction de moitié du taux d'analphabétisme à l'horizon 2015. La mise en œuvre du PDDE doit se faire en

trois phases dont la première couvre la période 2004-2007.

Avec l'appui des partenaires au développement, et dans le cadre de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (IPTE), le programme spécial du président de la République lancé en mars 2001, est un vaste chantier au bénéfice du monde rural. Dans son volet éducation, il a permis de construire 1000 classes scolaires.

En dépit des investissements considérables réalisés et des ressources importantes allouées au secteur, le système éducatif et de formation nigérien a traversé une grave crise dans la décennie 1990 et qui explique sa faible performance ses vingt dernières années, même si depuis l'année 2000, les indicateurs d'accès à l'instruction se sont nettement améliorés au Niger.

3.5.1. La Scolarisation

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) prônent que l'éducation de base soit universelle pour tous les enfants dans tous les pays du monde à l'horizon 2015. Cette universalité signifie l'accès facile par tous et de tous à l'école primaire. Au Niger, cette mesure a été prise depuis plusieurs années et elle concerne tous les enfants en âge d'aller à l'école primaire. En s'engageant à atteindre cet objectif, le pays réaffirme une action inscrite dans toutes ses politiques de développement économique et social. La loi d'orientation sur l'éducation (LOSEN), adoptée en 1998 par le Gouvernement, a encore réitéré cet engagement de l'Etat nigérien à garantir l'éducation aux enfants âgés de quatre (4) à dix huit (18) ans. Les données recueillies sur cet objectif permettent d'évaluer le chemin parcouru.

Le Niger enregistre aujourd'hui l'un des taux de scolarisation les plus faibles du

monde avec 34,14% en l'an 2000 et 62,6% en 2008. De même il détient l'un des taux d'analphabétisme¹⁹ les plus élevés au monde avec 71%. La situation est encore plus préoccupante en ce qui concerne la scolarisation de la jeune fille.

Les données montrent que le taux de scolarisation des jeunes filles est de 47,5% (environ une fille sur deux) pour une proportion de 64,5% de garçons (plus de 6 garçons sur 10) en 2007.

Les statistiques du Ministère de l'éducation montrent que la Communauté Urbaine de Niamey a enregistré en 2007, le taux de scolarisation le plus important du pays (100%). Pendant la même période, la région de Zinder affichait le taux le plus faible (45,3%).

Le tableau ci-après fait ressortir une évolution sensible du taux de scolarisation au primaire qui passe de 37% en 2001 à 52% en 2005 puis à 57% en 2007 et 62,6% en 2008, selon les statistiques officielles du Ministère de l'éducation nationale. Cette évolution traduit l'importance des efforts qui sont consentis par le Gouvernement et les partenaires dans le domaine de l'éducation de base. D'importants financements ont été effectués dans le domaine de l'éducation de base au Niger depuis plusieurs années. Pendant toute la période 2000-2007, les disparités entre filles et garçons à l'école étaient nettement observables. En effet, la prédominance des garçons sur les filles en scolarité est certaine puisqu'en 2001, le taux brut de scolarisation des filles (30%) reste en dessous de celui des garçons (45%). Cette tendance s'est maintenue jusqu'en 2008 comme l'indique le tableau suivant. La disparité est également observée entre les milieux urbain et rural pendant cette période.

En effet, le Taux Brut de Scolarisation (TBS) est estimé à 73,7% en milieu urbain et 58,9% en milieu rural en 2008. En 2001, le TBS était de l'ordre de 51% en milieu urbain contre seulement 32% en milieu rural. Ceci montre la nécessité de déployer davantage de moyens matériels et financiers pour porter le taux de scolarisation primaire à 100% d'ici 2015, conformément au deuxième objectif du millénaire pour le développement. Le défi est toutefois plus difficile à relever dans les zones rurales.

¹⁹ Selon l'enquête sur le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB2005).

Tableau 8: Evolution du Taux Brut de Scolarisation primaire de 2001 à 2008

Année	00-01	01-02	02-03	03-04	04-05	05-06	06-07	07-08
Ensemble	37,3	41,7	45,4	50	52,4	53,5	57	62,6
Garçons	45,1	50,2	54,2	59,6	61,9	62,9	67	71,7
Filles	29,6	31,3	36,5	40,4	42,8	44	47	53,5
Urbain	51	52	53	54	57	57	65	73,7
Rural	32	38	43	48	51	52	54	58,9

Source : Ministère de l'Éducation Nationale

De manière générale, les femmes ayant un niveau d'instruction élevé ont moins d'enfants, des enfants en meilleure santé, une espérance de vie plus élevée et un risque plus réduit de décéder ou d'être exposée à une maladie des suites d'un accouchement. En outre, l'augmentation du niveau de scolarisation des filles, entraîne des avantages économiques substantiels, ne serait ce qu'en maximisant leurs chances d'accéder à des emplois plus qualifiés et donc mieux rémunérés. Les femmes instruites sont plus enclines à contribuer au développement des secteurs productifs de l'économie nationale, comparées à celles qui n'ont pas eu l'opportunité d'accéder au savoir et à l'instruction. En effet, l'éducation aidant, elles acquièrent des compétences

professionnelles et accèdent plus facilement au crédit tout en étant mieux intégrées dans le processus de prise de décisions dans le ménage, dans la communauté et sur la sphère administrative.

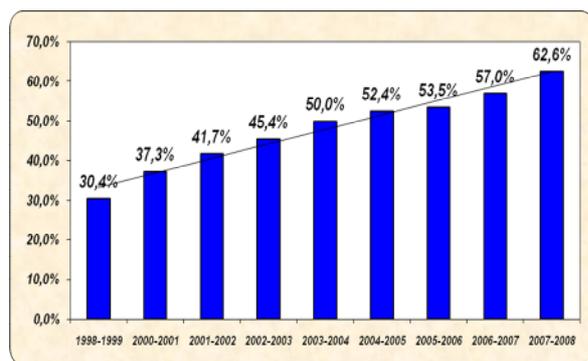
En définitive, l'éducation des femmes est d'une très grande importance dans le développement socioéconomique d'un pays comme le Niger du moment qu'elles représentent selon les estimations de l'INS de 2008, environ 50,1% de la population. Il se trouve cependant qu'au Niger, beaucoup reste à faire

pour prétendre à une véritable promotion de la femme dans le domaine de l'éducation et de l'alphabétisation.

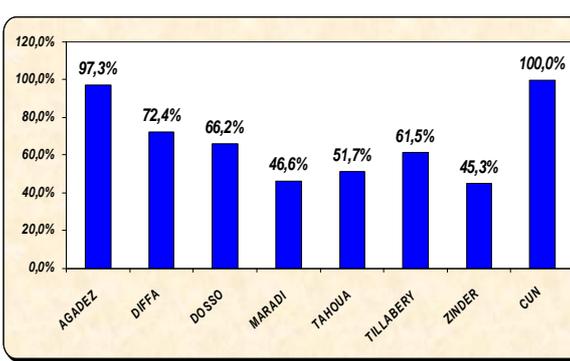
Malgré le taux de croissance démographique de 3,3% et les besoins en éducation pressants et croissants, le Niger pourrait s'approcher de la cible OMD en matière d'éducation primaire en 2015, si les tendances actuelles se maintenaient²⁰.

²⁰ Selon le Rapport National sur le suivi de l'atteinte des OMD au Niger, INS 2007.

Graphique 15: Evolution du TBS du primaire



Graphique 16: TBS par région en 2007



Source : Annuaire du MEN, 2007, 2008

On observe toutefois de fortes disparités entre les régions et les milieux. En effet, la différence entre zones urbaines et zones rurales est très marquée avec des taux respectifs de 65% et 54%, alors que la population rurale représente près de 80% de la population totale du pays.

3.5.2. Alphabétisation des adultes

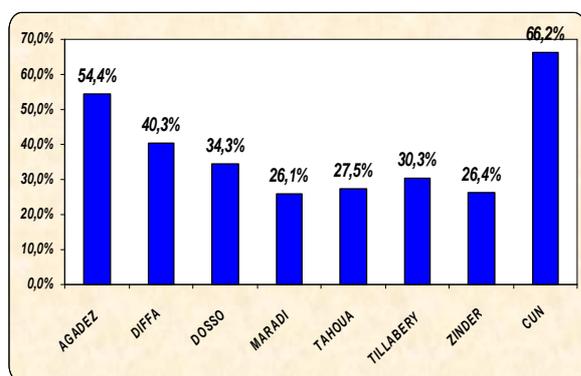
Le taux d'alphabétisation a connu une hausse remarquable de 1990 à nos jours, suite à l'exécution des projets ayant concerné ce domaine. En 1990, selon les données du Ministère de l'Education Nationale (Estimations et Projections UNESCO, février 2000), le taux d'alphabétisation au niveau national était seulement de 11%, dont 18% des hommes et 5% des femmes. En 1991, les taux étaient estimés à 12% pour l'ensemble, 19% pour les hommes et 5% pour les femmes. En 1996, toujours selon les données du Ministère de l'Education Nationale, ces taux sont passés à 17% au niveau national, dont 22% pour les hommes et 12% pour les femmes. Les résultats de l'enquête QUIBB, estiment la proportion des personnes alphabétisées en 2005 à 28,7% et révèlent une disparité entre les milieux de résidence (milieu urbain 48,2 % contre 23,4% en milieu rural) et entre les régions (57,3% à Niamey, 43,1% à Agadez et seulement 22,4% à Tillabéry). Les disparités entre sexe et milieu de résidence sont toujours

maintenues (40% des femmes et 57% des hommes en milieu urbain et, 5% et 17% en milieu rural).

3.5.3. Taux de scolarisation tous niveaux confondus

Le taux de scolarisation tous niveaux confondus du Niger est très faible. Il se situe à 31,8% en 2007 au plan national. Cette faiblesse du taux de scolarisation tous niveaux confondus résultent surtout de la faiblesse du niveau d'alphabétisation et de l'instruction du niveau secondaire et supérieur. Plusieurs raisons d'ordre socioéconomique et culturel expliquent une telle situation.

Graphique 17: Taux de scolarisation combiné par région



Source : ONAPAD/INS, 2008

La Capitale Niamey (avec 66,2%) et la région d'Agadez (54,4%), enregistrent les taux les plus élevés en 2007, au moment où Maradi et Zinder ressortent avec les niveaux les plus bas respectifs de 26,1% et 26,4%.

3.5.4. Liens entre insécurité alimentaire et éducation

L'éducation agit sur certaines variables socioéconomiques ou démographiques susceptibles de réduire le risque sur l'exposition à l'insécurité alimentaire. Inversement, la malnutrition a des conséquences parfois sévères sur le développement social et cognitif des enfants. Ce sont ces deux interactions que nous allons analyser dans le contexte particulier du Niger.

3.5.5. L'éducation réduit le risque lié à l'insécurité alimentaire

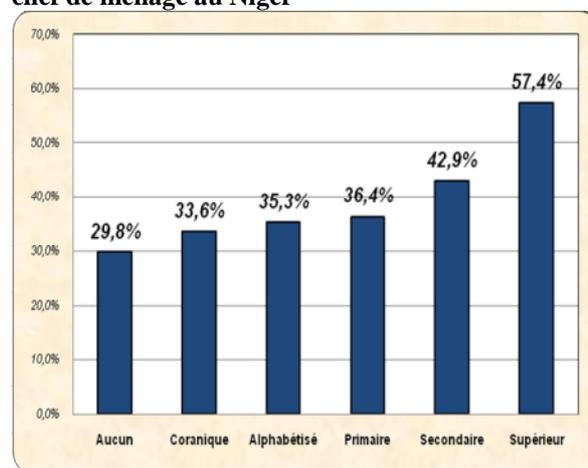
Le problème de la sécurité alimentaire au Niger n'est pas seulement lié à la disponibilité des produits alimentaires sur le marché. Il est aussi dû et de façon non négligeable, aux revenus des populations. En d'autres termes, le problème est aussi fonction du pouvoir d'achat des ménages. Or l'éducation des enfants et l'alphabétisation des adultes permettent aux bras valides d'apprendre des métiers

grâce auxquels, ils peuvent exercer des activités génératrices des revenus. D'une manière générale, l'instruction d'un peuple facilite l'insertion professionnelle.

La situation alimentaire et nutritionnelle des familles Nigériennes, dépend beaucoup du niveau d'instruction du chef de ménage. Plus ce dernier est instruit, meilleures sont les chances pour le ménage d'échapper à une situation d'insécurité alimentaire.

L'amélioration des revenus par l'occupation des meilleurs emplois fait reculer la pauvreté et par conséquent, réduire le risque de l'insécurité alimentaire, du moins le risque lié à la faiblesse du pouvoir d'achat des populations.

Graphique 18: Sécurité alimentaire et niveau d'instruction du chef de ménage au Niger



Source : INS-SAP, 2007

Selon l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de 2007 réalisée par l'INS et le SAP, la sécurité alimentaire tend à s'améliorer lorsque le niveau d'instruction du chef de ménage augmente en passant de 29,8% lorsqu'il est sans aucun niveau, à 36,4% s'il est du niveau

primaire, et 57,4% s'il a atteint le niveau supérieur.

Sur un autre plan, des études très récentes (déterminants de la pauvreté, ENBCIII par exemple) ont prouvé une forte corrélation entre la taille du ménage et la pauvreté en générale (et l'insécurité alimentaire en particulier). Plus le ménage est large, plus il est pauvre et s'expose alors à l'insécurité alimentaire. D'autre part, la société traditionnelle du Niger est connue pour le mariage précoce des enfants et la situation est encore plus grave chez les jeunes filles. La scolarisation de ces jeunes permet de retarder raisonnablement l'âge du mariage. Du coup, cela réduit la chance d'avoir de grands ménages (en termes de nombre d'enfants) et par conséquent, on devient moins vulnérable à l'insécurité alimentaire. Cette question de la pression démographique doit être une préoccupation majeure dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire. En effet, la croissance de la production céréalière est d'environ 2,5% par an contre alors que la croissance démographique est de 3,3%. Il y a à l'évidence un déséquilibre majeur en dehors même de tous les aléas climatiques qui sont très fréquents.

La lutte contre l'insécurité alimentaire passe aussi par une ouverture d'esprit pour comprendre la nécessité de la préservation et de la protection de l'environnement et, participer pleinement au processus. Elle nécessite de la part des producteurs agricoles, une bonne réception des conseils et techniques de production développés par les techniciens de l'agriculture ainsi que l'usage adéquat des produits de protection des végétaux. Il s'agit là de tant de conditions de bonne production qui seraient mieux saisies par les populations scolarisées ou du moins alphabétisées. Un niveau d'instruction élevé agit donc positivement dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

3.5.6. L'insécurité alimentaire agit sur le niveau d'instruction des enfants

Les enfants qui souffrent de la malnutrition connaissent en général d'énormes difficultés à l'école, comparativement à leurs camarades bien nourris. Des chercheurs chiliens ont démontré que les enfants qui ont souffert de la malnutrition avant l'âge de deux ans tendent à avoir des cerveaux plus petits et moins développés et des quotients intellectuels inférieurs à ceux qui ont été nourris convenablement. La sous-alimentation affecte chaque étape et aspect de la vie, en ralentissant non seulement la croissance physique mais aussi le développement mental. A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation le 16 octobre, le Directeur exécutif du Programme Alimentaire Mondial, M. James Morris déclarait : "Étant donné que 70 pourcent du développement cognitif a lieu au cours des deux premières années de notre vie, la malnutrition précoce peut avoir un effet dévastateur".

A part l'impact négatif de la malnutrition sur le développement cognitif, l'instabilité des parents, causée par l'insécurité alimentaire, n'est pas favorable à l'apprentissage de leurs enfants. Ces derniers sont en effet, obligés de se déplacer avec leurs parents à la recherche de leur subsistance. Pour la prise en charge des enfants en difficulté dans des zones à forte prévalence de l'insécurité alimentaire et pour fixer les enfants dans les régions nomades, le Niger avait instauré des cantines scolaires dans la plupart des zones nomades. Ces cantines sont de deux types : celles qui sont appuyées par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), au nombre de 702 en 2008, et celles qui sont prise en charge par l'Etat, estimées à 128. Malgré l'existence de ces cantines, la recherche de sites favorables à une sécurisation alimentaire contraint certaines communautés surtout les nomades, à une mobilité géographique à effet perturbateur

certain sur l'instruction des enfants, certaines écoles fermant tout simplement leurs portes dans de telles conditions.

3.6. Sécurité alimentaire, environnement, irrigation

L'environnement est appréhendé comme un tout constitué à la fois d'éléments des milieux biophysique, humain, socio-économique et institutionnel, qui doit être mis à contribution pour un développement durable. La sécurité alimentaire a comme un de ses préalables, une production agricole et pastorale disponible en quantité suffisante. Ce qui nécessite une pression assez forte sur les ressources de l'environnement constituées par la faune et la flore. Cela illustre les actions quotidiennes que l'homme exerce sur la nature pour assurer sa survie et son développement normal. Ce schéma de fonctionnement de la nature prise dans son ensemble, n'est pas sans relation avec la santé, l'alimentation, la connaissance et les moyens d'existence des êtres humains.

3.6.1. Ressources terres

Les terres nigériennes sont en général caractérisées par une pauvreté en éléments nutritifs et une faible teneur en matière organique. En matière d'utilisation des terres, le « profil du Niger 3ème rapport national de mise en œuvre de la CCD 2004 » présente: 15 Millions d'Ha de terres cultivables ; 85 000 Ha de terres irriguées ; 60 Millions d'Ha de terres de pâturages ; 4,1 Millions d'Ha de forêts et terres boisées et 10 Millions d'Ha de terres incultes.

On constate au Niger un processus de dégradation généralisée des terres se manifestant sous diverses formes : la formation de vastes glacis dénudés; la formation et l'élargissement des koris et des ravins ; la formation des dunes

mouvantes; l'ensablement des terres de cultures et des cours d'eau ; l'inondation des terres ; la lixiviation et encroûtement des sols ; la disparition de la couverture végétale. Les facteurs qui expliquent ce phénomène sont principalement d'ordre climatique (érosions éolienne et hydrique) anthropique (surpâturage, augmentation des superficies défrichées à des fins agricoles et exploitation des carrières).

Si cette tendance se maintient et que les systèmes d'exploitation des terres demeurent inchangés, les réserves des terres exploitables à des fins agricoles s'épuiseront dans peu de temps et en l'absence de nouvelles terres et de jachères, la surexploitation des terres ouvrira la voie à une dégradation irréversible d'où une insécurité alimentaire permanente.

3.6.2. Ressources forêts et faunes

Les ressources se concentrent principalement dans les aires protégées.

Au moment où la demande de consommation en bois ne cesse d'augmenter au Niger, les capacités de l'offre en revanche continue à décroître en raison de l'action néfaste de l'homme sur les maigres ressources de l'environnement. D'où la nécessité d'agir le plus urgemment possible.

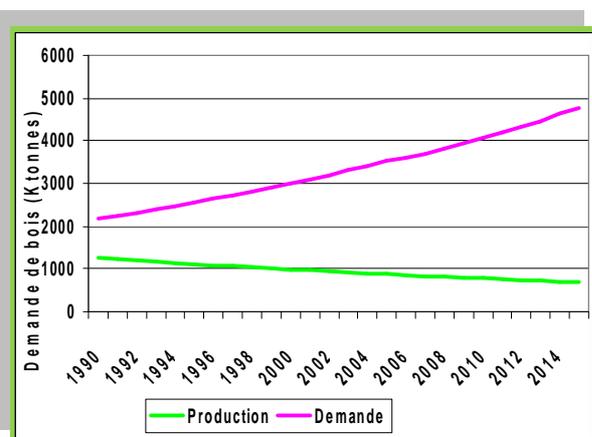
Les Aires protégées²¹ du Niger couvrent une superficie totale de 8,41millions

²¹ Les principales aires protégées sont : le parc national du W (220 000 ha), la réserve totale de faune de Tamou (76 000 ha), la réserve partielle de faune de Dosso (306 000 ha), la réserve nationale

d'hectares soit 6.6% du territoire national. Avec ce pourcentage, le Niger n'a pas atteint la norme internationale requise (11% du territoire) en matière de classement d'espace en aires protégées. Pour atteindre cet objectif, le Niger envisage la création de nouvelles réserves de faune (Termit, Tadress, Sirba, etc.)

Les ressources forestières du Niger demeurent insuffisamment connues, faute d'un inventaire exhaustif. Plusieurs estimations ont cependant été faites, parmi lesquelles celles du Club du Sahel en 1981 (16.096.400 hectares), du PUSF en 1989 (14.196.400 hectares), de la FAO en 1990 (10,5 millions d'hectares), de Catinot en 1991 (13 millions d'hectares). Entre 1982 et 1989, il a été procédé à un inventaire des ressources forestières du Niger, à l'exception de la région d'Agadez. Cela a permis d'estimer globalement les ressources forestières à 16 millions d'hectares, soit 11 600 000 ha de terres forestières marginales et 440 000 ha de terres forestières aménageables. Elles sont essentiellement constituées de formations naturelles clairsemées et ont une productivité primaire comprise entre 0,1 et 1,5 tonne de matière sèche par hectare et par an.

Graphique 19: Tendances évolutives de la production et de la demande en bois-énergie au Niger



Source : FAO

Les forêts nigériennes sont soumises à une forte pression anthropique et animale et subissent par ailleurs les conséquences des sécheresses récurrentes. Les populations tirent en effet 87% de leurs besoins énergétiques du bois et environ 80% de cette consommation sont constitués par les besoins des ménages. Comme l'illustre le graphique 19, le déséquilibre entre l'offre et la demande en bois-énergie tendra à se creuser davantage jusqu'en 2015, en raison notamment de l'action néfaste de l'homme sur l'environnement et des effets naturels liés aux sécheresses, ou aux érosions. Ainsi, le besoin croissant en bois de chauffe entraînerait une diminution des surfaces forestières disponibles de 3,5% par an. En effet, les consommations en bois-énergie sont estimées à : 0,6kg/personne/jour dans les grands centres urbains ; 0,7kg/personne/jour au niveau des centres secondaires et 0,8 Kg/personne/jour en milieu rural.

Le Niger se place parmi les pays d'Afrique de l'Ouest ayant encore une importante faune sauvage. Au stade actuel des connaissances, la diversité biologique du Niger est estimée à environ 2.124 espèces végétales et 3.200 espèces animales.

Les effectifs de la faune sauvage ont diminué de 90 % au Niger au cours des trente dernières années du fait de la dégradation de leurs habitats (forêts) et plusieurs espèces de mammifères sont menacées d'extinction comme l'Addax (*Addax nasomaculatus*), le Mouflon à manchette (*Ammontragus lervia*), la girafe (*Girafa cameleopardis*) et l'Autruche (*Struthio camelus camelus*).

3.6.3. Ressources hydriques et approvisionnement en eau

naturelle de l'Air et du Ténéré (7 736 000 ha), la réserve de faune de Gadabédji (76 000 ha).

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le Niger, pays sec, dispose d'abondantes ressources en eau.

Les eaux de surface proviennent essentiellement des principaux cours d'eau dont : le fleuve Niger et ses affluents de la rive droite (le Gorouol, le Dargol, la Sirba, le Goroubi, le Diamangou, la Tapoa et la Mékrou) et de la rive gauche (les dallols) ; l'Ader-Doutchi-Maggia ; les Koramas ; la Komadougou Yobé, la cuvette du Lac Tchad et les Koris de l'Aïr. Le volume d'eau annuellement charrié est évalué à 30 Milliards de m³. Le reste des potentialités en eau de surface se retrouve dans les mares (175 mares permanentes et 1023 semi permanentes) et les retenues artificielles.

Le potentiel hydrique du Niger est constitué des précipitations annuelles variant de 150 mm au Nord à 800mm au sud, d'importants réseaux hydrographiques d'eau de surface (plus de 32 milliards de m³/an), et d'importantes réserves en eaux souterraines de l'ordre de 2,5 milliards de m³ renouvelables et 2000 milliards de m³ non renouvelables²². Ce potentiel en eau est sous exploité avec moins de 1% mobilisé à des fins agricoles.

Les eaux de surface offrent un potentiel irrigable total de 270.000 ha dont 20% sont à peine mis en valeur soit environ 54 000 ha.

Elles sont essentiellement formées du fleuve Niger qui parcourt le pays sur 550 km et ses affluents avec 30,75 milliards de m³ d'écoulement par an et un potentiel de superficies irrigables de 142.000 ha. Les autres écoulements sont temporaires totalisant 1,25 milliards de m³ par an dans les zones suivantes:

- L'Ader-Doutchi-Maggia avec 200 millions de m³ par an, et 28 200 ha irrigables ;

- Les Goulbi N'Maradi et Goulbi N'Kaba de la région de Maradi rendant disponibles 200 millions de m³ par an et 10 400 ha irrigables ;
- La Komadougou Yobé, le Lac Tchad et les cuvettes oasiennes de Mainé avec 500 millions de m³ par an, et 20 000 ha ;
- Les Koramas pour 10 millions de m³ par an et 10 000 ha ;
- Les Dallols offrent des possibilités d'irrigation de 28 200 ha à partir de la nappe phréatique affleurante et de recharge facile ;
- Les Koris de l'Aïr pour 100 millions de m³ par an et 10 000 ha disponibles ;
- La basse vallée de la Tarka pour 7.000 ha irrigables ;
- Un millier de mares dont 175 permanentes.

Le problème essentiel des ressources en eau au Niger demeure leur mobilisation dont les conditions d'exploitation ne permettent pas de satisfaire, dans les conditions optimales, les besoins des populations pour les diverses utilisations. En effet, seul 1% des ressources en eau de surface et 20% de l'écoulement souterrain sont utilisés pour les consommations domestiques, du cheptel, de l'irrigation et de l'industrie.

Au niveau des centres urbains, la Société d'Exploitation des Eaux du Niger (SEEN) et la Société des Patrimoines des Eaux du Niger (SPEN) gèrent plus d'une cinquantaine de centres qui desservent la population.

Les disparités entre les régions sont importantes : La région d'Agadez se caractérise par une importante couverture (95,6% en 2006) suivie des régions de Diffa et de Dosso qui présentent des taux respectifs de 81% et 68,8% pendant la même période. Les régions de Maradi et Zinder possèdent des taux de couverture avoisinant la moyenne nationale de 58%

²² Schéma directeur de mise en valeur et de gestion des ressources en eau 1999
Stratégie nationale du développement de l'irrigation 2001

avec des niveaux respectifs de 58,5% et 58%. Ce sont les régions de Tillabéry (52%) et de Tahoua (48%) qui détiennent les plus faibles taux durant la période considérée.

Le taux d'accès à l'eau potable au niveau de l'ensemble du pays est passé de 39,8% à 41,4% entre 1998 et 2006. Il s'inscrit au dessus de 50% en 2008. Toutefois, malgré les réformes engagées dans le secteur, l'accessibilité à l'eau potable reste encore en deçà des besoins réels au niveau national. De fortes disparités sont observées entre le milieu urbain (93 %) et le milieu rural (30,8%). Par ailleurs, on constate que, la majorité des ménages nigériens s'approvisionnent aux puits (76% au niveau national) dont 90% en zone rurale contre 7% en zone urbaine en 2006. En milieu rural, le puits est de loin la première source d'approvisionnement (90%), alors qu'en milieu urbain, neuf (9) personnes sur dix (90%) des ménages utilisent l'eau provenant des robinets.

Sur le plan tendanciel, on note que les fluctuations et la dégradation du régime pluviométrique ont entraîné une importante réduction de la superficie des plans d'eau de près de 300.000 ha entre 1974 et 1984. Le lac Tchad notamment s'est entièrement retiré du territoire nigérien. En outre, l'envasement des cours d'eau et la prolifération de la jacinthe d'eau, en modifiant les habitats, ont gravement affecté leur potentiel productif. Le potentiel halieutique quant à lui est soumis à l'ensablement et la prolifération des plantes envahissantes comme la jacinthe d'eau (*Eichhornia crassipes*).

3.6.4. Environnement urbain, atmosphérique et cadre de vie

D'après le dernier Recensement Général de la Population (RGP/H 2001), le Niger compte 40 centres urbains dont 3 grandes villes, 29 villes moyennes et 8 petites villes. Or dans ce cadre, les déchets solides ménagers, les eaux usées et excréta, les déchets industriels et biomédicaux, et les pollutions atmosphériques, vont proliférer en l'absence d'un plan cohérent d'urbanisation.

La production des déchets solides à l'échelle de l'ensemble des centres urbains au Niger n'a pas fait l'objet d'évaluation. Cependant, d'après les estimations, la production des déchets solides ménagers est de 0,65 kg/hab/j pour les grandes villes et 0,30 kg/hab/j pour les petites et moyennes villes.

Les mesures de pollutions effectuées en milieu urbain ne concernent que la ville de Niamey. Le principal élément dosé semi-quantitativement, était le plomb qui comme on le sait, est un bon indicateur de la pollution atmosphérique causée par la circulation automobile. Il apparaît que les concentrations de cet élément à Niamey sont comprises entre 0,09 et 1,1 $\mu\text{g}/\text{m}^3$. A titre de comparaison, des publications scientifiques font état de concentrations de 1,6 et 1,68 $\mu\text{g}/\text{m}^3$, respectivement, pour les villes de Los Angeles (USA) et Copenhague (Danemark), pour la même période. Il s'ensuit donc que la pollution atmosphérique due à la circulation automobile dans la ville de Niamey peut devenir un problème environnemental sérieux, si des mesures réglementaires ne sont pas prises par les pouvoirs publics.

Encadré 10: Quelques réalisations dans le domaine de l'environnement

Sur le plan des politiques et stratégies, on peut noter l'adoption de :

La stratégie nationale et plan d'action nationale pour la diversité biologique

La stratégie nationale et plan d'action environnement urbain et cadre de vie

La Stratégie Nationale et Plan d'Action sur les Changements Climatiques

La Stratégie Nationale et Plan d'Action Pêche et Aquaculture

La Stratégie de Relance des Productions et Commercialisation de la Gomme Arabique

Le Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification et de Gestion des Ressources Naturelles.

Sur le plan physique, les réalisations entre 2001 et 2006 ont permis d'aboutir à : 11652 hectares de fixation de dunes, 70538 hectares de terres dégradées récupérées, 7.824 hectares de terres récupérées avec la technique des banquettes (42.920 banquettes) par programme spécial PR, 103.350 hectares de plantations, 7731 km de bandes pare-feux.

3.6.5. Environnement et sécurité alimentaire

L'environnement constitue également une source d'emplois et de revenus monétaires d'appoint pour les populations rurales à travers la vente de produits végétaux et animaux d'une part et l'écotourisme d'autre part.

Les forêts et les arbres contribuent également indirectement à la sécurité alimentaire car ils jouent un rôle primordial dans la durabilité des systèmes de production agricole servant notamment à restaurer la fertilité des sols en renforçant la matière organique, en ralentissant les érosions, en conservant les ressources hydriques, en limitant le ruissellement des eaux et en permettant une meilleure absorption par le sol. Ils contribuent aussi en facilitant la consommation d'autres aliments, et en fournissant le bois de feu utilisé pour cuisiner dans la quasi-totalité des ménages Nigériens.

Cependant, les populations dont la sécurité alimentaire, dépend de l'environnement, peuvent elles aussi, contribuer à sa dégradation. En effet lorsque des populations en situation d'insécurité alimentaire cherchent à assurer leur

sécurité alimentaire à court terme au détriment de leur sécurité future, elles défrichent de manière abusive les terres forestières à des fins agricoles fragilisant ainsi l'environnement des productions et livrant les sols ainsi dénudés à l'érosion hydrique et éolienne ; d'où les risques de baisse de

productivité des systèmes de production. La conséquence en est que la terre ne parvient plus à nourrir les êtres vivants et l'insécurité alimentaire trouve ainsi son origine dans ce cercle vicieux. Comme le souligne la Stratégie de Développement Rural (SDR), le pari obligé pour garantir la sécurité alimentaire au Niger, reste la conciliation de la préservation des ressources naturelles et l'intensification des productions agro sylvopastorales. Cette intensification passe nécessairement par une mobilisation et une maîtrise des eaux de surface à des fins d'irrigation.

La problématique de l'environnement durable et de la sécurité alimentaire ne saurait être appréciée dans toutes ses dimensions sans apprécier les aspects relatifs à l'accès à l'eau, à la productivité des sols ou à la protection de

l'environnement conformément aux objectifs, cibles et indicateurs des OMD, et de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP).

En effet, D'un côté, l'homme ne peut prétendre garantir la durabilité de son développement dans un contexte d'utilisation non rationalisée des ressources liées à l'environnement comme ce qui se passe actuellement dans bon nombre de pays où les populations sont dans une situation de survie alimentaire et nutritionnelle, les incitant à exercer malgré eux une forte pression sur la faune et la flore. De l'autre côté, une dégradation autoentretenu des ressources de l'environnement exposerait les populations humaines à de risques élevés de pouvoir disposer d'une alimentation saine et suffisante.

De l'analyse de la situation de l'environnement, de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire, il ressort que :

Les rendements du mil, principale céréale de consommation, sont restés de 1980 à 2006, très fluctuants avec une tendance générale à la stagnation passant de 444 kg/ha en 1980 à 483 kg/ha avec une moyenne générale de 401,66 kg/ha. Cette inconstance du rendement des cultures s'explique entre autres par les facteurs naturels (effets des changements climatiques) et des facteurs humains du fait d'une forte pression démographique sur les ressources naturelles dont les sols.

Les études antérieures comme celle relative à l'analyse de la productivité agricole²³ au Niger basée sur les données de l'Enquête Prévision et Estimation des Récoltes²⁴, nous indiquent une forte

corrélation entre les productions moyennes des cultures et les superficies moyennes utilisées de 2001 à 2006. Cela corrobore par ailleurs, le postulat selon lequel il y'a une forte pression des cultures sur les superficies cultivables, et par voie de conséquence sur la qualité des sols. La seule alternative dans ces conditions demeure l'enrichissement des sols en engrais ou la mise en œuvre de la jachère.

Malheureusement dans le contexte nigérien, ces pratiques ne sont pas toujours observées dans le milieu rural, faute de moyens financiers et d'insuffisance de terres cultivables.

Des missions de l'équipe technique dans les régions, il est apparu à tous les niveaux que les populations n'ont d'autres choix que d'utiliser abusivement les terres cultivables et d'autres ressources de l'environnement (le bois) sans pour autant avoir suffisamment de moyens pour préserver l'environnement.

Il a été constaté dans les régions de Maradi et d'Agadez, le phénomène de coupe abusive de bois par les ménages principalement à la recherche de l'énergie pour la cuisson. Ce constat peut toutefois s'étendre à toutes les autres régions du pays, si bien que face à une évolution somme toute défavorable depuis 2002, des plants produits dans les superficies aménagées des forêts, l'utilisation du bois de chauffe ne fait que s'accroître.

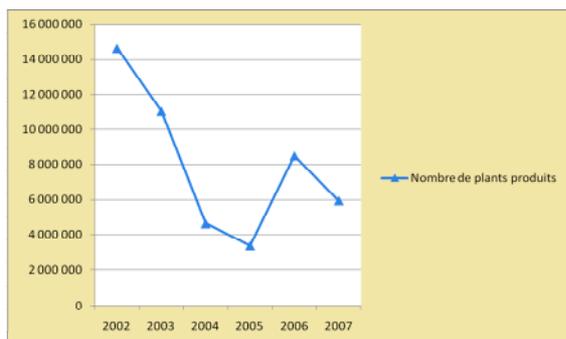
L'évolution²⁵ à la baisse du nombre de plants produits est plus marquée en 2004 (régression de 58%). En 2006, la production a connu un rebond spectaculaire de 153% avant de chuter de 30% en 2007.

²³ Analyse descriptive de la productivité agricole au Niger, ONAPAD/INS, 2007

²⁴ Enquête annuelle sur la Prévision et l'Estimation des Récoltes (EPER), Ministère du Développement Agricole.

²⁵ Etude sur l'évolution du secteur agricole et des conditions de vie des ménages, MDA, Rapport final 2009

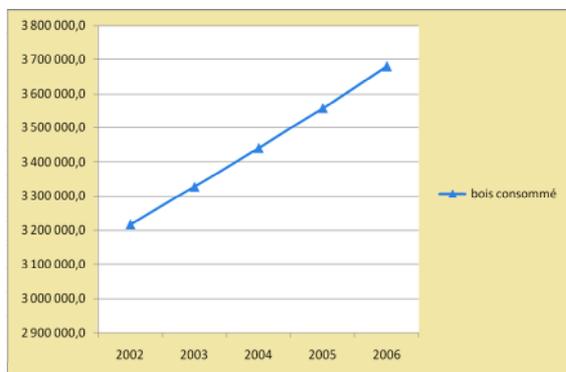
Graphique 20: Evolution du nombre de plants produits sur les superficies aménagées des forêts



Sources : INS, 2008

Le graphique ci-après illustre une exploitation de bois-énergie en progression continue entre 2002 et 2006. En 2002, la quantité de bois exploité est évaluée à environ 3,2 millions de tonnes contre environ 3,7 millions en 2006. Cette évolution de la quantité de bois-énergie est assortie d'un taux d'accroissement moyen de 3,4% sur la période.

Graphique 21: Evolution de la quantité de bois-énergie consommée (en tonne)



Sources : INS, 2008

3.6.6. Sécurité alimentaire et irrigation

Pays sahélien, le Niger ne saurait résoudre la problématique de la sécurité alimentaire en se basant seulement sur la production agricole pluviale empreinte de fluctuations saisonnières ; d'où la nécessité d'envisager également la promotion des cultures irriguées et de contre-saison. Pour que cela soit réalisable, les superficies cultivables

nécessitent d'être restaurées ou préservées pour accroître la productivité dans les

La sécurité alimentaire requiert une meilleure valorisation du potentiel hydrique à travers une diversification de la production agricole et une promotion forte des cultures irriguées.

cultures à forte valeur ajoutée et adaptée aux conditions climatiques en vigueur. Ainsi, une réalisation positive majeure sur le plan institutionnel est relative à l'existence d'un cadre réglementaire de gestion de l'environnement qui consacre les études d'impact ainsi que la capitalisation de nombreuses techniques de préservation et de restauration de l'environnement.

La Stratégie de Développement Rural (SDR) a prévu deux programmes pour l'irrigation : l'un de lutte contre l'insécurité alimentaire par le développement de l'irrigation et l'autre en infrastructures hydro agricoles. Pour le premier programme, les objectifs sont les suivants :

- Accroître la disponibilité et l'accessibilité alimentaire au plan national.
- Accroître le volume des exportations agricoles à haute valeur marchande.
- Contribuer à l'émergence des exploitants modernes.

Ce programme soumis à une table ronde avec les bailleurs, en juin 2007 à Dubaï, a fait l'objet de promesses de financement pour sa mise en œuvre.

Le programme infrastructure hydro agricole avec ses quatre objectifs spécifiques renforcera la contribution de l'agriculture irriguée au PIB agricole et visera à lutter contre la pauvreté par :

- L'amélioration de la productivité des aménagements et diversification des productions irriguées en vue de la rentabilité des investissements ;
- La professionnalisation de la gestion des aménagements ;
- La consolidation et augmentation des superficies irriguées ;
- La promotion d'une gestion rationnelle des ressources naturelles pour l'irrigation.

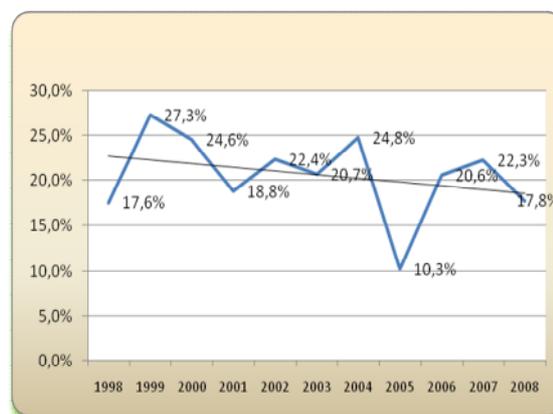
3.7. Sécurité alimentaire, genre et développement

3.7.1. L'Indicateur sexospécifique du Développement Humain (ISDH)

Représentant 50,1% de la population selon le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH2001), les femmes, de par les différentes activités qu'elles mènent, participent au développement socioéconomique de leurs communautés et du pays. Malheureusement, leurs activités ne sont

Entre 1998 et 2008, la production irriguée représente environ 21% de la production totale dans l'ensemble. Comme l'illustre le graphique ci-après, la proportion de la production irriguée par rapport à la production totale a connu une évolution erratique sur la dernière décennie. Les plus importantes proportions sont enregistrées en 1999 (27,3%), en 2000 (24,6%) et en 2004 (24,8%). En outre, on remarque que la proportion a été particulièrement faible en 2005, année de la dernière crise alimentaire, où elle était estimée seulement à 10,3%.

Graphique 22: Part de la production irriguée dans la production agricole totale



Source : ONAPAD/INS, 2008

pas comptabilisées de manière significative autant que les hommes. Par ailleurs, le contexte socio culturel a toujours relégué la femme dans une position sociale inférieure par rapport à l'homme ; ce qui est de nature à la placer dans une situation peu confortable quant à sa participation efficace et adéquate au développement humain du pays.

Malgré le rôle qu'elle joue sur le plan économique, social et dans une certaine mesure, sur le plan politique, la femme est victime de toutes sortes de discriminations qui limitent son plein épanouissement. L'Indice Sexospécifique de

Développement Humain (ISDH) qui se calcule sur la base de données, presque similaires que l'IDH, permet de mesurer le niveau d'inégalités dans les rapports hommes/femmes. Le niveau de l'ISDH

contribue par ailleurs dans l'analyse du genre, en se fondant sur la prise en compte de certaines disparités entre les deux sexes notamment.

Encadré 11: Quelques mesures envisagées en matière d'irrigation par l'Etat

Le Niger, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, envisage de réhabiliter 27.100 ha et de créer 11.000 autres ha, sur la période allant de 2009 à 2012. Ces initiatives sont prévues à travers toutes les régions où l'irrigation est possible et rentable, dans la perspective notamment d'augmenter significativement l'offre pour influencer sur les prix de denrées agricoles. Les actions suivantes sont prévues :

A court terme : trois (3) aménagements de 400, 50, 50 ha dans les régions de Maradi et Diffa dont les chantiers ont démarré en mars 2008. Cette opération a coûté 4 milliards de FCFA. Les spéculations pratiquées sont le blé, le maïs et les cultures de diversification. Trois (3) autres aménagements dans les régions de Zinder, Tillabéry et Diffa de 100 ha chacun, sont au stade de notification. Ils coûteront 6 milliards de FCFA et porteront sur les cultures de diversification, du riz et du blé.

Deux barrages dans la région de Tahoua, un aménagement de 100 ha pour la même région, deux autres aménagements de 165 ha et 265 ha dans la région de Dosso pour la production du riz. Les financements sont acquis, les dossiers d'appel d'offres sont en préparation. Les coûts sont évalués à 11 milliards de FCFA. Le dossier d'un aménagement de 200 ha à Hondé Balati pour la production de riz est en étude préalable. Le coût estimé de cette réalisation serait de 2,5 milliards de francs CFA.

A moyen terme : un programme d'amélioration de la production agricole irriguée est en préparation. Il concernera 35.772 ha dont 27.100 ha de réhabilitation et 8.672 ha de nouvelle création. Ce programme coûtera 224 milliards de FCFA dont 213 pour les infrastructures et 11 milliards pour la mise en œuvre. Cette mise en œuvre concernera les équipements, les fertilisants, les semences et le renforcement de capacité des producteurs. Le programme concernera 330.000 producteurs de riz, maïs, blé, pomme de terre, niébé dans les régions de Tillabéry, Tahoua, Dosso et Diffa.

Les superficies par région se résument comme suit : Tillabéry 5750 ha dont 3750 en riz, 1000 ha en maïs et 1000 ha en pomme de terre, Tahoua 3.600 ha dont 1000 ha en maïs, 2000 ha en blé et 600 ha en pomme de terre ; Dosso 6.750 ha dont 3.750 en riz, 2000 ha en maïs, 1000 ha en niébé et 1000 ha en pomme de terre. Diffa 6.000 ha dont 2000 en maïs, 1500 en blé, 1500 en riz et 1000 en niébé.

Mesures d'accompagnement : pour exécuter ce programme d'irrigation dans les délais et suivant les règles de l'art, il y a lieu de renforcer la capacité de supervision et de contrôle de la Direction Générale du Génie Rural au plan de ressources humaines et matérielles. Une requête a été déjà élaborée et adressée à la Coopération japonaise pour l'assistance technique.

Les gouvernements qui se sont succédés depuis 1975, (Année Internationale de la Femme) ont développé des stratégies d'intégration de la dimension « femme » et de la prise en compte de la composante genre dans leur plan d'action. Ces stratégies qui se sont développées, visent :

- l'instauration d'un dialogue politique pour améliorer les conditions des femmes et les délivrer des liens qui les empêchent d'évoluer au même titre que le genre masculin ;
- l'intégration du principe d'égalité entre les hommes et les femmes dans les textes juridiques (les constitutions, le code civil, le code pénal, le code de travail, le code de commerce, le code de nationalité, la loi sur les quotas).

Pour apprécier le niveau de prise en compte du genre dans les politiques de

développement, il est nécessaire de porter un regard sur l'évolution de l'ISDH depuis 1996 au Niger.

L'absence d'une éducation politique (méconnaissance des textes juridiques), la forte compétition d'accès aux postes de décision et le degré de pauvreté empêchent les femmes d'accéder aux postes électifs même si par ailleurs elles ont les capacités requises. Mais avec la ratification de la CEDEF et l'adoption des journées de la femme par le Gouvernement, des efforts de mobilisation des femmes ont été constatés çà et là dans la participation au niveau des différentes institutions politiques. Mais bien que des efforts aient été consentis, il importe de relever cependant une insuffisance dans la coordination, le suivi évaluation des interventions jusque là menées en direction de la femme dans ce sens par les différents partenaires.

Tableau 9: Evolution de l'ISDH de 1996 à 2007 par région

	ISDH96	IDH96	ISDH97	IDH97	ISDH98	IDH98	ISDH99	IDH99	ISDH00	IDH00	ISDH07	IDH07
Agadez	0,297	0,343	0,3	0,347	0,372	0,426	0,41	0,464	0,416	0,47	0,515	0,525
Diffa	0,163	0,201	0,165	0,204	0,214	0,284	0,218	0,3	0,232	0,34	0,436	0,447
Dosso	0,162	0,194	0,163	0,196	0,211	0,275	0,22	0,29	0,228	0,298	0,355	0,367
Maradi	0,151	0,175	0,153	0,177	0,21	0,25	0,219	0,264	0,227	0,272	0,323	0,342
Tahoua	0,175	0,194	0,176	0,196	0,238	0,271	0,237	0,271	0,244	0,277	0,372	0,387
Tillabery	0,228	0,239	0,229	0,241	0,309	0,32	0,312	0,335	0,319	0,341	0,354	0,363
Zinder	0,187	0,197	0,187	0,199	0,251	0,269	0,26	0,29	0,268	0,295	0,361	0,373
CUN	0,435	0,448	0,432	0,447	0,508	0,519	0,504	0,516	0,517	0,529	0,602	0,607
Niger	0,203	0,218	0,204	0,22	0,278	0,299	0,284	0,311	0,292	0,318	0,389	0,400

Source : RNDH2004, RNDH2009, ONAPAD, INS, 2009

Comparé à l'IDH, l'ISDH national s'est toujours inscrit à des seuils inférieurs, ce qui témoigne de l'existence d'inégalités fondées sur le sexe au Niger.

Au Niger, partout les femmes sont en retard par rapport aux hommes dans le domaine du développement humain,

inégalité illustrée par l'écart entre l'ISDH et l'IDH.

L'ISDH mesure l'inégalité en termes de potentialités élémentaires. Dans toutes les régions du pays, l'ISDH est plus faible que l'IDH et traduit que l'égalité entre les hommes et les femmes, n'est établie dans

aucune société. L'inégalité des opportunités entre les femmes se retrouve à travers les régions. Toutes les régions font état de réussites plus faibles pour les femmes que pour les hommes en matière de développement humain.

Encadré 12: Politique de promotion de la femme au Niger

L'analyse de la situation a fait ressortir une marginalisation de la femme dans le processus de développement comme en témoignent les principaux indicateurs sociaux. Afin d'améliorer les conditions de vie et la position sociale de la femme nigérienne, la politique de promotion de la femme a été adoptée en Septembre 1996. A travers cette politique, les principaux objectifs visés sont notamment :

Améliorer le statut de la femme et de la jeune fille :

Améliorer les conditions de participation de la femme aux activités économique et sociales en favorisant leur accès aux moyens et facteurs de production ;

Promouvoir la santé de la mère et de l'enfant ;

Organiser les circuits d'écoulement de la production ;

Favoriser l'accès des femmes aux crédits et instituer un fonds d'incitation à leur promotion ;

Améliorer les conditions de travail et d'emploi des femmes et des filles ;

Éliminer les pratiques coutumières fondées sur l'idée d'infériorité de la femme.

La réalisation de ces objectifs pourrait permettre à la femme d'exercer une grande influence dans la prise des décisions et le contrôle des ressources à tous les niveaux.

Source : Note de stratégie nationale 1997-2002, Août 1997.

Dans une situation d'inégalité défavorable aux femmes, celles-ci auront du mal à assurer pleinement leur autonomisation économique surtout en zones rurales où les hommes sont souvent portés vers l'exode dans l'espoir de trouver des lendemains meilleurs en ville ou dans d'autres pays de la sous-région. Dans les localités touchées de manière récurrente par les sécheresses et les crises alimentaires, en l'absence des hommes, les femmes sont souvent dans l'obligation de subvenir aux besoins quotidiens du ménage dans une situation de vulnérabilité alimentaire. Aussi, quelque soit leur motivation à vouloir assurer la survie quotidienne de leur famille, du fait de la faiblesse de leurs revenus liée à la nature peu lucrative de leurs emplois, elles se trouvent dans l'incapacité de faire face aux dépenses de consommation alimentaire en vue de

garantir une sécurité alimentaire aux enfants et aux autres membres du ménage.

3.7.2. Ecart entre IDH et ISDH

Il ressort du tableau 11, une discrimination entre les deux sexes en défaveur de la femme. A tous les niveaux, l'écart entre l'IDH et l'ISDH est positif, traduisant l'existence des disparités en termes de santé, d'éducation et de revenus entre les hommes et les femmes au Niger en 2007. Toutefois, on note que pour l'année la plus récente, les disparités se sont réduites avec une baisse des écarts observés dans l'ensemble des régions. Les régions ayant les plus gros écarts sont : Maradi, Tahoua, Dosso et Zinder en 2007. En 1996, deux de

ces régions à savoir Maradi et Dosso faisaient déjà partie de celles ayant les plus fortes disparités entre les sexes.

De façon globale, le tableau 11 montre une discrimination quasi généralisée de la

Tableau 10: Ecart entre l'IDH et l'ISDH par région

	Ecart 1996	Ecart 1997	Ecart 1998	Ecart 1999	Ecart 2000	Ecart 2007
Agadez	0,046	0,047	0,054	0,054	0,054	0,01
Diffa	0,038	0,039	0,07	0,082	0,108	0,011
Dosso	0,032	0,033	0,064	0,07	0,07	0,012
Maradi	0,024	0,024	0,04	0,045	0,045	0,019
Tahoua	0,019	0,02	0,033	0,034	0,033	0,015
Tillabery	0,011	0,012	0,011	0,023	0,022	0,009
Zinder	0,01	0,012	0,018	0,03	0,027	0,012
CUN	0,013	0,015	0,011	0,012	0,012	0,005
Niger	0,015	0,016	0,021	0,027	0,026	0,011

Source : RNDH2004, et calculs de l'ONAPAD/INS, 2008

Les indicateurs des différences sexospécifiques (ISDH) continuent de soutenir que les femmes au niveau de toutes les régions n'ont pas des privilèges et des possibilités identiques à ceux des hommes. La différence entre l'IDH et l'ISDH qui était de 0,015 en 1996 a légèrement baissé à 0,011 en 2007. Le phénomène de marginalisation des femmes est plus important dans les régions de Maradi et de Tahoua. Pour ces deux régions, les écarts entre la valeur de l'IDH et celle de l'ISDH sont respectivement de 0,019 et 0,015.

Cela ne reflète pas l'engagement pris, depuis longtemps et réitéré plusieurs fois, par les responsables politiques d'offrir aux femmes nigériennes la possibilité de faire de meilleurs choix économiques, afin de mieux tirer profit des ressources limitées disponibles et de transformer leurs efforts en initiatives économiques. Ainsi, la lutte contre le déséquilibre entre les sexes se doit d'être l'une des principales priorités au Niger pour que les femmes soient reconnues parties prenantes au processus visant à assurer un développement durable. Cet écart est aussi, la résultante des différences observées au niveau de tous les

femme par rapport aux hommes dans le temps et dans l'espace.

Les écarts les plus faibles sont plutôt le fait de la Communauté Urbaine de Niamey et de Tillabéry en 2007.

indicateurs de développement humain entre les hommes et les femmes.

La principale contrainte expliquant les écarts entre l'IDH et l'ISDH dans les régions du Niger est relative aux pesanteurs socioculturelles qui confinent la femme plutôt aux activités domestiques. Cela ne peut pas l'aider à jouir d'une autonomisation financière et économique en exerçant une activité économique lucrative au même titre que l'homme.

Cependant, on n'ignore pas que certaines régions du pays comme Tahoua ou Dosso, se caractérisent par l'existence de l'exode rural, surtout en période de soudure alimentaire. Les hommes ayant quitté les ménages pour des destinations étrangères, n'ont pas favorisé en leur présence la participation économique de la femme. Cela est de nature à mettre la femme restée seule dans le foyer pour s'occuper des enfants dans une pénurie alimentaire et l'incapacité de prendre le relais du mari absent. Il s'agit en ce moment d'une situation ayant pour corollaire de creuser davantage le fossé entre l'homme et la femme, en plus de mettre la femme et les enfants à sa charge dans une insécurité alimentaire en son absence.

Mais de plus en plus, la communauté devient consciente du problème en desserrant l'étouffement pour permettre à la femme de participer au fonctionnement du ménage sur le plan alimentaire et économique. Cela est d'ailleurs en parfaite cohérence avec l'OMD qui prône d'assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Ainsi, les focus réalisés par l'équipe technique du RNDH2009, ont permis d'inventorier les différentes activités génératrices de revenus auxquelles s'adonnent les femmes en saison sèche notamment pour garantir la sécurité alimentaire du ménage, avec le cash mobilisé.

Encadré 13: Quelques activités réalisées par les femmes en saison sèche au Niger

A Zinder, les femmes s'adonnent à un certain nombre d'activités dont les retombées permettent de garantir une alimentation satisfaisante pour la famille. Il s'agit entre autres de :
La vente des pagnes, de la kola, l'extraction et la vente de l'huile d'arachide, la pratique de l'embouche bovine etc... Dans certains villages comme ceux de Tanout, on observe souvent une insuffisance alimentaire qui entraîne des migrations saisonnières vers le Nigéria ou la Lybie. Le réseau des transferts des exodants, est assez développé, et permet à beaucoup de femmes de gérer la période dite de soudure.

A Maradi, Au niveau du monde rural, on peut citer comme principales activités des femmes, la production agricole, la transformation et la commercialisation des produits agricoles, l'élevage et l'embouche, la vente du bois, etc.

3.7.3. Indicateur de pauvreté humaine (IPH)

L'indicateur de la pauvreté humaine (IPH) se concentre sur trois (3) aspects essentiels de la vie humaine qui sont déjà retenus dans le cadre de l'IDH (la longévité, l'instruction et des conditions de vie décentes). L'IPH utilise ces aspects sous l'angle des manques. La première forme de manque se mesure ainsi en termes de survie (c'est la probabilité de décéder à un âge relativement précoce avant 40 ans). La deuxième, qui a trait à l'instruction, consiste à se trouver exclu du monde de la lecture et de la communication. Le troisième concerne l'absence d'accès à des

conditions de vie décentes, et s'attache en particulier à ce que procure l'économie dans son ensemble.

Ainsi, l'Indice de Pauvreté Humaine mesure le nombre de personnes victimes de la pauvreté humaine, à savoir le pourcentage d'individus privés de l'accès à l'eau potable, du service d'assainissement et de santé, celui des individus risquant de décéder avant l'âge de 40 ans et enfin celui des enfants de moins de 5 ans souffrant de la malnutrition liée à une insuffisance pondérale.

Les niveaux de malnutrition sévère des enfants de 6 à 59 mois au Niger, sont parmi les plus élevés du monde.

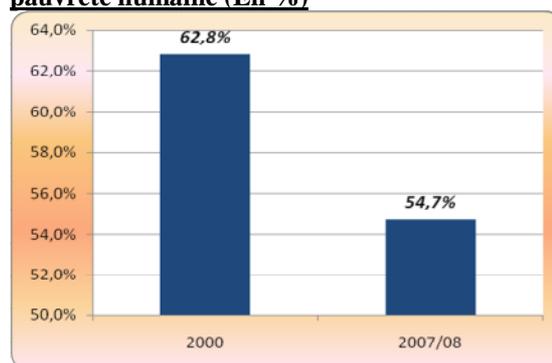
Les problèmes nutritionnels et alimentaires apparaissent dans une situation d'insécurité alimentaire. Les effets de saisonnalité de la malnutrition sont particulièrement prononcés au Niger où l'insécurité alimentaire est devenue la principale cause de sous-nutrition des enfants.

En 2006, plus de quatre enfants sur dix (44%) souffrent d'insuffisance pondérale : 29% sous la forme modérée et 15% sous la forme sévère. Bien qu'en légère diminution par rapport à 1998, ce taux reste encore élevé. Les enfants de 12 à 23 mois (59%), ceux du milieu rural (47%) et ceux de Maradi et Zinder respectivement 54% et 53% présentent plus fréquemment que les autres une insuffisance pondérale.

La pauvreté humaine ne se limite donc pas à l'absence de revenu puisque cette absence ne peut pas s'interpréter comme reflétant la totalité du dénuement humain. Les différentes formes de pauvreté humaine se manifestent à travers une espérance de vie faible, un taux d'analphabétisme élevé, une malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans, une proportion élevée de la population privée des soins de santé primaire et d'accès à l'eau potable. C'est en combinant ces différents indices que l'on détermine l'IPH d'une région ou d'un pays en général. Le taux d'analphabétisme des adultes n'a pas connu d'évolution notable depuis plusieurs années. Par contre, la malnutrition aiguë chez les enfants s'est beaucoup accentuée ces dernières années.

De par le graphique ci-après, 54,7% des nigériens sont concernés par la pauvreté humaine en 2007; soit une baisse légère par rapport à 2000 où l'indicateur se situait à 62,8%.

Graphique 23: Evolution de l'indicateur de pauvreté humaine (En %)



Source : RNDH2004, ONAPAD/INS, QUIBB 2005 et EDSN-MICS3, 2006

Tableau 11: Indicateurs et mesure de l'IPH-1 de 2007

Probabilité de décéder avant 40 ans (Oq40)	Taux d'analphabétisme	Population sans source d'eau appropriée	Insuffisance pondérale des enfants (Moins de 5 ans)	IPH-1
0,287	71,3%	49,9%	44,4%	54,70%

Source : ONAPAD/INS/QUIBB2005, EDSN-MICS3 2006

Parmi les principales causes aggravant le niveau de la pauvreté humaine au Niger, on note :

- Le faible taux de couverture sanitaire résultant d'une insuffisance de l'accessibilité des populations aux services de santé. Avec une couverture de 45%, environ la moitié de la population n'a pas accès aux services de santé. Cela est dû non seulement à l'éloignement des formations sanitaires par rapport aux lieux de résidence des malades, mais aussi à la pauvreté de la population dont le faible revenu ne lui permet pas de faire face à la cherté des soins. L'accès aux services de santé demeure aussi un problème pour ces couches défavorisées ;

- L'irrégularité dans la disponibilité des médicaments essentiels génériques ;
- La prévalence élevée des maladies infectieuses et endémo épidémiques y compris les problèmes des IST/SIDA ;
- Le faible taux de couverture vaccinale notamment pour les enfants et femmes en âge de procréer ;
- L'inadéquation entre l'accroissement démographique et les ressources mises à la disposition du secteur sanitaire ;
- L'environnement défavorable à la promotion de la santé dont la persistance de l'insalubrité du milieu due à l'accès difficile à l'eau potable et aux services d'hygiène. L'équilibre alimentaire de plus en plus fragile ayant des conséquences sur l'état nutritionnel des groupes vulnérables particulièrement les enfants en bas âge, les femmes allaitantes et les femmes enceintes ;
- La mauvaise gestion et l'insuffisance de la coordination de la participation communautaire ;
- L'insuffisance de la sensibilisation de la population sur les problèmes de santé ;
- La faible performance du système de soins de santé se traduisant par une baisse généralisée des indicateurs de prestation.

Ce sont là, les principaux déterminants qui constituent des défis à relever en vue d'atténuer la pauvreté humaine.

L'eau de boisson salubre est indispensable à la bonne santé d'une population. En effet, l'eau de boisson insalubre peut être un moyen de propagation des maladies comme le choléra, la typhoïde, les

maladies diarrhéiques, etc. l'eau de boisson peut aussi contenir des éléments chimiques et physiques ayant des effets néfastes sur la santé humaine. En plus de son association avec les maladies, l'effet de l'inaccessibilité de l'eau de boisson peut être particulièrement important pour les enfants et les femmes, notamment en milieu rural où l'approvisionnement en eau s'effectue dans des conditions difficiles (points d'eau rares et éloignés).

Au Niger, 50,1% des ménages utilisent l'eau salubre pour la boisson en 2007, c'est-à-dire, celle provenant d'un robinet (à domicile ou borne fontaine), d'un puits protégé, d'une source protégée ou d'un forage. Si on considère chaque source séparément, on se rend compte que seulement 18% des ménages utilisent principalement l'eau provenant d'un robinet à domicile ou d'une fontaine. Ce niveau est similaire à celui observé au moment de l'EDSN II 1998 (18%). L'utilisation de l'eau potable présente une grande disparité selon la région et le milieu de résidence. Si à Niamey, près des trois quarts des ménages utilisent de l'eau de boisson salubre (73%), à Agadez un peu plus de la moitié des ménages l'utilisent (52%), et dans les autres régions moins de la moitié ont accès à une eau de boisson salubre. Dans les régions de Dosso, Tillabéri et Maradi, à peine le tiers des ménages utilisent ce type d'eau (respectivement 34%, 35% et 38%).

3.7.4. Indicateur de Participation de la Femme (IPF)

L'indicateur de Participation des Femmes (IPF) est défini à partir des variables mesurant la maîtrise que les hommes et les femmes peuvent exercer sur leur destinée

dans les domaines politique et économique.

Le premier ensemble de variables choisies pour rendre compte de la participation à la prise de décision dans la sphère économique, comprend les proportions d'hommes et des femmes exerçant des fonctions de direction et d'encadrement supérieur et, d'autre part, des professions techniques et libérales. La deuxième est la variable du revenu qui est choisie pour exprimer le contrôle des ressources économiques par les hommes et les femmes. La troisième variable est constituée par le pourcentage de femmes et d'hommes occupant des fonctions parlementaires. Celle-ci a été choisie pour refléter la participation à la vie politique et le pouvoir de décision des femmes.

La faible représentation des femmes dans les instances de décision, leur faible pouvoir économique, le faible accès à l'information des enfants et de la population relativement à leurs droits, sont autant de caractéristiques de la société nigérienne.

En ce qui concerne les droits humains, la participation se manifeste à travers le renforcement du rôle de la femme et de l'enfant dans le processus de prise de décisions les concernant pour leur garantir de meilleures chances de développement, puis dans celui de la communauté et de la famille, une participation à la prise de décision (droit à l'expression, au choix et à la décision). En effet, selon les informations recueillies auprès du ministère de l'intérieur et de l'Assemblée Nationale, le niveau de participation de la femme au processus de prise de décision, s'est nettement amélioré depuis 1990. Toutefois, les indicateurs peuvent encore s'améliorer en faisant preuve de plus d'équité et de justice à l'égard de la femme.

Dans la sphère administrative, on observe en 2007 que 12,5% des parlementaires sont des femmes ; ce qui traduit une évolution appréciable à ce niveau comparativement aux années 1990. Le taux de participation des femmes demeure toutefois faible malgré les avancées enregistrées dans ce domaine.

En guise d'illustration, on observe une seule femme sur 10 hauts fonctionnaires et directeurs au niveau de l'administration publique. Le taux de participation de la femme est en revanche beaucoup plus élevé en ce qui concerne les postes professionnels et techniques (25% en 2007).

Par ailleurs dans le gouvernement actuel, le taux de présence des femmes en 2008 (33%), illustre les progrès accomplis dans la marche vers la réduction des disparités fondées sur le sexe.

La participation des femmes au sein des partis politiques, devrait les renforcer dans leur autonomisation et favoriser leur accès dans les gouvernements. Pourtant leur sous représentation est flagrante et explique en partie leur faible présence dans les gouvernements avant 2007.

On note toutefois au-delà de l'amélioration de la présence de la femme dans le gouvernement, que le quota au niveau du Parlement est plus ou moins respecté.

De 2000 à 2004, il y'avait une seule femme parlementaire à l'Assemblée Nationale. Fort heureusement, depuis cette date, on enregistre la présence de 14 femmes (12,5%) dans l'hémicycle, ce qui montre que des résultats probants ont été enregistrés en termes d'intégration de la femme au processus de décision politique.

Toutefois, ces avancées non négligeables n'inhibent pas la faible participation actuelle des femmes au poste de responsabilité de l'Assemblée Nationale,

notamment les réseaux parlementaires et les commissions. Au niveau des commissions, deux femmes seulement assurent le poste de président, tandis que dans le bureau permanent, on enregistre la présence d'une seule femme au poste de secrétaire parlementaire.

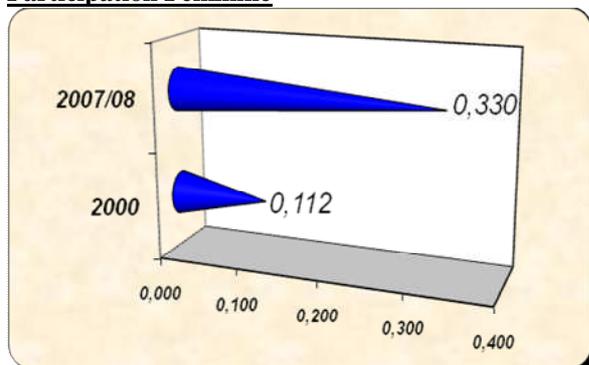
Par ailleurs en 2007, on note un niveau de participation de 17,6% pour les femmes sur l'ensemble des 3747 conseillers locaux et municipaux. Ce chiffre certes modeste, a le mérite toutefois de refléter le niveau d'implication progressive des femmes dans les instances de décision locale en 2007.

En revanche, on déplore une absence totale de femmes au niveau des postes exigeant plus de responsabilité comme la préfecture ou le gouvernorat en 2007.

3.7.5. Liens entre l'autonomisation de la femme et la sécurité alimentaire des ménages

L'Indice de Participation Féminine au Niger se situe à 0,33 en 2007, en hausse significative par rapport à l'année 2000, où on enregistrait un niveau de 0,112 dans le Rapport Mondial 2000.

Graphique 24: Evolution de l'Indice de Participation Féminine



Source : RMDH2000 et ONAPAD, 2008

Cet indicateur illustre parfaitement la faible implication des femmes dans les prises de décisions politiques et économiques du pays.

En effet, les dimensions prises en compte dans le calcul de l'IPF sont :

- La part de la population féminine dans la population totale ;
- La part des femmes dans l'effectif des parlementaires ;
- La part des femmes dans l'effectif des fonctionnaires et des directeurs ;
- La proportion des postes professionnels occupés par les femmes ;
- L'indice de revenu des femmes.

Cela dit, l'amélioration de l'IPF passe par le renforcement des capacités des femmes à s'impliquer dans la vie économique, politique et professionnelle. Si les écarts entre les sexes en matière d'éducation et de

Malgré les pesanteurs socioculturelles encore présentes, la femme Nigérienne est de plus en plus impliquée dans la prise de décision surtout dans la sphère politique et administrative. La qualité de sa participation demeure cependant faible.

santé se resserrent, il semble que les opportunités de participation à la vie économique et politique sont extrêmement limitées pour les femmes. C'est dire que la réduction des écarts entre les deux sexes en matière d'éducation et de santé n'a pas permis l'amélioration des indices qui entrent dans le calcul de l'IPF.

La moyenne nationale de l'IPF traduit l'importance des handicaps sociaux,

économiques et politiques dont souffrent les femmes et le long chemin qui reste à parcourir pour rendre les opportunités entre les hommes et femmes égales et les accroître grâce à une croissance économique bien qu'il est clairement établi, pour certains, que l'ouverture d'opportunités pour les femmes ne doit pas dépendre nécessairement du revenu ni du taux de croissance économique du pays²⁶.

Dans les conditions actuelles où on observe encore l'existence de disparités fondées sur le genre au vu du niveau actuel de l'IPF au Niger, les possibilités offertes à la femme pour jouir pleinement de son autonomie économique et financière sont réduites. Et pourtant dans les familles sahéliennes rurales, nul ne saurait ignorer le rôle crucial de la femme dans le cadre de la sécurisation alimentaire du foyer aux moments d'absence de l'homme le plus souvent parti sous d'autres cieux à la recherche de quoi compenser la période de soudure alimentaire.

Sur la base de nos simulations, une révision à la hausse du pourcentage des femmes parlementaires (de 12,5% à 25%), se traduirait par une amélioration de l'IPF qui passerait de 0,33 à un seuil de 0,44. Il est évident qu'une amélioration davantage notable de la participation de la femme au Parlement, aura une incidence positive sur le rôle futur qu'elle aura dans la sphère économique, politique, administrative et culturelle. Cela permettra à coup sûr de briser certaines barrières culturelles néfastes à la prise de décision dans la famille. L'amélioration de son niveau de participation à la prise de décision aidant, elle pourra mieux s'autogérer même en l'absence de l'homme dans les périodes de soudure alimentaire. Il se passe malheureusement qu'en 2007²⁷, la femme est très peu représentée dans les instances de prise de décision comme les institutions

de la République (Assemblée Nationale (12,5%), Haut Conseil des Collectivités Territoriales (23,5%), Conseil Economique Social et Culturel (9,5%) ou Conseil Supérieur de la Communication (13,9%).

La collecte d'informations qualitatives dans le cadre du processus d'élaboration du RNDH2009, a permis à cet égard d'apprécier la lourde responsabilité qui pèse sur les épaules de la femme rurale nigérienne, surtout dans les localités à risque élevé d'insécurité alimentaire. Les femmes des régions comme Maradi et Zinder, n'ayant pas eu la chance de bénéficier de microcrédits pour promouvoir des activités économiques en saison sèche comme alternative pour garantir l'achat de produits alimentaires, se trouvent ainsi dans une situation de précarité avec un impact négatif sur le plan sanitaire, éducatif et alimentaire des enfants.

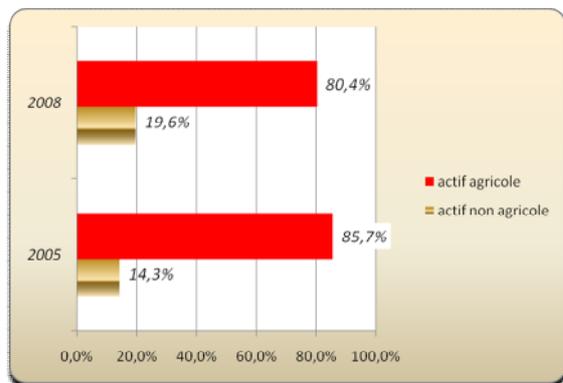
3.8. Sécurité alimentaire, revenu et emploi

Au Niger, les ressources humaines constituent sans nul doute, un tremplin pour servir de potentiel au développement de l'agriculture. Elles constituent en effet, un atout indéniable qui sera davantage valorisé à travers la mécanisation progressive de l'agriculture, grâce à l'acquisition et à la distribution de tracteurs et de petits matériels de culture attelée.

²⁶ Rapport mondial sur le Développement Humain 1996, p.39

²⁷ Ministère de l'Intérieur, 2008

Graphique 25: Part de la population agricole active dans la population active totale



Source : ONAPAD, INS QUIBB2005 et ENBC2007/08

En effet, en 2005 on constate que la part de la population agricole active dans la population active totale est estimée à environ 86% également, et à 80% en 2008.

Du fait d'un fort rattachement de la majorité des ménages nigériens aux activités agricoles pour satisfaire leurs conditions de vie, il ressort en toute évidence, une incidence des emplois liés à ce secteur sur la mobilisation des revenus et la sécurité alimentaire dans les familles et dans la communauté. Cela ne saurait s'apprécier objectivement qu'en observant la relation entre le type d'activités des individus et la qualité de la consommation alimentaire.

A cet égard, en 2008, la répartition de la consommation alimentaire des ménages nigériens selon l'emploi ou les catégories de subsistance a été appréhendée à l'issue de l'enquête nationale sur la vulnérabilité²⁸ à l'insécurité alimentaire.

Les résultats de l'enquête montrent que la proportion des ménages avec une

consommation alimentaire pauvre est beaucoup plus élevée parmi les ménages qui dépendent de la vente de bois/paille et de l'agriculture (7,9%), des transferts (7,1%), du petit commerce (6,6%) et de l'agriculture (5,5%).

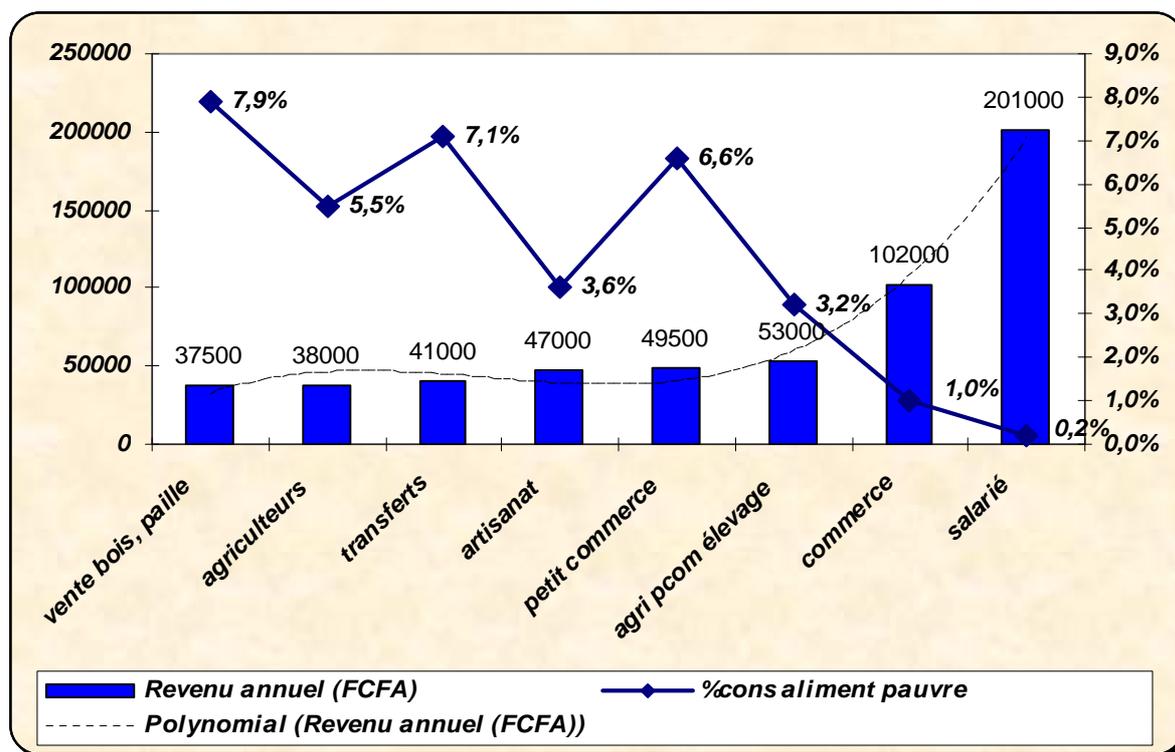
A l'opposé, les proportions les plus faibles sont enregistrées avec les salariés (0,2%) et les commerçants (1%).

Ainsi, l'agriculture occupe une large majorité de la population. En 2005, selon les résultats de l'enquête QUIBB1, plus de 86% de la population appartiennent à des ménages agricoles. En 2008, la proportion qui est estimée à environ 81%, reste encore importante. L'évolution de la population active agricole rapportée à la population active totale reste très proche de celle de la population agricole rapportée à la population totale.

Malgré les pesanteurs socioculturelles encore présentes, la femme Nigérienne est de plus en plus impliquée dans la prise de décision surtout dans la sphère politique et administrative. La qualité de sa participation demeure cependant faible.

²⁸ L'enquête a été réalisée de manière conjointe entre l'INS, le SAP et d'autres partenaires comme le PAM

Graphique 26: Corrélation Emploi, Revenu, Sécurité alimentaire



Source : Données de l'Enquête conjointe vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, INS-SAP 2008

Par ailleurs, le graphique 26, nous indique que lorsque le revenu lié à l'activité, augmente, les risques d'avoir une consommation alimentaire pauvre diminuent. En effet, il y'a une élasticité négative de -0,8, entre la pauvreté de la consommation alimentaire et le niveau de revenu. Ainsi, les salariés vivant exclusivement dans les centres urbains et les commerçants font partie de la catégorie professionnelle, disposant de plus de revenus ; ce qui accroît leur chance et celle de leur ménage d'être épargné d'une situation de dénuement alimentaire.

Dans un autre registre, les vendeurs de bois, de la paille, les agriculteurs, les personnes recevant exclusivement les transferts et dans une moindre mesure celles s'adonnant au petit commerce, figurent parmi la population la plus pauvre sur le plan monétaire. C'est à juste titre que l'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de 2008, a révélé que ces

groupes socioéconomiques ont une probabilité plus grande d'être confrontés à une insécurité alimentaire ; et pour preuve, la proportion des ménages ayant une ration alimentaire pauvre, est la plus élevée de la population.

Ces analyses indiquent que si l'activité de l'individu est essentiellement exercée dans un cadre rural agricole, du fait des aléas climatiques récurrents au sahel, il y'a de fortes chances d'être vulnérable à l'insécurité alimentaire. C'est pourquoi, il est indispensable de développer d'autres créneaux d'emplois secondaires comme palliatif à l'emploi agricole et saisonnier à l'issue incertaine au cours de l'année.

Le profil de pauvreté de l'ENBCIII, indiquait qu'une région comme Diffa figurait parmi les moins pauvres du pays. De l'autre côté une région frontalière avec le Nigéria et de surcroît la capitale économique du Niger, est la plus pauvre,

en l'occurrence Maradi. Une des raisons constatées par l'équipe technique du RNDH2009, est relative au fait que la population active de Diffa s'adonne à plusieurs autres activités tout au long de l'année, ce qui lui permet de supporter le contre-coup d'une mauvaise saison pluvieuse éventuelle. A contrario à Maradi, le secteur informel urbain et les activités agricoles à faible valeur ajoutée, sont toutes choses égales par ailleurs, les principaux créneaux de richesse pour une grande majorité d'individus. Du coup, la population a une probabilité plus forte d'être victime d'une pauvreté alimentaire en raison aussi de la taille élevée des ménages, comme constatée d'ailleurs à l'issue de l'ENBCIII.

Conclusions

Les constats relatifs à l'analyse des trois principales dimensions de la sécurité alimentaire au Niger sont édifiants.

- En effet, en ce qui concerne la disponibilité alimentaire, il ressort que les ménages urbains et ruraux au Niger sont exposés à un risque permanent d'insuffisance des céréales de base comme le mil, le riz ou le sorgho, du fait des irrégularités de la saison pluvieuse. La production agricole et pastorale est soumise à des fluctuations périodiques qui placent le Niger dans une disponibilité limitée des produits alimentaires. Le pays est ainsi contraint notamment de faire recours à l'aide alimentaire et aux importations pour garantir une sécurisation alimentaire des populations.
- Une des dimensions cruciales de la sécurité alimentaire est la production agricole. Malheureusement, la rareté de la ressource terre et eau dans les pays sahéliens, contraint les populations déjà nombreuses, à exercer une forte pression sur les ressources naturelles qui ne sont guère illimitées. L'on comprend alors aisément pourquoi, au fil des années, les rendements des cultures ne s'améliorent pas pour permettre d'accroître significativement le niveau de la production.
- Par ailleurs, des difficultés ressortent sur le plan socioéconomique en raison de la faiblesse des revenus, du pouvoir d'achat des ménages et des

investissements agricoles ; sur le plan physique du fait de la dégradation avancée des sols, de l'insuffisance de la pluviométrie et de l'ensablement des cours d'eau ; sur le plan technologique en raison de l'archaïsme des systèmes de production et d'exploitation ; et sur le plan géographique du fait de l'immensité du territoire, l'éloignement des marchés et l'enclavement du pays. Cela indique si besoin est, des contraintes réelles pour faciliter à la population, l'accès à la nourriture.

Sur le plan du développement humain, un certain nombre de constats ressortent des analyses précédentes :

- Globalement on enregistre une amélioration des indicateurs de développement humain régionaux, ce qui se traduit par une légère hausse de l'IDH national entre 2000 et 2007;
- Les disparités fondées sur le sexe existent encore en 2008, même si elles se caractérisent par une légère baisse révélatrice d'un meilleur rééquilibrage selon le sexe, en termes d'accès au savoir, au revenu et à la santé.
- On note par ailleurs, une amélioration notable des indicateurs sociaux de la santé et de l'éducation, mais des progrès modestes au niveau de la dimension revenu, entre 2000 et 2007;
- Au plan régional, la Communauté Urbaine de Niamey, et les régions d'Agadez et Diffa, s'illustrent avec un indice de développement humain, plus élevé que pour les autres régions du pays. A l'opposé,

les régions de Maradi, de Dosso et de Tillabéry déjà à plus forte incidence de la pauvreté monétaire en 2007, ressortent avec un indice de développement humain plus faible à la même période; Aussi, les disparités fondées sur le sexe, sont plus marquées dans les régions de Maradi et de Tahoua en 2007.

Sur le plan de la sécurité alimentaire, il ressort dans le rapport, des constats aussi bien positifs que négatifs décrits à travers la situation suivante, au Niger :

- L'existence de dispositif opérationnel de prévention des crises alimentaires;
- L'élaboration de plusieurs politiques nationales en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, et sur l'environnement;
- L'implication appréciable des partenaires au développement pour accompagner l'État dans le domaine de la sécurité alimentaire;
- Les initiatives de vente de céréales à prix modérés par l'Etat, au bénéfice des ménages pauvres pour réduire l'impact négatif de la pénurie alimentaire;
- L'existence d'un fort potentiel hydrique favorable à la promotion des cultures de contre-saison et l'augmentation de l'offre des produits alimentaires;
- Les ménages nigériens, surtout en milieu rural, sont souvent exposés à un risque d'insécurité alimentaire (facteurs climatiques, sautereaux,);
- Une forte dépendance du pays, aux importations alimentaires en raison de la faiblesse de la production agricole locale;
- L'insuffisance de créneaux pour améliorer la base productive (agriculture, élevage);
- Le faible pouvoir d'achat des ménages, surtout en milieu rural (accès limité à la nourriture, aux intrants,...) et les pesanteurs

socioculturelles déterminent la quantité et la qualité des aliments consommés par la population.

Relativement aux liens entre la sécurité alimentaire et les dimensions du développement humain, on note ce qui suit :

- Sur le plan de l'emploi, du revenu et de la sécurité alimentaire, on observe que le manque d'emploi et de qualification de certaines activités rurales et informelles, explique pourquoi les ménages sont dans l'incapacité d'accéder raisonnablement à certains produits alimentaires, faute de ressources financières adéquates. Du coup, cela les expose à une insécurité alimentaire. Pour s'en convaincre, les consommations alimentaires pauvres au Niger, sont surtout le fait des ménages exerçant dans les petites activités agricoles, la vente de bois, de la paille, le petit commerce informel, ou les individus bénéficiant des transferts;
- Sur le plan de la santé, la faible productivité agricole alliée à la faiblesse des dispositifs de prévention et de gestion de crises alimentaires, placent les populations dans une situation de risque de sous-nutrition, lorsque la crise alimentaire survient, dégradant leur état de santé ;
- Relativement au genre, la faible autonomisation de la femme a des effets négatifs sur la sécurité alimentaire des familles. En fait, certaines localités du pays portées vers l'exode, appartiennent à des régions à forte pesanteur socioculturelle (Dosso, Maradi, Tahoua). Les femmes y ont de ce fait peu d'opportunités de se rendre financièrement autonomes, et comme les maris sont souvent

absents, cela leur porte préjudice en termes de prise en charge de la famille;

- Sur le plan de l'environnement, la pression de la démographie sur les ressources environnementales, et sur la disponibilité alimentaire constitue un risque de vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire; comme les ressources environnementales sont limitées au Niger et l'utilisation des énergies renouvelables et modernes très faible, cela met en péril les générations futures ;
- Sur le plan de l'éducation, il ressort une relation forte entre le niveau d'instruction du chef de ménage et les risques d'exposition à l'insécurité alimentaire. L'instruction a en effet, un impact positif réel sur les opportunités d'insertion dans la vie active pour y exercer des emplois qualifiés et lucratifs.

Recommandations

Sur la base des constats qui précèdent, il est nécessaire d'envisager les recommandations suivantes qui appellent à l'action, pour garantir une meilleure sécurité alimentaire des populations Nigériennes :

- Développer des créneaux pour améliorer significativement la production agricole et pastorale. Par exemple, de nouvelles semences pourraient éventuellement faire l'objet d'expérimentation à grande échelle. C'est alors le lieu de mettre en avant le rôle crucial que doivent jouer les institutions de recherche agronomique pour développer de nouvelles variétés culturales adaptées aux changements climatiques, et l'Etat pour mobiliser les ressources nécessaires à la valorisation des fruits de la recherche. En dehors de cela, il est nécessaire de mettre en pratique les nouvelles méthodes culturales pour pallier la baisse de la productivité agricole due à la faible performance des techniques traditionnelles ;
- S'agissant de l'élevage, les initiatives actuellement prises en termes de promotion des races bovines, méritent également d'être soutenues et renforcées pour espérer rehausser le niveau de la production. Aussi, du fait de l'existence d'un potentiel animal au Niger, le pays gagnerait mieux en développant les systèmes de production des sous-produits de l'élevage comme le lait et la viande;
- Du point de vue revenu, il est crucial d'améliorer le pouvoir d'achat des ménages pour accroître leur possibilité de s'offrir certains produits alimentaires de base en faisant face également à la hausse fréquente des prix des denrées alimentaires. L'Etat est interpellé à ce niveau pour aider les différentes communautés à développer des activités génératrices de revenus susceptibles de promouvoir les investissements vers d'autres créneaux plus porteurs. Ce qui ne se fera pas sans moderniser par ailleurs les petites unités de production informelle qui en réalité actuelle, ne permettent pas à leurs propriétaires de préserver leurs familles de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire ;
- Il est aussi nécessaire de prévoir des investissements à moyen terme pour renforcer la disponibilité ou les capacités d'offre alimentaire sur le territoire ;
- Pour pallier le caractère aléatoire de la pluviométrie au Niger, il est nécessaire de mettre en œuvre des modèles de croissance économique basés sur la promotion des cultures irriguées, en toute saison. Cela permettra d'accroître significativement la contribution de la production agricole irriguée actuellement modeste et fluctuante, dans la production agricole totale. Les cultures irriguées promues, permettront d'accroître la circulation monétaire en zones

rurales. A cet égard, les cours d'eau existants doivent être mieux valorisés pour des fins de production agricole, dans la perspective de mieux négocier les périodes de soudure alimentaire affectant négativement beaucoup de ménages nigériens ;

- Concernant la dimension éducation, il est nécessaire de poursuivre les initiatives de promotion de la scolarisation des enfants filles et garçons, et de l'alphabétisation des adultes. La scolarisation mettra beaucoup l'accent sur la jeune fille en vue de réduire les disparités fondées sur le sexe. Si de telles conditions sont réunies, les initiatives visant à réduire la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire produiront à terme, des résultats plus probants. Cela nécessite cependant, une sensibilisation accrue des parents, des leaders traditionnels et religieux des zones rurales, sur les vertus de l'instruction et du savoir, en matière de développement humain en général. La levée des pesanteurs culturelles permettra de combattre aussi les mauvaises habitudes alimentaires, influençant négativement la qualité alimentaire et nutritionnelle de certaines composantes de la population. L'instruction permettra en effet de surmonter de telles pesanteurs assez fortes dans les communautés nigériennes. L'éducation étant la pierre angulaire du développement, il est capital de multiplier les centres d'alphabétisation pour donner une seconde chance à la femme non instruite ou à l'adulte n'ayant jamais fréquenté d'accéder aussi au savoir. Cela est d'autant plus vrai que le présent rapport sur le développement humain, indique que le faible niveau d'instruction

du chef de ménage, favorise la pauvreté et les risques d'insécurité alimentaire de la famille ;

- Relativement à l'aspect crucial de la démographie et de la sécurité alimentaire: il est admis que la taille du ménage influence son pouvoir d'achat et réduit ses chances d'accéder à la nourriture suffisante et de bonne qualité. Les enquêtes vulnérabilité les plus récentes ont en effet, décrit cette situation. D'où la nécessité pour l'Etat de mettre en œuvre, une politique efficiente en matière de santé reproductive ;
- L'autosuffisance alimentaire au niveau microéconomique (individu ou ménage) ne peut être atteinte tant qu'il n'existera pas de cohérence entre le potentiel économique ou le pouvoir d'achat du ménage et sa taille. La taille du ménage pourrait jouer un rôle précurseur dans la création de richesses dans la communauté à la seule condition que les membres du ménage soient qualifiés pour être des acteurs utiles de l'économie familiale puis nationale et non des personnes prises entièrement en charge.
- En ce qui concerne les interactions entre l'environnement et la sécurité alimentaire, là encore, les constats recommandent, la mise en œuvre de mesures pour une exploitation rationnelle des ressources pour garantir la survie des générations futures. Il est à cet égard nécessaire de promouvoir les initiatives visant à enrichir les sols, à récupérer les terres pour la culture, à fixer les dunes pour retarder la progression du désert, à préserver le capital forêt, en contrôlant la coupe

abusive du bois, en assurant l'utilisation des énergies renouvelables pour éviter la tendance à la déperdition des ressources de l'environnement. Les actions de récupérations de terres menées d'ailleurs par des femmes de certaines régions comme Tahoua dans le cadre du programme spécial, méritent d'être encouragées et dupliquées partout où cela est nécessaire au Niger. Dans la même lancée, il est nécessaire d'accompagner toutes les bonnes initiatives visant à promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables comme l'énergie solaire, susceptible d'être transformée pour produire de l'électricité. Cela permet par ailleurs de réduire la pression sur le bois énergie.

- Du fait de la position géographique du Niger, un pays du sahel, il est nécessaire de poursuivre et renforcer les dispositifs de prévention et d'intervention en cas de crises alimentaires, en accordant un intérêt profond aux groupes les plus vulnérables sur le plan alimentaire, sur la base de l'identification faite par les études sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Il est tout aussi important de poursuivre et renforcer les programmes d'investissements en infrastructures routières pour aider à désenclaver le pays et à rendre plus accessibles les marchés d'approvisionnement en produits alimentaires surtout en zones rurales ;
- Enfin, il est également important de placer au centre des réflexions, le rôle crucial de la femme dans la sécurisation alimentaire de la famille. C'est pourquoi, la femme doit bénéficier du soutien

nécessaire pour promouvoir son instruction, sa participation sociale, communautaire et économique dans la mesure où son autonomisation aiderait beaucoup de ménages dans une situation d'incapacités de l'homme à garantir l'alimentation quotidienne des enfants.

▪ Références bibliographiques

- Ali Madaï Boukar et Daddy D.Bakoye: Etude sur le système d'informations en statistiques agricoles, Rapport FAO, 2007
- BAID/OCDE, 2008, « Perspectives économique en Afrique »
- Banque Mondiale : Sécurité alimentaire et filets sociaux, Niger 2008
- BRMDH : Guide d'élaboration des Rapports sur le Développement Humain
- Cabinet du Premier Ministre : Dispositif National de Prévention des Crises Alimentaires, Plan national de contingence, Volet sécurité alimentaire et nutritionnelle, novembre 2007
- Cabinet du Premier Ministre : Document de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté (SDRP), version 2008
- CDC Atlanta : Enquête sur la nutrition dans une situation de crise alimentaire, 2005
- CNEDD : Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable, PNEDD, 1998
- DSCN : Enquête Nationale sur le Budget et la Consommation, ENBC 1992
- FAO : Programme national global de sécurité alimentaire, 2002
- INS : Annuaire statistique, séries longues
- INS : Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples 2006
- INS : Enquête sur le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être
- INS : les comptes économiques de la Nation, 2003-2007
- INS : les comptes économiques de la Nation, 2008
- INS : Notes sur les statistiques du commerce extérieur, 2000 à 2008
- INS : Rapport de l'enquête QUIBB2005, profil de pauvreté
- INS : Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Niger : 2005-2008
- INS, ONAPAD : Analyse de la productivité agricole : phase descriptive exploratoire, 2007
- INS/CCA/PAM : Rapport des enquêtes sur la vulnérabilité alimentaire 2007/08
- INS/MSP/HKI/UNICEF/PAM/Islamic Relief : Rapport de l'enquête sur la nutrition et la survie de l'enfant, 2008
- INS/ONAPAD : Rapport National de suivi de l'atteinte des OMD, 2007
- INS/ONAPAD : Rapport sur l'état de la pauvreté au Niger, 2008
- MEN : Annuaire des statistiques de l'éducation, 2006/2007/2008

- MESSRT : Annuaire des statistiques de l'enseignement secondaire, 2005/2006/2007
- Ministère de l'Economie et des Finances, DSCN, 1994, « Profil de la pauvreté au Niger »
- Ministère de l'Economie et des Finances, INS, 2006, « Annuaire Statistique 2001-2005 »
- Ministère de l'Economie et des Finances, INS, 2009, « Annuaire Statistique 2005-2008 »
- Ministère de la Population et de l'Action Sociale, DP, 2006, « Impact de la croissance démographique sur l'agriculture »
- Ministère du Développement Agricole, 2008, Evaluation de la campagne d'irrigation 2007-2008 des sites financés par le PIP2 »
- Moctar Seydou et al., MDA : Evaluation du secteur agricole et des conditions de vie des ménages, 2009
- MRA. 2001 Relance du secteur de l'élevage au Niger, état des lieux, axes d'intervention et programmes prioritaires. 120 p.
- MRA. 2007. SIM bétail. 2007. Flash info, semaine du 18 au 24 septembre 2007. MRA. 2007. SIM bétail. 2007. bulletin mensuel, Août 2007. 8 p
- PNUD : Rapport Mondial sur le Développement Humain, 2007/2008
- PNUD : Rapport National sur le Développement Humain provisoire, 2003
- PNUD : Rapport National sur le Développement Humain, RNDH2004, Niger
- République du Niger : Plan National d'Action pour la Nutrition, 2003-2015
- RGA/C. 2007. Résultats volet Agriculture. 51 p
- RGA/C. 2007. Résultats volet Elevage. 6 p
- SDR. 2006. Plan d'action. Le secteur rural, principal moteur de la relance économique. 164 p
- SDR. 2006. Synthèse des travaux du groupe thématique « secteur rural » dans le cadre de la révision de la stratégie de réduction de la pauvreté. 11 p
- SP/SDRP : Document de la Stratégie de Développement Accéléré et de Réduction de la Pauvreté
- Système d'Informations sur les Marchés Agricoles : Bulletins, 2001-2007

Annexes : Equipe de rédaction du RNDH2009, Outils de collecte de données qualitatives, Note méthodologique et Calculs des indicateurs de développement humain régionaux



Annexe 1 : Equipe de rédaction du RNDH2009

EQUIPE DU RAPPORT NATIONAL SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN, NIGER 2009			
N.	Prénom et nom	Titre/Structure	Mandat RNDH2009
1	Abdoullahi Beïdou	Directeur Général de l'INS	Supervision générale des travaux, président du comité technique de validation
2	Ghalio Ekadé	Secrétaire Général de l'INS	Responsable administratif, Comité technique validation
3	Ali Madaï Boukar	Ingénieur Statisticien Economiste, Coordonnateur de l'ONAPAD/INS	Coordination technique de l'équipe de rédaction, calcul indicateurs DH, recherches statistiques, rédaction
4	Moctar Seydou	Expert statisticien économiste ONAPAD/INS	Recherches statistiques, calcul des indicateurs DH, rédaction
5	Bachirou Karimou	Expert Développement rural ONAPAD/INS	Recherches sécurité alimentaire, rédaction
6	Maïna Abdou	Ingénieur des Travaux statistiques/ONAPAD/INS	Recherches statistiques, rédaction
7	Zodi Abouzeïdi	Ingénieur Statisticien Economiste/ONAPAD/INS	Recherches statistiques, rédaction
8	Dr Garba Zakari	Agroéconomiste, Consultant RNDH	Consultant national RNDH
9	Abatcha Boukar Koulouma	Macroéconomiste, Consultant RNDH	Consultant national RNDH
10	Soumaïla Boubacar	DS au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant	Appui à la conception méthodologique, ateliers régionaux
11	Hamani Harouna	Coordonnateur du Système d'Alerte Précoce, Cabinet du Premier Ministre	Appui aux analyses sur la sécurité alimentaire
12	Mme Zeïnabou Mariama	Système d'Alerte Précoce, spécialiste en sécurité alimentaire, Cabinet du Premier Ministre	Appui aux analyses sur la sécurité alimentaire
13	Abdoul-moumouni Nouhou	Démographe-statisticien/DSEDS/INS	Appui aux calculs des indicateurs démographiques
14	Habi Oumarou	DER/INS	Comité de validation interne INS
15	Touré Abdoulaye	Spécialiste en communication, Cellule de communication/INS	Chargé de la communication RNDH
16	Laouali Ado	Macroéconomiste	Appui aux calculs des indices de prix régionaux

Elaboration du Rapport National sur le Développement Humain -Guide d'entretien-
(RNDH2009)

I. Dimension « Revenu »

Q1. Quelles activités génératrices de revenus pratique t-on dans la région ? (Insistez sur le cas des femmes)

.....
.....
.....
.....

Q2. D'une manière générale, est-ce que les revenus de ces activités permettent aux populations de faire face à leurs besoins alimentaires ?

- En Ville.....
- Dans les villages.....
- le cas des femmes.....

Q3. Est-ce que dans la région les habitants reçoivent des transferts d'autres personnes ne résidant pas dans les ménages ?

- Parents.....
- Amis, connaissance.....
- ONG, associations.....
- Etat.....
- Autres.....

II. Dimension « Santé » :

Q1. Quelle est la situation de la région en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement ?

.....
.....
.....

Q2. Quelle est la situation de la région en matière de disponibilité et d'accès aux services sociaux (santé, transport) ?

.....
.....
.....

III. Dimension « Education » :

Q1. Quelle est la situation de la région en matière d'alphabétisation (insister sur le cas des femmes) ?

.....
.....
.....
.....

Q2. Quelle est la situation en matière de scolarisation des enfants (insister sur le cas des jeunes filles)

.....
.....
.....

Note méthodologique de la construction de l'IDH

Les indicateurs sont calculés essentiellement à partir des bases de données de l'ENBC 2007/2008. D'autres sources ont également été utilisées pour des estimations par régression économétrique ou des calages des résultats de l'enquête sur les agrégats macroéconomiques issus de la comptabilité nationale. Ces sources sont : les comptes nationaux et l'EDSN-MICS III 2006. Cette note est une description succincte de la manière dont chacune des composantes de l'IDH a été élaborée.

1. Détermination du revenu par habitant

La première étape de la détermination du revenu a consisté à calculer cette composante à partir de l'indicateur de bien-être des ménages qui représente leur agrégat de consommation. Cette approche a été utilisée car les dépenses de consommation représentent une variable approximative de mesure du revenu du ménage mais bien plus fiable que le revenu lui-même car les réponses des ménages concernant leur revenu sont souvent biaisées. Pour chacune des huit régions du pays ainsi qu'au niveau national, le revenu a ainsi été déterminé par habitant et par sexe.

La deuxième étape a consisté à une correction des revenus par tête par un calage sur le PNB par tête fourni par la comptabilité nationale. Les montants calculés à partir des données de l'enquête sont calés sur les comptes nationaux en les multipliant par un facteur correctif représentant le rapport entre le revenu national issu des comptes nationaux et le revenu national déterminé à partir des données de l'enquête. En d'autres termes, soient:

X, le revenu national calculé à partir des données de l'enquête ;
Y, le revenu national issu des comptes nationaux ;
x, le revenu par tête calculé à partir de l'enquête ;
y, le revenu par tête calé sur les comptes nationaux ;
k ; le facteur correctif.

Il vient :

$$k = \frac{Y}{X}$$
$$y = k * x$$

La troisième et dernière étape de détermination du revenu par habitant a consisté à déflater les revenus corrigés par l'IHPC 2007 et à convertir le montant obtenu en PPA USD. Le revenu par tête en PPA USD est une valeur approchée obtenue par extrapolation linéaire entre les revenus nationaux 2005 et 2007 issus des comptes nationaux et le revenu par habitant PPA USD de 2005 publié dans le RMDH 2007/2008. Cela se traduit comme suit :

Soient : X , le revenu national 2005 issu des comptes nationaux ;
 Y , le revenu national 2007 issu des comptes nationaux ;
 y , le revenu par tête 2007 calé sur les comptes nationaux en PPA USD;
 Xp le revenu national 2005 issu des comptes nationaux en PPA USD;
 Yp le revenu national 2007 issu des comptes nationaux en PPA USD;
 $P2005$, la taille de la population en 2005 ;
 $P2007$, la taille de la population en 2007 ;
 C , le revenu par tête 2005 en PPA USD ($C=781$).

Il vient :

$$Xp=C*P2005$$

$$Yp=Xp*(Y/X)$$

$$y=Yp/P2007$$

2. Détermination du taux brut de scolarisation combiné

Ce taux a été obtenu en rapportant l'ensemble de la population effectivement scolarisée pour tous niveaux confondus à la population de la tranche d'âge concernée (7-24ans). La population concernée a été obtenue par union des populations concernées des différentes tranches d'âge de l'ensemble de la population scolarisable conformément aux directives données dans le RMDH 2007/2008. Ces tranches d'âge sont:

- Pour le primaire, la population âgée de 7 à 12 ans ;
- Pour le secondaire, la population âgée de 13 à 19 ans ;
- Pour le supérieur²⁹, la population âgée de 20 à 24 ans.

²⁹ Pour le supérieur, il est recommandé dans le RMDH 2007/2008 de considérer les cinq dernières années d'études qui suivent le secondaire supérieur. Cela correspond à la tranche 20-24 ans. Il convient de préciser également que dans le cadre du présent rapport, il est fait l'hypothèse que la formation supérieure intègre la formation professionnelle et technique.

Tableau 12: Indicateurs socioéconomiques de pays à faible développement humain (2005)

Pays	Espérance (e0)	Infantile	PIB_tête	TSC
Sénégal	62,3	65	1792	39,6
Erythrée	56,6	43	1109	35,3
Nigéria	46,5	93	1128	56,2
Tanzanie	51,0	104	744	50,4
Guinée	54,8	98	2316	45,1
Rwanda	45,2	94	1206	50,9
Bénin	55,4	81	1141	50,7
Malawi	46,3	109	667	63,1
Zambie	40,5	86	1023	60,5
Côte d'Ivoire	47,4	86	1648	39,6
Ethiopie	51,8	70	1055	42,1
Tchad	50,4	105	1427	37,5
République centrafricaine	43,7	93	1224	29,8
Mozambique	42,8	107	1242	52,9
Mali	53,1	114	1033	36,7
Niger	55,8	79	781	22,7
Burkina Faso	51,4	88	1213	29,3
Sierra Leone	41,8	134	806	44,6

Source : RMDH 2007/2008

Annexe 3 : Données pour l'estimation de l'indice de revenu

Régions	Sexe	population	proportion (%)	revenu total ENBC2007 X	revenu percapita ENBC2007	revenu nominal corrigé2007	niveau des prix 2007	revenu reel2007	revenu ppa 2007	revenu ppa 96	revenu PPA 97	revenu PPA 98
agades	masculin	86 093	47,2	2,74E+10	318 260,5	351 245	1,184	296 604	1755	1282	1286	1334
	féminin	96 238	52,8	2,93E+10	304 453,5	336 007	1,184	283 737	1679	646	648	672
	ensemble	182 331	100,0	5,67E+10	310 972,9	343 202	1,184	289 812	1715	1211	1214	1259
diffa	masculin	215 875	51,7	4,49E+10	207 990,7	229 547	1,084	211 785	1253	936	939	973
	féminin	201 964	48,3	4,05E+10	200 530,8	221 314	1,084	204 189	1208	711	713	739
	ensemble	417 839	100,0	8,54E+10	204 384,9	225 567	1,084	208 114	1232	912	914	948
dosso	masculin	845 396	49,2	9,35E+10	110 599,1	122 061	0,982	124 353	736	1245	1249	1295
	féminin	874 088	50,8	9,88E+10	113 032,1	124 747	0,982	127 088	752	583	585	606
	ensemble	1 719 484	100,0	1,92E+11	111 835,9	123 426	0,982	125 743	744	783	785	814
maradi	masculin	1 402 309	48,6	1,39E+11	99 122,2	109 395	0,966	113 301	671	575	576	598
	féminin	1 482 045	51,4	1,46E+11	98 512,5	108 722	0,966	112 604	666	551	553	573
	ensemble	2 884 354	100,0	2,85E+11	98 809,0	109 049	0,966	112 943	668	571	572	594
tahoua	masculin	1 281 822	48,2	1,63E+11	127 162,7	140 342	0,990	141 805	839	636	638	594
	féminin	1 378 825	51,8	1,75E+11	126 919,7	140 074	0,990	141 534	838	615	617	662
	ensemble	2 660 647	100,0	3,38E+11	127 036,8	140 203	0,990	141 664	838	636	638	640
tillabery	masculin	885 418	48,1	9,06E+10	102 324,6	112 929	0,973	116 094	687	1232	1236	1282
	féminine	956 408	51,9	9,81E+10	102 571,3	113 202	0,973	116 374	689	791	793	822
	ensemble	1 841 826	100,0	1,89E+11	102 452,7	113 071	0,973	116 239	688	1193	1197	1241
zinder	masculin	1 380 944	49,0	1,79E+11	129 621,5	143 055	0,954	150 018	888	528	529	549
	féminin	1 438 482	51,0	1,84E+11	127 912,6	141 169	0,954	148 041	876	447	449	465
	ensemble	2 819 426	100,0	3,63E+11	128 749,6	142 093	0,954	149 009	882	520	522	541
niamey	masculin	439 991	48,8	1,54E+11	350 007,2	386 282	1,000	386 282	2286	1785	1791	1857
	féminin	462 092	51,2	1,51E+11	326 774,8	360 641	1,000	360 641	2134	1220	1224	1269
	ensemble	902 083	100,0	3,05E+11	338 106,4	373 147	1,000	373 147	2208	1716	1721	1785
niger	masculin	6 537 848	48,7	8,92E+11	136 436,3	150 577		152 489	902	804	806	836
	féminin	6 890 142	51,3	9,24E+11	134 104,6	148 003		149 862	887	645	647	671
	ensemble	13 427 990	100,0	1,82E+12	135 239,9	149 256	123,6	151 141	894	792	795	824

Annexe 4 : Données pour l'estimation de l'indice du niveau d'instruction

Régions	Sexe	alphabétisation (%)	Primaire (%)	Secondaire (%)	Supérieur (%)	Combiné (%)
<i>Agadez</i>	masculin	64,6	100,4	39,7	0,6	59,0
	féminin	32,5	94,5	25,8	2,4	50,5
	ensemble	47,4	97,3	31,9	1,5	54,4
<i>Diffa</i>	masculin	53,5	68,6	23,8	2,8	45,3
	féminin	21,5	77,4	13,7	0,7	35,5
	ensemble	37,1	72,4	18,0	1,5	40,3
<i>Dosso</i>	masculin	33,4	78,4	18,7	1,8	43,9
	féminin	10,7	52,9	9,2	1,0	25,1
	ensemble	21,3	66,2	13,7	1,3	34,3
<i>Maradi</i>	masculin	31,2	58,8	12,7	0,1	35,9
	féminin	7,5	34,1	4,0	0,4	17,2
	ensemble	18,7	46,6	8,2	0,3	26,1
<i>Tahoua</i>	masculin	45,8	61,5	10,1	0,4	37,3
	féminin	17,2	40,1	2,6	0,2	18,3
	ensemble	30,1	51,7	6,0	0,2	27,5
<i>Tillabery</i>	masculin	37,3	67,7	8,5	0,6	36,8
	féminin	14,7	54,8	6,0	0,4	24,6
	ensemble	24,9	61,5	7,2	0,5	30,3
<i>Zinder</i>	masculin	38,4	49,7	13,1	1,9	32,4
	féminin	13,2	40,8	6,5	1,7	21,3
	ensemble	25,1	45,3	9,1	1,8	26,4
<i>Niamey</i>	masculin	80,8	106,3	65,2	32,4	73,1
	féminin	61,3	94,6	45,5	30,5	59,7
	ensemble	70,8	100,4	55,0	31,4	66,2
<i>Niger</i>	masculin	42,0	64,5	17,7	4,5	40,1
	féminin	17,0	47,5	9,1	3,1	24,4
	ensemble	28,6	56,3	13,0	3,7	31,8

Annexe 5 : Données pour l'estimation de l'indice d'espérance de vie

Régions		Infantile (1q0)	Espérance_vie (E0)
<i>Agadez</i>	masculin	55	59,8
	féminin	51	61,5
	ensemble	53	61,2
<i>Diffa</i>	masculin	65	56,4
	féminin	61	59,1
	ensemble	63	57,4
<i>Dosso</i>	masculin	101	54,8
	féminin	93	56,9
	ensemble	97	55,6
<i>Maradi</i>	masculin	110	54
	féminin	102	55,2
	ensemble	106	54,9
<i>Tahoua</i>	masculin	94	55
	féminin	88	56,6
	ensemble	91	55,9
<i>Tillabery</i>	masculin	77	54,1
	féminin	71	55,9
	ensemble	74	55
<i>Zinder</i>	masculin	117	55
	féminin	109	55,2
	ensemble	113	55,1
<i>Niamey</i>	masculin	59	60,5
	féminin	55	62,2
	ensemble	57	61,7
<i>Niger</i>	masculin	84	56,7
	féminin	78	58,1
	ensemble	81	57,2

Annexe 6 : Estimation des Indices de Développement Humain par région, par sexe et selon les dimensions de l'IDH

Régions	Sexe	Indicateurs 2007/08					IDH 2007/08
		Espérance (e0)	Alphabétisation	Combiné	Education	PIB_habitant	
Agadez	masculin	0,580	0,646	0,590	0,627	0,478	0,562
	féminin	0,608	0,325	0,505	0,385	0,471	0,488
	ensemble	0,603	0,474	0,544	0,497	0,474	0,525
Diffa	masculin	0,523	0,535	0,453	0,508	0,422	0,484
	féminin	0,568	0,215	0,355	0,262	0,416	0,415
	ensemble	0,540	0,371	0,403	0,381	0,419	0,447
Dosso	masculin	0,497	0,334	0,439	0,369	0,333	0,400
	féminin	0,532	0,107	0,251	0,155	0,337	0,341
	ensemble	0,510	0,213	0,343	0,256	0,335	0,367
Maradi	masculin	0,483	0,312	0,359	0,328	0,318	0,376
	féminin	0,503	0,075	0,172	0,107	0,317	0,309
	ensemble	0,498	0,187	0,261	0,212	0,317	0,342
Tahoua	masculin	0,500	0,458	0,373	0,429	0,355	0,428
	féminin	0,527	0,172	0,183	0,176	0,355	0,352
	ensemble	0,515	0,301	0,275	0,292	0,355	0,387
Tillabery	masculin	0,485	0,373	0,368	0,371	0,322	0,393
	féminin	0,515	0,147	0,246	0,180	0,322	0,339
	ensemble	0,500	0,249	0,303	0,267	0,322	0,363
Zinder	masculin	0,500	0,384	0,324	0,364	0,364	0,409
	féminin	0,503	0,132	0,213	0,159	0,362	0,342
	ensemble	0,502	0,251	0,264	0,255	0,363	0,373
Niamey	masculin	0,592	0,808	0,731	0,782	0,522	0,632
	féminin	0,620	0,613	0,597	0,608	0,511	0,580
	ensemble	0,612	0,708	0,662	0,693	0,517	0,607
Niger	masculin	0,528	0,420	0,401	0,413	0,367	0,436
	féminin	0,552	0,170	0,244	0,194	0,364	0,370
	ensemble	0,537	0,286	0,318	0,297	0,366	0,400

Annexe 7 : Estimation des Indices sexospécifiques de Développement Humain par région, par sexe et selon les dimensions de l'IDH

Régions	Sexe	Indicateurs									
		Espérance (e0)	Alphabétisation	Combiné	Education	PIB_habitant	IDH	ISDH (e0)	ISDH (Education)	ISDH (Revenu)	ISDH
Agadez	masculin	0,580	0,646	0,590	0,627	0,478	0,562	0,594	0,476	0,474	0,515
	féminin	0,608	0,325	0,505	0,385	0,471	0,488				
	ensemble	0,603	0,474	0,544	0,497	0,474	0,525				
Diffa	masculin	0,523	0,535	0,453	0,508	0,422	0,484	0,545	0,345	0,419	0,436
	féminin	0,568	0,215	0,355	0,262	0,416	0,415				
	ensemble	0,540	0,371	0,403	0,381	0,419	0,447				
Dosso	masculin	0,497	0,334	0,439	0,369	0,333	0,400	0,514	0,218	0,335	0,355
	féminin	0,532	0,107	0,251	0,155	0,337	0,341				
	ensemble	0,510	0,213	0,343	0,256	0,335	0,367				
Maradi	masculin	0,483	0,312	0,359	0,328	0,318	0,376	0,493	0,161	0,317	0,324
	féminin	0,503	0,075	0,172	0,107	0,317	0,309				
	ensemble	0,498	0,187	0,261	0,212	0,317	0,342				
Tahoua	masculin	0,500	0,458	0,373	0,429	0,355	0,428	0,513	0,249	0,355	0,372
	féminin	0,527	0,172	0,183	0,176	0,355	0,352				
	ensemble	0,515	0,301	0,275	0,292	0,355	0,387				
Tillabery	masculin	0,485	0,373	0,368	0,371	0,322	0,393	0,500	0,242	0,322	0,354
	féminin	0,515	0,147	0,246	0,180	0,322	0,339				
	ensemble	0,500	0,249	0,303	0,267	0,322	0,363				
Zinder	masculin	0,500	0,384	0,324	0,364	0,364	0,409	0,502	0,221	0,363	0,362
	féminin	0,503	0,132	0,213	0,159	0,362	0,342				
	ensemble	0,502	0,251	0,264	0,255	0,363	0,373				
Niamey	masculin	0,592	0,808	0,731	0,782	0,522	0,632	0,606	0,683	0,516	0,602
	féminin	0,620	0,613	0,597	0,608	0,511	0,580				
	ensemble	0,612	0,708	0,662	0,693	0,517	0,607				
Niger	masculin	0,528	0,420	0,401	0,413	0,367	0,436	0,540	0,264	0,366	0,390
	féminin	0,552	0,170	0,244	0,194	0,364	0,370				
	ensemble	0,537	0,286	0,318	0,297	0,366	0,400				

Annexe 8 : Estimation de l'Indice de Participation Féminine et de l'Indicateur de Pauvreté Humaine

Part de la population féminine (INS 2008)	0,501
part de la population masculine (INS 2008)	0,499
part des parlementaires femmes (%) (Assemblée Nationale, 2008)	12,5
part des parlementaires hommes (%) (AN, 2008)	87,5
haut fonctionnaire et directeurs femmes (%) (DE, 2007)	10
haut fonctionnaire et directeurs hommes (%) (DE, 2007)	90
postes professionnels hommes (%) (2007)	75
postes professionnels femmes (%) (2007)	25
indice revenu femme (ENBC, 123, 2001-2007)	0,0197
indice revenu homme (ENBC, 123, 2001-2007)	0,0201

1. PARTICIPATION POLITIQUE ET POUVOIR DE DECISION	0,431
PERE	21,552
PERE Indexé	0,431
PARTICIPATION ECONOMIQUE ET POUVOIR DE DECISION (haut fonctionnaire et directeur)	
PERE	17,71653543
PERE Indexé	0,354
PARTICIPATION ECONOMIQUE ET POUVOIR DE DECISION (poste professionnel)	
PERE	37,12871287
PERE Indexé	0,743
2. PARTICIPATION ECONOMIQUE ET POUVOIR DE DECISION (synthèse)	0,548

3. POUVOIR SUR LES RESSOURCES ECONOMIQUES (REVENUS) 0,020

4. CALCUL DE L'IPF 0,33

1. Mesure de la défavorisation dans un niveau de vie décent	P3	47,15	47,15
--	-----------	--------------	--------------

2. Taux d'analphabétisme chez les adultes	P2	71,3	71,3
--	-----------	-------------	-------------

3. Probabilité à la naissance de ne pas survivre jusqu'à 40 ans (fois 100)	P1	28,7	28,7
---	-----------	-------------	-------------

3. Calcul de l'IPH-1 $(1/3*(P1^3+P2^3+P3^3))^{(1/3)}$ 54,70

0q40 (EDS, RGP)	TAUX D'ANALPHABETISME (QUIBB2005)	POPULATION SANS SOURCE D'EAU APPROPRIEE (EBC2007)	INSUFFISANCE PONDERALE (Moins de 5 ans) (EDSN2006)	IPH-1
0,287	71,3%	49,9%	44,4%	54,70%

ⁱ Selon les estimations de l'Institut National de la Statistique